

Guide de l'ECCAR sur les actions locales contre le racisme antimusul- man

Recommandations
politiques pour les
municipalités et
leurs partenaires

Remarque sur le contenu

Les points de vue et avis exprimés dans cette publication n'engagent que leurs auteur-e-s (villes, ONG et expert-e-s) et ne reflètent pas nécessairement la politique ou position officielle de la publication ou de l'éditeur.

L'ECCAR encourage la diversité des voix dans la lutte contre le racisme antimusulman. Ces contributions ne dépendent pas les unes des autres mais ont été réunies pour alimenter et élargir le débat. Le présent guide a donc pour vocation de susciter un dialogue réfléchi et respectueux sur cette question.

L'ECCAR est politiquement indépendant. Toutes ses activités sont basées sur l'objectif de l'ECCAR comme défini dans ses statuts.

Sa mission est de combattre toute forme de racisme et de discrimination au niveau municipal et de contribuer ainsi à la protection et à la promotion des droits de l'homme, du respect de la diversité en Europe, d'une ouverture d'esprit internationale, de la tolérance dans tous les domaines culturels et d'une compréhension mutuelle entre les peuples.

Par son action, l'ECCAR sensibilise le grand public en Europe aux valeurs d'une société juste et solidaire, afin d'encourager chacun et chacune à s'opposer fermement au racisme ou à des opinions et comportements discriminatoires.

Ce guide a été réalisé par le groupe de travail de l'ECCAR sur le racisme antimusulman.

Rédaction : Dr. Linda Hyökki
et Danijel Cubelic

Coordination : Jana Christ

Lectorat : Sophie Baillo

Mise en page et conception : renk.studio

© Copyright 2023 European Coalition of Cities Against Racism (ECCAR)

Tous droits réservés.

La reproduction du présent document est autorisée pour un usage privé uniquement, pour autant qu'elle soit complète et non modifiée. Toute reproduction à des fins commerciales est interdite.

Coalition européenne des villes contre le racisme (ECCAR e. V.)

Bergheimer Strasse 69

D-69115 Heidelberg

Allemagne

Téléphone : +49 6221 58 155 19

Courriel : office@eccar.info

Site Web : www.eccar.info

Cofinancé par l'Union européenne.

Les points de vue et avis exprimés n'engagent toutefois que leur(s) auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne. Ni l'Union européenne ni l'autorité subventionnaire ne sauraient en être tenues pour responsables.

Le soutien apporté par la Commission européenne à la réalisation de la présente publication n'engage pas sa responsabilité quant au contenu qui reflète uniquement les points de vue de l'auteur·e et la Commission ne saurait être tenue responsable de l'utilisation qui pourrait être faite des informations qu'elle contient.

La réalisation de ce guide n'aurait pas été possible sans le soutien des villes de l'ECCAR et de leurs collaborateur·rice·s, ainsi que des contributeur·rice·s qui ont partagé avec nous leurs expériences, leur expertise et leur temps. L'ECCAR et les rédacteur·rice·s remercient tou·te·s les contributeur·rice·s qui y ont participé pour leur coopération (coordonnées des contributeur·rice·s à la fin du guide).



International Coalition of Inclusive and Sustainable Cities - ICCAR (Coalition internationale des villes inclusives et durables)



Cofinancé par
l'Union européenne



Cofinancé par la
Commission européenne

1

Sommaire

2	AVANT-PROPOS	9
2.1	UNESCO	11
2.2	ECCAR	12
3	ÉTAT DES LIEUX	15
3.1	Le racisme antimusulman en Europe	16
3.2	Définition pratique du racisme antimusulman par l'ECCAR	20
3.3	À propos de ce guide : justification et méthode	26
3.4	Cartographie du terrain - Enquête de l'ECCAR sur les mesures liées au racisme antimusulman	30
3.5	Espoir et sécurité dans la ville : la protection des musulman·e·s en Europe (European Network against Racism - ENAR)	42
4	CHAMPS D'ACTION POUR LE TRAVAIL LOCAL CONTRE LE RACISME ANTIMUSULMAN	47
4.1	Intersectionnalité et groupes vulnérables	48
4.1.1	Introduction : approche intersectionnelle de la lutte contre le racisme antimusulman	49
4.1.2	Questions liées au genre	51
4.1.2.1	Victimisation des hommes musulmans et racisme antimusulman : entretien de l'ECCAR avec Prof. Peter Hopkins	51
4.1.2.2	L'inclusion des femmes musulmanes dans la société (European Forum of Muslim Women - EFOMW)	55
4.1.2.3	L'impératif de centrer les voix marginalisées des musulman·e·s queers (Leyla Jagiella)	57
4.1.3	Bonnes pratiques locales	60
4.1.3.1	Tables rondes pour les femmes musulmanes (Graz, Autriche)	60
4.1.3.2	Agir contre la phobie des réfugiés (Chemnitz, Allemagne)	62

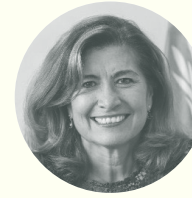
4.2	La ville comme prestataire de services égalitaires	66
4.2.1	Élaborer des politiques selon une approche fondée sur les droits de l'homme (Dr. Klaus Starl)	67
4.2.2	Créer des plans d'action locaux contre le racisme antimusulman	69
4.2.2.1	Bologne, Italie	69
4.2.2.2	Barcelone, Espagne	74
4.2.3	Bonnes pratiques locales	78
4.2.3.1	Assurer des services d'inhumation adaptés à la culture des communautés concernées (Toulouse, France)	78
4.2.3.2	Former en compétences interculturelles les fonctionnaires de l'État et des collectivités locales (Vienne, Autriche)	81
4.3	Renforcer la participation citoyenne	86
4.3.1	Agir contre le racisme antimusulman grâce à des espaces d'expression et de créativité artistique (Dr. Amina Easat-Daas)	87
4.3.2	Bonnes pratiques locales	90
4.3.2.1	Réunir la ville et la communauté à la même table : planifier ensemble des mesures contre le racisme antimusulman (Leipzig, Allemagne)	90
4.3.2.2	Formation civique dans une structure musulmane (Muslimische Akademie Heidelberg, Allemagne)	94
4.3.2.3	Assistance sociale et caritative musulmane (Nicole Erkan)	98
4.3.2.4	Les mosquées comme lieux de rencontre et de coopération : Entretien de l'ECCAR avec Tuncay Nazik de la mosquée de Herne-Röhlinghausen	100
4.4	Éducation civique et dialogue citoyen	104
4.4.1	Bonnes pratiques locales	105

4.4.1.1	Démystifier les mythes sur la haine : Bündnis für Jüdisch-Muslimische Beziehungen (Heidelberg, Allemagne)	105
4.4.1.2	Recentrer l'attention sur la vie des communautés marginalisées : les Journées de la culture musulmane (Karlsruhe, Allemagne)	108
4.4.1.3	Subventionner les activités des ONG (Zurich, Suisse)	113
4.4.1.4	Profiter de l'expertise des communautés (Courtrai, Belgique)	114
4.5	Lutte contre les crimes motivés par la haine et la discrimination	116
4.5.1	Indicateurs de partialité des crimes de haine antimusulmans comme base pour les systèmes de documentation et de signalement (CLAIM Allianz gegen Islam- und Muslimfeindlichkeit)	117
4.5.2	Lutter contre le racisme antimusulman grâce à des antennes spécialisées - le modèle de Berlin	121
4.5.2.1	Berliner Landesstelle für Gleichbehandlung - gegen Diskriminierung (LADS)	121
4.5.2.2	Défense du droit au logement (« Fair Mieten - Fair Wohnen » FMFW)	125
4.5.2.3	Garantir l'égalité de traitement dans l'éducation (Anlaufstelle für Diskriminierungsschutz an Schulen, ADAS)	129
4.5.3	Bonnes pratiques locales	132
4.5.3.1	« Une ville sûre et sécurisée doit également être une ville numérique sûre et sécurisée » - Lutte contre la haine en ligne (Malmö, Suède)	132
4.5.3.2	Observatorio de las discriminaciones Barcelona (Barcelone, Espagne)	137
4.5.3.3	« BanHate »: la première application de signalement des discours de haine en Europe (Graz, Autriche)	143

4.5.3.4	La recherche au service des politiques : les musulman·e·s et la discrimination sur le marché du travail (Rotterdam, Pays-Bas)	146
4.6	Compétence interculturelle dans l'éducation	150
4.6.1	Voix de la jeunesse (Forum of European Muslim Youth and Student Organisations - FEMYSO)	151
4.6.2	Bonnes pratiques locales	153
4.6.2.1	Reconnaissance mutuelle grâce à la langue : cours d'arabe pour enseignant·e·s (Terrassa, Espagne)	153
4.6.2.2	Cours d'initiation au fait religieux pour collégien·ne·s (Göteborg, Suède)	156
4.6.2.3	Coopération entre juifs et musulmans pour le dialogue interreligieux (Malmö, Suède)	159
4.7	Spécial ramadan	160
4.7.1	Recommandations de politique générale de l'ECCAR	161
4.7.2	Le jeûne de l'un est la fête de tous : célébration publique de l'Aïd et repas de rupture du jeûne	163
4.7.2.1	Göteborg, Suède	163
4.7.2.2	Malmö, Suède (Ibn Rushd Studieförbund)	164
4.7.2.3	Rompre le jeûne, bâtir des ponts (Louvain, Belgique)	167
5	COORDONNÉES DES CONTRIBUTEUR·RICE·S	171
6	NOTES DE FIN	179



Avant-propos



Gabriela Ramos,
sous-Directrice générale
pour les Sciences sociales
et humaines de l'UNESCO

Partout en Europe, les musulman·e·s continuent à être victimes de discrimination. D'après l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA), un·e répondant·e musulman·e sur trois a déclaré avoir été victime de discrimination ou de harcèlement motivé par des symboles religieux visibles tels que ses vêtements. Un nombre similaire de personnes ont déclaré avoir été victimes de discrimination lors de la recherche d'un emploi. Étant donné que le nombre de personnes musulmanes en Europe devrait continuer à augmenter, – certaines estimations prévoyant qu'elles représenteront jusqu'à 14 % de la population totale en 2050 –, l'impact potentiel d'une islamophobie croissante est inquiétant.

Les racines de cette discrimination sont profondément ancrées. On sait que des facteurs tels que la « race », l'origine ethnique, l'identité culturelle et le genre influencent et façonnent les vulnérabilités structurelles auxquelles les différentes communautés sont confrontées. En période de crise, ces vulnérabilités sont encore exacerbées comme l'illustrent les défis considérables auxquels les groupes faisant déjà l'objet de discriminations, dont les musulman·e·s, ont été confrontés pendant la pandémie de COVID-19.

Face à ces défis, nous devons agir de manière globale, sensible et pratique. Les réponses doivent s'attaquer aux fondements structurels de la discrimination afin d'améliorer les expériences vécues et leurs conséquences pour les personnes en situation de vulnérabilité. Les administrations locales sont, du fait de leur légitimité, de leur proximité qui leur permet de cerner au mieux les besoins et les priorités, et de leur autorité à agir en mettant en place des mesures concrètes, les acteurs clés d'une telle approche.

Depuis près de deux décennies, l'UNESCO place les villes au cœur de sa stratégie de lutte contre le racisme et la discrimination sous toutes ses formes. Cet aspect a été renforcé par l'Appel mondial contre le racisme, lancé par les États membres de l'UNESCO en 2020 en tant qu'appel politique à l'action pour lutter contre la menace accrue de racisme et de discrimination suite, entre autres, à la pandémie de COVID-19.

Cet appel mondial a donné lieu à l'élaboration de la Feuille de route de l'UNESCO contre le racisme et la discrimination, dans laquelle l'action locale s'est vu accorder un rôle central, ainsi qu'à la création d'un Forum mondial annuel contre le racisme et la discrimination, dont la deuxième édition qui s'est tenue à Mexico en novembre 2022 dédiait plusieurs espaces importants à la promotion d'actions municipales plus efficaces pour lutter contre ce défi majeur.

La Coalition internationale des villes inclusives et durables de l'UNESCO joue un rôle essentiel dans la mise en œuvre de cette vision stratégique renouvelée. Grâce à ses antennes régionales, nous avons déjà constaté des progrès importants. La Coalition européenne des villes contre le racisme (ECCAR) a ainsi saisi de nombreuses opportunités inscrites sur la nouvelle feuille de route, en soutenant par exemple l'utilisation de la série de Master Classes de l'UNESCO contre le racisme et la discrimination, qui a permis de sensibiliser plus de 6 000 étudiant·e·s à l'impact du racisme et de les inciter à agir concrète-

tement. En outre, les villes de l'ECCAR ont activement contribué au premier dialogue sur les politiques organisé en coopération avec l'ICCAR en octobre 2022 en vue de la mise en commun des expériences et enseignements tirés de l'établissement de cadres juridiques et institutionnels pour la lutte contre le racisme et la discrimination.

L'ECCAR a également lancé de nombreuses initiatives innovantes destinées à donner aux collectivités locales les moyens d'agir : collecte de données, identification des bonnes pratiques, établissement de critères de référence et renforcement des capacités, comme en témoigne le présent guide. Dans cette publication, l'ECCAR rassemble des conseils fondés sur l'expérience pour lutter contre la discrimination envers les musulman·e·s dans différents domaines politiques relevant de la responsabilité administrative des communes. Le fait qu'il s'appuie sur des exemples concrets de pratiques mises en œuvre par les villes - des repas de rupture du jeûne organisés par les mosquées de Louvain, en Belgique, aux efforts de sensibilisation des femmes musulmanes déployés par le Bureau antidiscrimination de Styrie, en Autriche - l'enracine fermement dans la pratique et fournit les connaissances et méthodologies nécessaires pour aider les responsables politiques locaux à mettre fin à l'islamophobie en Europe et dans le monde.

Je tiens à féliciter l'ECCAR pour ce travail et je me réjouis de poursuivre notre coopération vers notre objectif commun : mettre fin au racisme sous toutes ses formes.



Benedetto Zacchioli,
Président de l'ECCAR



Danijel Cubelic,
Vice-président de l'ECCAR
/ Chef du Amt für Chancen-
gleichheit (Bureau de
l'égalité des chances) de
la ville de Heidelberg

Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations unies vise à construire « un monde juste, équitable, tolérant, ouvert et socialement inclusif dans lequel les besoins des plus vulnérables sont satisfaits ». En tant que membre de la Coalition internationale des villes inclusives et durables (ICCAR), la Coalition européenne contre le racisme (ECCAR) s'engage à réaliser cet objectif, à

garantir l'égalité d'accès de tou·te·s aux services publics et aux infrastructures urbaines et à lutter contre le racisme institutionnel au niveau local. Nos activités ont pour but de lutter contre les préjugés, les discours de haine et la désinformation ainsi que de favoriser une culture de la diversité de manière à renforcer la participation démocratique et la cohésion sociale.

Le racisme antimusulman, en tant que forme de racisme à caractère culturel, cible les musulman·e·s et les personnes perçues comme telles sur la base de marqueurs racialisés d'altérité, tels que l'apparence, la tenue vestimentaire, le nom ou même la langue parlée. Ainsi, même les non-musulman·e·s peuvent en être la cible, en particulier les personnes supposées avoir un « passé migratoire » et venir d'une société « musulmane ».

Les manifestations du racisme antimusulman vont des agressions physiques violentes et dégradations de biens aux discours de haine en ligne, en passant par la discrimination structurelle et les préjugés dans les débats médiatiques ou politiques.

Suite à l'Assemblée générale de l'ECCAR de 2020, de nombreuses villes membres ont souligné la nécessité de former un groupe de travail spécifiquement dédié à la lutte contre le racisme antimusulman au niveau local. L'ECCAR reconnaît que le racisme antimusulman constitue un obstacle au développement de villes inclusives et à la coexistence pacifique au sein de communautés démocratiques, ouvertes et libres. Depuis la création de notre groupe de travail, plus de 80 villes membres ont pris part à nos ateliers et à d'autres événements. Les discussions menées lors de ces rencontres ont démontré que de nombreuses villes européennes considèrent désormais le racisme antimusulman comme un problème nécessitant de réagir par des mesures ciblées.

L'ECCAR reconnaît les luttes de nos concitoyen·ne·s musulman·e·s et travaille donc à mettre fin à la discrimination et à protéger la liberté de religion dans tous les domaines de la vie. Notre mission est de promouvoir l'inclusivité et le respect mutuel dans les villes – là où les résident·e·s européen·ne·s musulman·e·s se sentent chez eux et chez elles. Notre objectif est de faciliter la reconnaissance de la diversité de la vie religieuse et culturelle musulmane en tant que partie intégrante des sociétés européennes. Dans ce guide, nous avons rassemblé des exemples de bonnes pratiques de 17 villes européennes illustrant l'engagement fort des villes membres de l'ECCAR en faveur de la non-discrimination. L'élaboration de ce guide constitue une première étape cruciale pour inciter les collectivités locales, chercheurs, conseillers politiques et ONG à partager les meilleures pratiques et à mettre en commun leurs connaissances relatives à la mise sur pied de politiques adaptées au mieux aux divers contextes régionaux et locaux.



État des lieux

Le racisme anti-musulman en Europe

En fonction des pays, les formes de racisme antimusulman sont associées à des contextes politiques, historiques et sociaux spécifiques. L'intolérance, la haine et la discrimination dont sont victimes les musulman·e·s et les personnes perçues comme telles présentent toutefois des caractéristiques similaires dans l'ensemble des pays européens. Les recherches ont montré que les musulman·e·s et les personnes perçues comme telles font face à de multiples formes de stigmatisation, de discrimination et de violence, allant de la violence motivée par la haine au harcèlement verbal ou en ligne en passant par le profilage ethnique et religieux et aux abus policiers. Les formes structurelles de discrimination portent sur l'accès à l'éducation, le marché du travail et le marché du logement ainsi que les politiques ou la législation qui visent indirectement ou affectent de manière disproportionnée les musulman·e·s et restreignent indûment leur liberté de religion. En outre, au niveau des médias publics et du discours politique, le racisme antimusulman se manifeste par la stigmatisation générale et l'altérisation des musulman·e·s. De par cette stigmatisation, les musulman·e·s sont systématiquement perçu·e·s comme un problème social et politique au lieu d'être considéré·e·s comme susceptibles de participer et de contribuer à la société.

Un récent rapport de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (FRA) illustre les conséquences pratiques de la banalisation du racisme antimusulman. Il présente des chiffres alarmants sur le signalement des crimes de haine en Europe. Près de neuf personnes sur dix victimes de crimes inspirés par la haine ne font pas de signalement aux autorités. Le rapport indique également que ceci est généralement dû à un manque de confiance dans les autorités et à la bureaucratie écrasante des mécanismes de signalement. En outre, plus de 40 % des répondant·e·s musulman·e·s qui ont été victimes de harcèlement ou de violence motivés par des préjugés n'ont pas effectué de signalement parce qu'ils ou elles pensaient que cela ne changerait rien.

La discrimination et l'hostilité dont sont victimes les musulman·e·s se manifeste de manière intersectionnelle. Le genre, l'orientation sexuelle, l'origine ethnique et/ou la « race » (perçue), la couleur de la peau, l'identité religieuse (perçue) et la classe sociale se chevauchent souvent dans les motifs de discrimination. En outre, étant donné que l'islam et, par conséquent, les musulman·e·s sont considéré·e·s comme « étranger·ère·s » en Europe, les musulman·e·s autochtones comme les Tatar·e·s en Finlande et en Pologne, les Pomak·e·s en Bulgarie, les musulman·e·s des Balkans et les converti·e·s font l'objet de haine, de discrimination et d'exclusion au même titre que leurs coreligionnaires issus de l'immigration. Les effets de la discrimination et de la marginalisation dans les discours sociaux et politiques ainsi que des formes très concrètes de menace sont profondément enracinés et extrêmement perturbants, y compris au niveau individuel. Ils peuvent se traduire par un sentiment de peur et de vulnérabilité, d'humiliation et de dévalorisation, et susciter une profonde colère contre la société dominante et ses composantes. Mais ils peuvent tout aussi bien conduire à un déni total et à un refoulement malsain.

Un grand nombre de personnes musulmanes vivant dans les sociétés européennes ressentent une pression constante pour rendre leur propre identité plus acceptable aux yeux d'un public empreint de préjugés et parfois ouvertement antimusulman. Elles seront par conséquent tentées de dissimuler ou de minimiser leur propre identité religieuse afin de réduire les soupçons (infondés) du public et de limiter le risque constant de discrimination, voire de violence. En effet, elles estiment que le fait d'être visible en tant que personnes musulmanes les empêchera d'exercer pleinement leurs droits sociaux et humains.

Cet état d'esprit a des conséquences désastreuses car l'anticipation de la discrimination et de la violence physique ainsi que l'autocensure pratiquée à titre préventif engendrent un stress constant au quotidien dont le préjudice psychologique peut être plus important encore que l'expérience réelle de cette discrimination. L'effet peut être particulièrement dévastateur pour les enfants : il est prouvé que le fait d'être témoin d'incidents racistes et d'avoir ressenti le besoin de s'autocensurer dans l'enfance peut entraîner des problèmes socio-émotionnels plus tard dans la vie. Outre cet impact sur la vie quotidienne et le psychisme individuel, la prévalence du racisme antimusulman dans les sociétés européennes affecte aussi clairement le traitement structurel et institutionnel des musulman·e-s et des personnes perçues comme telles. Les musulman·e-s sont donc victimes de discrimination sur le marché du logement et leurs conditions de logement sont moins bonnes. Ils et elles sont également victimes de discrimination sur le marché du travail, ont des niveaux de revenus inférieurs, des taux de chômage plus élevés et des périodes de chômage plus longues, et ont moins accès aux professions privilégiées et désirables. En conséquence, leurs niveaux de santé et d'éducation sont inférieurs. Il est à noter qu'une telle discrimination structurelle et institutionnelle a un effet domino à long terme qui nuit non seulement à l'individu directement concerné mais aussi aux générations futures.

Les musulman·e-s qui vivent dans des sociétés européennes majoritairement non musulmanes ont constamment le sentiment d'être l'objet d'une suspicion générale. Ils et elles sont souvent traité·e-s comme des représentant·e-s de « tou·te-s les musulman·e-s » ou des sociétés et pays à majorité musulmane et de leurs politiques. À ce titre, il leur est souvent demandé de se distancier des attaques terroristes dont l'auteur a été identifié comme musulman ou de la situation dans les sociétés à majorité musulmane, et cela même si les musulman·e-s qui vivent dans des communautés européennes majoritairement non musulmanes n'ont pas le moindre lien avec les auteurs d'attentats ou n'ont aucun lien avec ces groupes violents ou n'y sont pas impliqués politiquement. Ils et elles ont souvent le sentiment de devoir constamment se justifier d'être musulman·e-s et défendre l'islam.

En outre, au cours des dernières décennies, les médias et le discours politique de nombreux pays européens ont de plus en plus axé les débats concernant les musulman·e-s en Europe sur les « préoccupations sécuritaires », ce qui a eu un effet négatif tangible sur le sentiment de sécurité des communautés musulmanes. Cela a porté atteinte à la liberté d'expression des musulman·e-s et limité leur participation politique.

Les jeunes musulman·e-s qui ont grandi dans un environnement social marqué par la sécuritisation de l'islam et la « suspicion générale » se sentent souvent découragé·e-s et, par conséquent, ne participent pas à la politique ou ne s'engagent pas dans la société civile. Les musulman·e-s qui vivent dans un tel climat social et politique et ont été explicitement désigné·e-s comme « suspect·e-s » doivent continuer à vivre avec le traumatisme, la honte et la discrimination structurelle qui y sont associés pendant des années et des décennies, même une fois officiellement disculpé·e-s. Les effets peuvent être ressentis à tous les niveaux sociaux ; ils concernent aussi bien les adultes confrontés au système judiciaire ou à des soupçons sur leur lieu de travail que les enfants subissant un traitement injuste dans le système éducatif, y compris les élèves musulman·e-s.

En outre, il convient de noter que les politiques ou pratiques antiterroristes peuvent créer une atmosphère hostile au sein des communautés musulmanes et diminuer la confiance que ces communautés et les individus peuvent avoir dans les autorités officielles. Ce manque de confiance entraîne un taux de signalement particulièrement bas des crimes de haine et une aliénation tant au niveau individuel que social, qui, à son tour, ne fait qu'accroître la division sociale et réduire l'intégration sociale.

Comme on peut le conclure des observations ci-dessus, le racisme antimusulman met en péril les droits de tou·te-s les musulman·e-s et des personnes perçues comme telles résidant dans des pays européens, ainsi que leur accès à l'égalité de traitement et à l'égalité des chances dans la société. Il constitue également une menace générale pour la coexistence pacifique au sein de sociétés démocratiques, ouvertes et libres. Des valeurs telles que la démocratie, la liberté et le discours ouvert sont souvent considérées comme inhérentes aux sociétés européennes ; elles ont été les valeurs fondatrices de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe. S'attaquer à la menace que la prévalence du racisme antimusulman fait peser sur ces valeurs est par conséquent essentiel.

Les politiques d'inclusion au niveau local peuvent avoir un impact considérable sur leur préservation. Elles doivent notamment avoir vocation à mettre en place des moyens simples et facilement accessibles pour le signalement des atteintes à caractère discriminatoire ou raciste, à garantir l'accès aux services de base de la société civile et aux structures politiques locales à des personnes issues d'un spectre social élargi, et à renforcer la visibilité politique des personnes victimes de racisme antimusulman. En conclusion, la mission de l'ECCAR est de contribuer à construire des sociétés égalitaires, inclusives et cohésives et à protéger les résident·e-s de nos villes contre toute forme de discrimination.

REMARQUE SUR L'ORTHOGRAPHE

L'orthographe employée dans ce guide pour les termes racisme antimusulman, antisémitisme et antitsiganisme est celle adoptée par la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI).

Définition pratique du racisme anti- musulman par l'ECCAR

Des institutions européennes et mondiales telles que l'ECRI (Commission européenne contre le racisme et l'intolérance), la FRA (Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne), les coordinateur·rice·s de la CE chargé·e·s de la lutte contre la haine envers les musulmans, le BIDDH (Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'OSCE), et le rapporteur spécial des Nations unies sur la liberté de religion ou de conviction ont, ces dernières années, utilisé différents termes dans leurs rapports officiels, tels que « islamophobie », « haine des musulmans », « discrimination à l'encontre des musulmans » et « préjugés antimusulmans », mais aussi « racisme antimusulman » pour décrire la discrimination et l'hostilité dont sont victimes les musulman·e·s ainsi que les personnes perçues comme telles. Cependant, l'ECCAR reconnaît la force du terme « racisme antimusulman » car il est ancré dans la compréhension de la « race » comme un produit et non comme une condition préalable au racisme.

Selon cette conception de la race et du racisme, le concept de racisation joue un rôle important. Selon la définition de l'ECRI, la racisation est « le processus consistant à conférer certaines caractéristiques et attributs présentés comme intrinsèques à un groupe relevant de son mandat, à construire de fausses hiérarchies sociales en termes raciaux et à y associer l'exclusion et l'hostilité . »¹ Ainsi, dans le processus de racisation des musulman·e·s, la « musulmanité » réelle ou perçue d'une personne est-elle utilisée comme marqueur d'une altérité inférieure, de la même manière que la « race » était autrefois considérée comme marqueur physique ou biologique d'infériorité. La pensée et les comportements relevant du racisme antimusulman classent par conséquent toute personne perçue comme musulmane dans la catégorie des « autres races » considérées comme inférieures. C'est également l'une des raisons pour lesquelles l'ECCAR estime le racisme

antimusulman particulièrement dangereux pour la société et la coexistence démocratique. En raison de leur apparence, les sikhs, ou les chrétiens/juifs arabes, par exemple, peuvent être perçus comme musulmans et faire l'objet d'une discrimination à ce titre.

Malgré la rhétorique répandue qui prétend que « les musulmans ne font pas partie de l'Europe », l'islam et les musulman·e·s ont une longue histoire en Europe. Certaines régions d'Espagne, du Portugal et d'Italie ont compté d'importantes populations musulmanes tout au long de la période médiévale. Dans ces pays, les musulman·e·s ont continué à vivre, même sous la domination chrétienne, pendant une bonne partie de la période moderne (bien que souvent de manière clandestine et cachée). La longue histoire interreligieuse de la péninsule ibérique a donné lieu à des échanges culturels et religieux, ainsi qu'à une impressionnante production de connaissances qui ont ensuite influencé la Renaissance européenne et permis l'émergence de l'Europe moderne. Des pays comme la France, la Croatie et la Hongrie (bien avant l'arrivée, plus tardive, de populations musulmanes à l'époque ottomane) ont également accueilli des minorités musulmanes à l'époque médiévale. Des Tatars musulmans sont installés en Pologne et en Lituanie depuis le XV^e siècle, ainsi qu'en Finlande depuis le XIX^e siècle.

Sous la domination ottomane, des communautés minoritaires musulmanes se sont implantées dans la Grèce, la Bulgarie et la Roumanie actuelles où elles existent toujours. On trouve aujourd'hui des populations musulmanes plus importantes et parfois majoritaires dans plusieurs États membres du Conseil de l'Europe, comme l'Albanie, l'Azerbaïdjan, la Bosnie-Herzégovine, la Macédoine du Nord et la Turquie. Les communautés musulmanes ont interagi avec les communautés non musulmanes en Europe pendant des siècles, façonnant la culture, la politique et l'histoire scientifique européennes. Elles ont eu une influence positive durable sur l'identité européenne. Cette histoire ancienne des musulman·e·s en Europe se poursuit aujourd'hui dans un contexte de mondialisation, marqué par la migration et les connexions transnationales. Au cours des 60 à 70 dernières années, de nouvelles communautés musulmanes, composées principalement d'immigrants récents issus de pays à majorité musulmane et de leurs descendants et, dans une moindre mesure, de natifs convertis à l'islam, se sont formées et sont devenues une composante naturelle de nombreuses sociétés européennes.

Malgré cette présence de longue date des musulman·e·s et de l'islam en Europe, il existe une longue histoire de stigmatisation des musulman·e·s en tant qu'« Autre » dans une perception européenne. Dans le cas de l'histoire de la péninsule ibérique ainsi que de l'Europe centrale et des Balkans, les musulman·e·s ont souvent été assimilés à la menace politique que constituaient les nations conquérantes à l'époque des souverains musulmans d'al-Andalus ou de l'Empire ottoman par exemple. Dans plusieurs sociétés post-ottomanes, en particulier, la distanciation rhétorique par rapport à un passé musulman et aux influences musulmanes dans la culture et la société fait désormais partie de l'identité nationaliste. D'autres pays, comme la Hongrie ou la Pologne, cultivent le mythe de mur contre l'Islam » qui est souvent invoqué dans les discussions politiques actuelles de la droite et des conservateurs. En Europe occidentale, l'idée de l'Europe a également

été construite de manière à rendre délibérément invisibles les communautés et les contributions musulmanes.

À l'époque des empires coloniaux du XIX^e et du début du XX^e siècle, plusieurs États européens ont régné sur des populations musulmanes, notamment la France, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas et le Royaume-Uni. L'idée de la supériorité de la société et de la culture blanches européennes non musulmanes sur l'Islam et les musulmans était une force idéologique vitale dans leur projet colonial. Elle a renforcé la construction des musulman·e·s comme les « éternels autres » de l'Europe et porte en germe leur perception comme un « problème de sécurité » puisque les mouvements religieux et insurrections dans le monde musulman constituaient généralement une menace pour l'ordre colonial.

Ces tropes ont été ressuscités dans le contexte de la géopolitique post-coloniale occidentale (y compris européenne), notamment sous la forme de politiques de « guerre contre le terrorisme » qui ont vu le jour suite aux événements tragiques du 11-Septembre. Il s'en est suivi une spirale de violence mondiale, dans laquelle l'islam a été détourné par les terroristes djihadistes et réduit à cette idée, qui servira de justification à plusieurs guerres et à des violations des droits de l'homme dans le monde entier. Elle a également été utilisée pour justifier les politiques européennes d'immigration et un recours accru à la violence envers les migrants aux frontières de l'UE. Les reportages diffusés par les médias comme les développements politiques dans toute l'Europe montrent que le racisme antimusulman est alimenté par le nationalisme, la xénophobie et le populisme politique, qui ont augmenté dans tous les pays européens au cours des dix dernières années. Dans de nombreuses sociétés européennes, les musulman·e·s sont principalement perçus·es comme un problème et non comme membres d'une communauté religieuse et culturelle qui a longtemps contribué positivement à la vie européenne et continue de le faire.

Il est par conséquent essentiel que le travail contre le racisme antimusulman permette de prendre conscience que favoriser l'engagement civique et la participation politique des musulman·e·s en Europe renforcera les relations entre les groupes de citoyens. À l'opposé, les politiques discriminatoires et les attitudes publiques d'exclusion nuisent à l'intégration sociale, à la paix et à la sécurité. Il est impératif de voir en l'existence d'un racisme antimusulman un obstacle au bon développement politique et économique des sociétés multiculturelles et post-immigration dans l'ensemble de l'Europe.

Si les membres de l'ECCAR sont tous unis dans leur objectif d'améliorer l'inclusion et la cohésion sociale, chaque ville possède son propre contexte local marqué par une pluralité de facteurs susceptibles de limiter leur travail d'inclusion : financements disponibles pour la lutte contre le racisme antimusulman, structure des services au sein des administrations municipales, effectifs disponibles, taille et caractéristiques démographiques de la communauté musulmane locale ainsi que relations historiques entre la majorité et les minorités ethniques/religieuses. En outre, le racisme antimusulman imprègne toutes les classes sociales et sphères de la vie. Par conséquent, les villes membres de l'ECCAR reconnaissent le racisme antimusulman comme un problème structurel d'une part, et d'autre part comme une idéologie et une dynamique qui met en

danger la coexistence pacifique dans les sociétés démocratiques. Malgré les problèmes existants, les villes membres de l'ECCAR déploient déjà des efforts importants pour mettre en œuvre des bonnes pratiques qui s'attaquent au racisme antimusulman dans divers domaines – médias, discours politique, égalité de traitement dans les institutions, loisirs, services et soins de santé, secteur privé, marché du travail, application de la loi et de la justice ou encore relations quotidiennes entre les groupes.

Afin de soutenir le travail des villes membres dans la lutte contre le racisme antimusulman au niveau local, le groupe de travail a élaboré une définition pratique de ce concept. L'absence de définitions appropriées pour les termes employés est en effet l'un des problèmes de l'action mondiale contre le racisme antimusulman, car elle empêche les pratiques de s'enraciner et entrave, entre autres, l'élaboration et la mise en œuvre de politiques efficaces et précises. Nous tenons à souligner le caractère non contraignant de cette définition. Néanmoins, elle peut servir de base à la coopération entre l'ECCAR, les villes membres et leurs partenaires. En outre, les villes peuvent adapter cette définition à leurs contextes locaux respectifs. L'ECCAR a adopté le terme de racisme antimusulman pour ce guide. Il convient cependant de noter que certaines des contributions ci-après peuvent utiliser d'autres termes, tels que « islamophobie », largement accepté en particulier dans le discours anglophone. Le rapport Runnymede de 2017, intitulé « Islamophobia : Still a Challenge for Us All »¹¹ (L'islamophobie : toujours un défi pour nous tous) définit l'islamophobie comme un « racisme antimusulman », illustrant ainsi le chevauchement de ces termes.

La définition a été discutée avec des experts et des villes membres de l'ECCAR lors d'une réunion en ligne en octobre 2021, et présentée lors de l'assemblée générale de l'ECCAR à Bordeaux en décembre 2021.

Définition pratique du racisme antimusulman par l'ECCAR

Le racisme antimusulman comprend la discrimination, la haine et l'exclusion auxquelles sont confrontées les personnes musulmanes et les individus perçus comme musulmans en raison de leur identité religieuse (perçue). Il s'agit d'une idéologie qui imprègne toutes les classes sociales et opère du niveau de la rue au plus haut niveau des institutions officielles. Selon cette idéologie, les personnes musulmanes sont considérées comme fondamentalement différentes des non-musulmans et n'étant par conséquent pas dignes d'un traitement égalitaire. Le racisme antimusulman est intersectionnel, de sorte que les victimes peuvent également subir en même temps d'autres formes de discrimination fondées sur le genre, l'identité religieuse, l'appartenance ethnique ou la couleur de la peau, et la classe sociale. De ce fait, le racisme antimusulman tel qu'il est vécu par les femmes musulmanes de couleur peut différer de celui que subira un homme musulman blanc. Le racisme antimusulman peut se manifester explicitement ou de manière cachée par des comportements, des gestes, des paroles, des discriminations structurelles ou des violences physiques. Le racisme antimusulman fonctionnant de la même manière que d'autres formes de racisme, il est essentiellement utilisé pour dénier aux musulman-e-s les mêmes avantages et droits civiques que ceux des non-musulmans par un processus d'altérisation allant jusqu'à la violation de leurs droits fondamentaux. Le racisme antimusulman alimente la haine entre les groupes de citoyens et met en danger la cohésion sociale ainsi que les principes fondamentaux de la démocratie.

danger la coexistence p
existants, les villes mer
mettre en œuvre des bo
divers domaines – méd
loisirs, services et soins
de la justice ou encore

Afin de soutenir le t
musulman au niveau lo
concept. L'absence de c
des problèmes de l'acti
les pratiques de s'enrac
politiques efficaces et p
cette définition. Néanm
villes membres et leurs
à leurs contextes locau
pour ce guide. Il convie
peuvent utiliser d'autre
culier dans le discours
phobia : Still a Challeng
définit l'islamophobie c
chement de ces termes.
La définition a été discu
réunion en ligne en oct
Bordeaux en décembre

Il est impératif de voir en l'existence d'un racisme anti-musulman un obstacle au bon développement politique et économique des sociétés multiculturelles et post-immigration dans l'ensemble de l'Europe.

À propos de ce guide : justification et méthode

Afin de soutenir les villes membres dans la lutte contre le racisme antimusulman, l'ECCAR a créé en décembre 2020 un groupe de travail permanent dirigé par la ville de Heidelberg et financé par la Commission européenne. Le groupe de travail a été établi sur la base des résultats de l'Assemblée générale de l'ECCAR en 2020 (19 et 20 novembre à Bologne), pendant laquelle s'est réuni le groupe de travail sur le racisme antimusulman. Une première recommandation essentielle a été de créer un groupe de travail structuré pour discuter des politiques locales de lutte contre le racisme antimusulman dans les villes membres de l'ECCAR. Ce groupe de travail a été mis en place pour s'assurer que les résultats des discussions de l'Assemblée générale ne restent pas lettre morte mais constituent la première étape d'un processus plus long impliquant le partage des bonnes pratiques, des outils et des solutions.

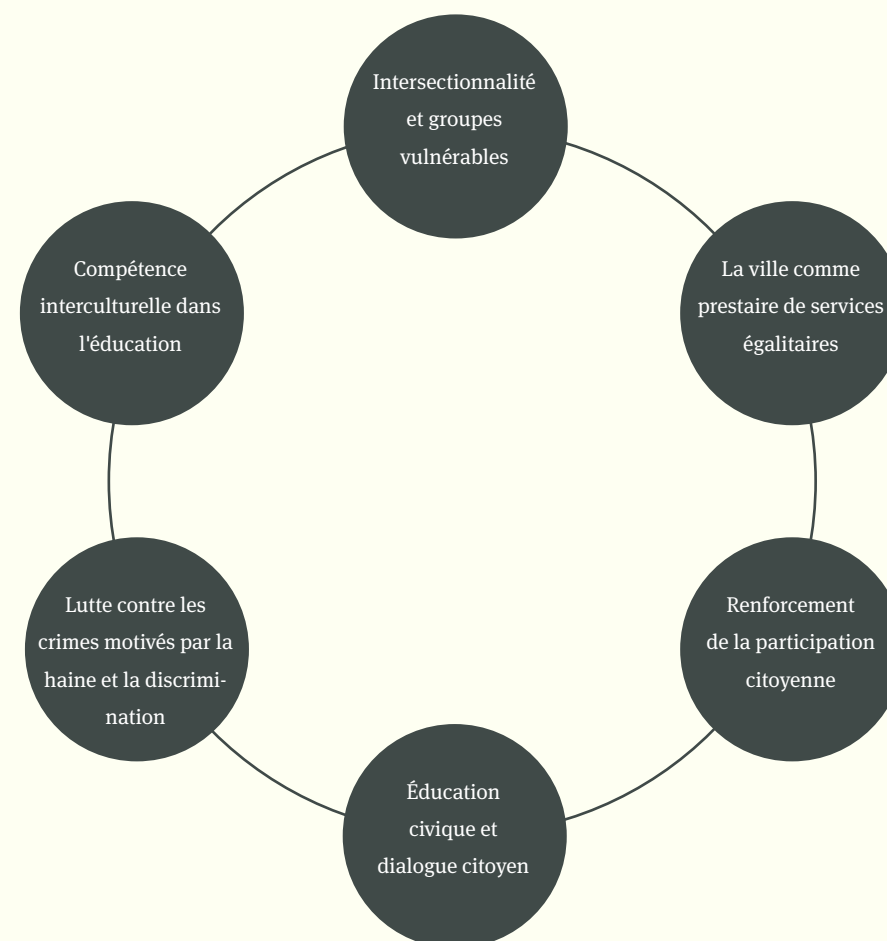
Ce groupe de travail a été mis en place pour s'assurer que les résultats des discussions de l'Assemblée générale ne restent pas lettre morte mais constituent la première étape d'un processus plus long impliquant le partage des bonnes pratiques, des outils et des solutions. Le groupe de travail s'est réuni pour la première fois en avril 2021 et a été consacré au projet de bonnes pratiques pour la lutte contre le racisme antimusulman au niveau local. L'objectif du projet pour les dix mois suivants était d'analyser comment les collectivités locales peuvent agir contre l'intolérance, la haine et la discrimination envers les musulman·e·s en leur qualité d'institutions démocratiques, de législateurs, d'employeurs, de prestataires de services et de contractants publics. En juin 2021, l'ECCAR a créé le poste de coordinateur·rice du groupe de travail après avoir reçu une subvention de la Direction générale de la justice et des consommateurs de la Commission européenne. De juin 2021 à janvier 2022, le groupe de travail a recueilli et documenté les initiatives de bonnes pratiques de diverses villes à travers l'Europe axées sur les mesures de lutte contre l'intolérance, la haine et la discrimination à l'encontre des musulman·e·s dans différents domaines et avec des stratégies multiples.

Les expériences de discrimination et de crimes de haine sont souvent marquées par l'intersectionnalité, car nombre de musulman·e-s et de personnes perçues comme telles ont des identités multiples en fonction de leur ethnicité, de leur « race », de leur identité de genre et de leur classe sociale. Ces diverses identités peuvent se chevaucher lorsque les personnes sont victimes de violence et de discrimination et rendent certains groupes de population vulnérables au racisme antimusulman de différentes manières. En réponse à cela, l'ECCAR s'est donné pour mission de mettre systématiquement en avant les différentes perspectives des femmes, hommes, personnes LGBTQI+ et réfugiés musulmans.

Les bonnes pratiques ont été recueillies en deux étapes : une enquête cartographique et des entretiens personnels avec les villes sur leurs pratiques. En décembre 2021, le groupe de travail avait terminé la collecte des exemples de bonnes pratiques et les a publiés en ligne sur le site de l'ECCAR. La liste des bonnes pratiques comprend des exemples provenant du plus grand nombre de villes possible afin de garantir une bonne représentation de la diversité géographique. D'une part, cela était nécessaire pour refléter la diversité géographique des villes membres de l'ECCAR. D'autre part, la diversité géographique des pratiques représentées devait témoigner de la réalité quotidienne des communautés musulmanes dans toute l'Europe.

Le présent guide est le résultat des efforts du groupe de travail pour accroître la visibilité des bonnes pratiques sur le site web de l'ECCAR. Pour ce guide et au cours de l'année 2022, le groupe de travail a revu, élargi et regroupé les bonnes pratiques en fonction des thématiques afin de couvrir six champs d'action différents pour le travail local contre le racisme antimusulman. En outre, des contributions rédigées par des parties prenantes et des expert·e-s travaillant sur le terrain, tels que des universitaires et des représentant·e-s d'ONG, ont été ajoutées au recueil de textes afin de compléter la présentation des bonnes pratiques et leurs thématiques respectives. Ce guide s'adresse à différentes parties prenantes, – chercheur·se-s, journalistes, activistes et décideur·se-s politiques et, surtout, aux villes membres de l'ECCAR. Il doit leur permettre de tirer des enseignements de ces exemples et d'utiliser ces connaissances dans leurs contextes locaux respectifs.

Champs d'action pour le travail local contre le racisme antimusulman

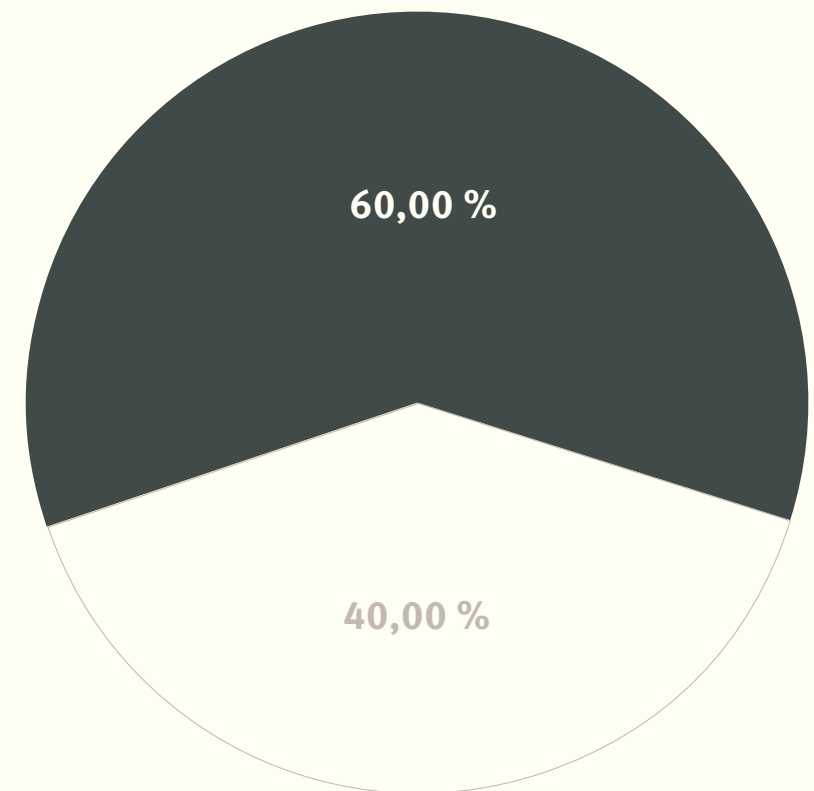


Cartographie du terrain - Enquête de l'ECCAR sur les mesures liées au racisme anti- musulman

30

31

Votre ville a-t-elle déjà mis en place des mesures de lutte contre le racisme antimusulman (mentionnant explicitement la lutte contre le racisme antimusulman comme objectif principal ou secondaire)?

Oui

Non

Le groupe de travail de l'ECCAR sur le racisme antimusulman a été créé en décembre 2020 afin d'aider les villes membres de l'ECCAR dans leurs activités en cours relatives à ce sujet et de fournir un soutien aux villes qui souhaitent commencer à travailler sur cette question dans leur contexte local. Une enquête menée en 2021 sur l'état d'avancement de la lutte contre le racisme antimusulman dans les villes membres de l'ECCAR (N=42) a montré qu'environ la moitié des répondant-e-s avaient une expérience des mesures locales de lutte contre le racisme antimusulman.

Les villes membres de l'ECCAR ont intégré le travail sur le racisme antimusulman de différentes manières dans leurs structures administratives. Le fait que ce travail soit confié à un département, à un bureau ou à un fonctionnaire entièrement dédié à la lutte contre le racisme antimusulman est un indicateur de l'importance accordée à cette question par l'administration municipale. Le traitement de la question du racisme antimusulman par un département non spécifiquement dédié affecte en effet le nombre d'heures de travail et les ressources humaines que la ville peut engager. De plus, le domaine couvert par le département dans son ensemble est également déterminant pour l'approche du sujet. Par exemple, aborder le racisme antimusulman par le biais de l'intégration ne tient absolument pas compte de la diversité de la communauté musulmane concernée. Plusieurs générations de musulman-e-s vivent dans de nombreuses sociétés européennes où les communautés musulmanes se sont étendues en raison des migrations. Il est essentiel de veiller à ce que les besoins des divers groupes qui constituent la communauté musulmane soient correctement recensés et qu'il en soit tenu compte dans les réponses apportées. Le fait d'aborder le racisme antimusulman uniquement sous l'angle de « l'intégration des communautés d'immigrants et des préoccupations sécuritaires » limite sa pertinence et sa portée. L'intégration sociale est un objectif important pour toutes les composantes de la société. Les musulman-e-s ne posent pas de problème particulier à l'intégration, et le racisme antimusulman ou les autres difficultés rencontrées par les communautés musulmanes ne sont pas simplement le résultat d'une intégration ratée.

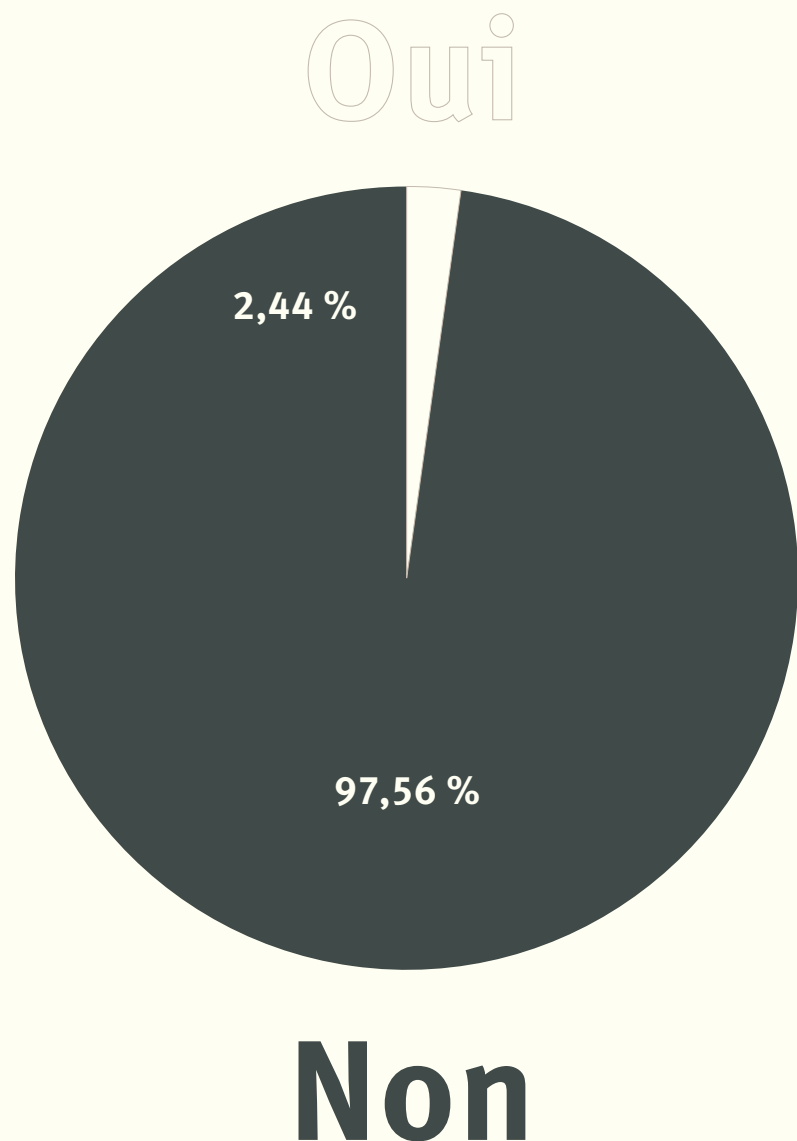
Certaines villes de l'ECCAR ont mis en place des plans d'action municipaux dédiés contre le racisme antimusulman, dont des exemples sont fournis au chapitre 4.2.2. Lors de l'enquête, une seule ville a indiqué disposer d'un service ou d'un référent se consacrant exclusivement à la lutte contre le racisme antimusulman. Pour le reste des répondant-e-s, le travail sur le racisme antimusulman est affecté à divers départements chargés des questions transversales suivantes :



La situation structurelle pourra également avoir des répercussions sur le travail contre le racisme antimusulman en raison des objectifs généraux fixés par le département et d'une approche plus large pour chaque projet. Par exemple, une ville allemande a répondu que la représentation problématique dans les médias et la stigmatisation des immigrants nuisaient à ses efforts pour présenter les processus d'intégration de façon positive, et entravait le travail antiraciste d'une manière générale. La question du rôle des médias dans la diffusion de stéréotypes négatifs et de récits racistes antimusulmans est abordée dans plusieurs exemples de bonnes pratiques dans ce manuel. De nombreuses villes ont inclus des mesures relatives au racisme antimusulman dans leurs politiques d'intégration, leurs projets de dialogue interconfessionnel, leurs projets généraux de lutte contre le racisme ou ceux relatifs aux droits de l'homme. Cependant, les villes souhaitent également pouvoir se concentrer de façon plus ciblée sur le racisme antimusulman. Un représentant d'une ville suédoise a indiqué que les différents types de racisme ne faisaient habituellement pas l'objet d'une distinction dans le travail local, mais reconnaît la nécessité d'une telle approche, c'est-à-dire d'aller au-delà du travail général de lutte contre le racisme et de se concentrer plus précisément sur des phénomènes tels que le racisme antimusulman.

Dans l'ensemble, les sujets couverts par les projets ayant le racisme antimusulman comme objectif principal ou secondaire sont principalement liés aux programmes d'éducation civique qui font connaître au grand public les musulmans et l'islam. Des initiatives de ce type contribuent à la lutte contre le racisme antimusulman au niveau micro de la société et s'avèrent essentielles car elles permettent d'agir sur les attitudes au niveau individuel en évitant des comportements discriminatoires ou haineux envers les musulmans-e-s. L'ECCAR a conscience du rôle significatif qui revient aux villes et aux autorités locales pour faire évoluer la situation actuelle. Les mécanismes de monitoring

Votre ville dispose-t-elle d'un service ou d'un-e référent-e se consacrant exclusivement à la lutte contre le racisme antimusulman ?



et de signalement peuvent très bien être initiés au niveau local en coopération d'une part avec les ONG et d'autre part avec les pouvoirs publics. En outre, les données recueillies par les plateformes de signalement faciles d'accès pour les victimes de crimes de haine et de discrimination peuvent être agrégées et communiquées aux pouvoirs publics. En augmentant la visibilité des victimes, ceci contribuera à l'établissement de politiques plus fermes en matière de crimes de haine et de discrimination. La section 4.5 de ce guide présente des exemples de bonnes pratiques de mécanismes qui s'attaquent à la discrimination structurelle et aux dangers actuels liés à la cyberhaine.

Les programmes éducatifs en milieu scolaire ont un objectif similaire car ils ont une incidence directe sur les relations entre les élèves et contribuent à un meilleur environnement d'apprentissage pour tou-te-s. Les exemples de bonnes pratiques présentés à la section 4.6.2 montrent comment les programmes donnent aux élèves la possibilité d'accroître leurs compétences interculturelles en discutant avec de jeunes adultes musulman-e-s et en leur posant des questions. De tels projets, tout comme ceux visant à fournir aux enseignant-e-s des clés pour améliorer l'interaction avec des élèves musulman-e-s issus de milieux culturels et linguistiques divers et ayant un accès variable aux langues dominantes et officielles, sont essentiels pour faire tomber les barrières et permettre une initiation au fait religieux. Il est important de noter que ces programmes peuvent être mis en œuvre quel que soit le contexte géographique et démographique grâce à leur flexibilité.

Un autre axe essentiel des projets est l'encouragement à l'autonomisation de la communauté musulmane en matière de participation civique afin de lui conférer davantage de visibilité et de lui permettre d'être perçue comme partie intégrante des sociétés démocratiques. Ces mesures donnent aux citoyen-ne-s musulman-e-s une plateforme pour s'investir dans de nombreux rôles civiques et faire entendre leur voix. Au lieu d'être considérés comme « le problème », les membres des communautés musulmanes sont vus comme faisant partie de la solution aux questions sociétales qui concernent tous les citoyens, comme nous le verrons dans la contribution de Dr. Amina Easat-Daas à la section 4.3., illustrée par des exemples de bonnes pratiques des villes de l'ECCAR. La Muslimische Akademie Heidelberg (Académie musulmane de Heidelberg) est un excellent exemple d'une telle initiative. Les nombreux programmes liés aux politiques d'antidiscrimination mis en œuvre dans les villes membres de l'ECCAR indiquent une reconnaissance forte et déjà existante des problèmes causés par la discrimination antimusulmane. Cependant, les initiatives spécifiques axées sur l'égalité d'accès au logement ou au marché du travail restent l'exception. Jusqu'à présent, les seules bonnes pratiques signalées à l'ECCAR proviennent de Berlin, comme décrit à la section 4.5.2.

40 % des villes ont répondu n'avoir à l'heure actuelle aucune expérience de projets dédiés au racisme antimusulman, ce qui pourrait être lié au fait que certaines d'entre elles rencontrent des difficultés lorsqu'elles travaillent sur des initiatives de ce type. Le manque de personnel est mentionné comme le principal problème d'ordre structurel. Une explication pourrait être que certains départements chargés de la lutte contre le

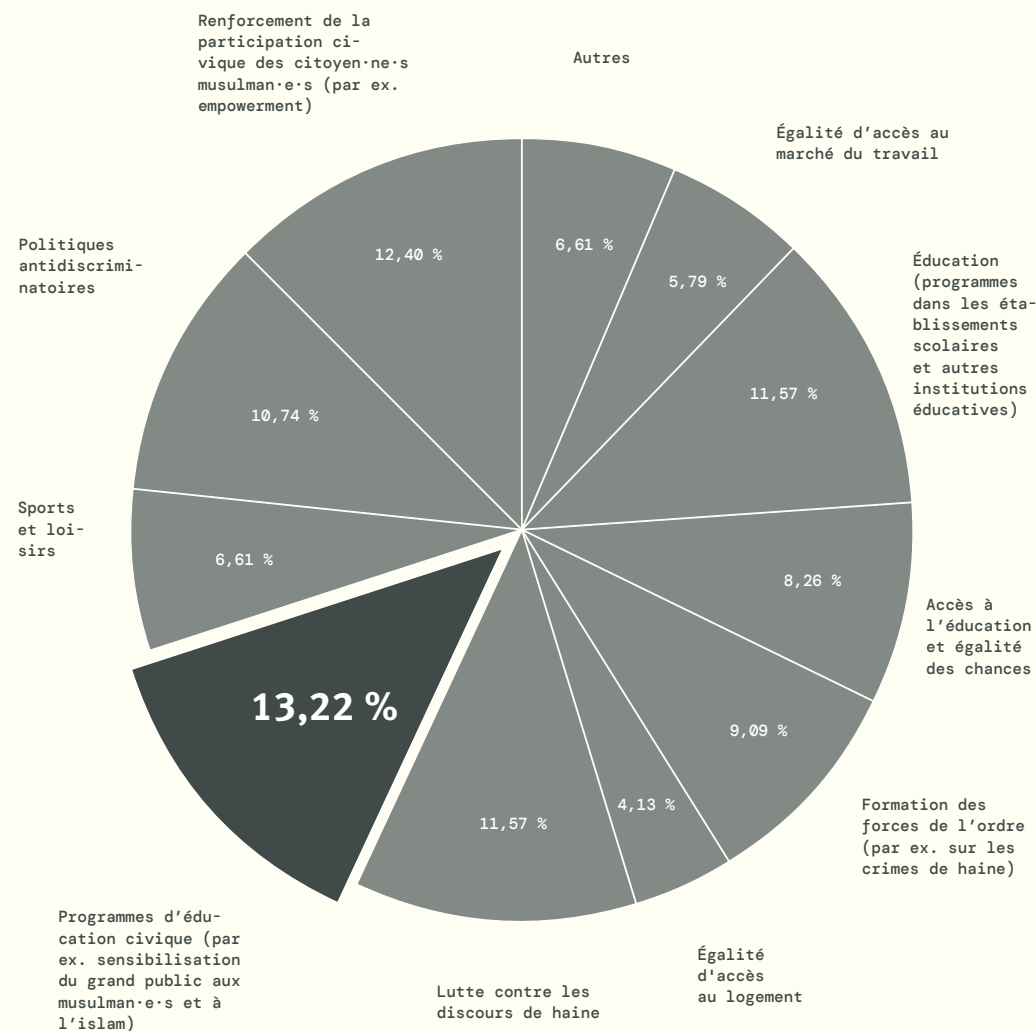
racisme antimusulman doivent travailler sur l'antiracisme ou les droits de l'homme en général, ce qui signifie qu'ils ont de nombreuses responsabilités. En outre, l'absence de structures au sein de l'administration municipale a été signalée par une ville suédoise en tant que problème institutionnel. La même ville a également constaté que les problématiques du racisme au quotidien et de la discrimination structurelle n'étaient pas toujours comprises ni acceptées. Il est donc nécessaire de prendre davantage de mesures axées sur les programmes d'éducation civique. De plus, pour des raisons politiques, le racisme antimusulman est souvent positionné et hiérarchisé par rapport à l'antisémitisme, ce qui rend difficile de traiter le premier de manière appropriée. Nous espérons que la définition pratique du terme racisme antimusulman élaborée par l'ECCAR aidera les représentants des villes et contribuera à la mise en place de mesures adéquates pour faire face aux deux phénomènes et à leurs manifestations respectives.

Les résultats de l'enquête ont montré que la création du groupe de travail sur le racisme antimusulman représentait un bon début pour soutenir les villes membres de l'ECCAR dans leur sensibilisation au racisme antimusulman. Douze villes ont indiqué que le manque de connaissances sur ce sujet constituait un obstacle à leur travail. Outre l'impact évident de la crise sanitaire sur le travail des villes, certaines d'entre elles ont fait état de difficultés d'ordre politique et social au niveau national, liées notamment à la polarisation du climat politique et à la généralisation de la xénophobie, qui ont rendu difficile le lancement de mesures exclusivement axées sur le racisme antimusulman. Ces mesures ont en effet dû être intégrées dans le contexte plus large de lutte contre toutes les formes de racisme. Dans le même temps, une autre ville a indiqué être confrontée à une opposition politique à son travail avec les communautés musulmanes, l'opposition ne souhaitant pas que certaines nationalités soient représentées au sein du conseil municipal. Une ville française a fait état de difficultés concernant le travail sur le racisme antimusulman en raison de la situation politique générale en France. Un autre représentant d'une ville française a regretté que la loi française ne reconnaisse pas le concept de racisme antimusulman. Ainsi, même les débats sur ce phénomène au niveau politique et sociétal ont toujours été marqués par des tensions. Une ville allemande a indiqué avoir constaté l'absence de demande au niveau local concernant le travail contre le racisme antimusulman.

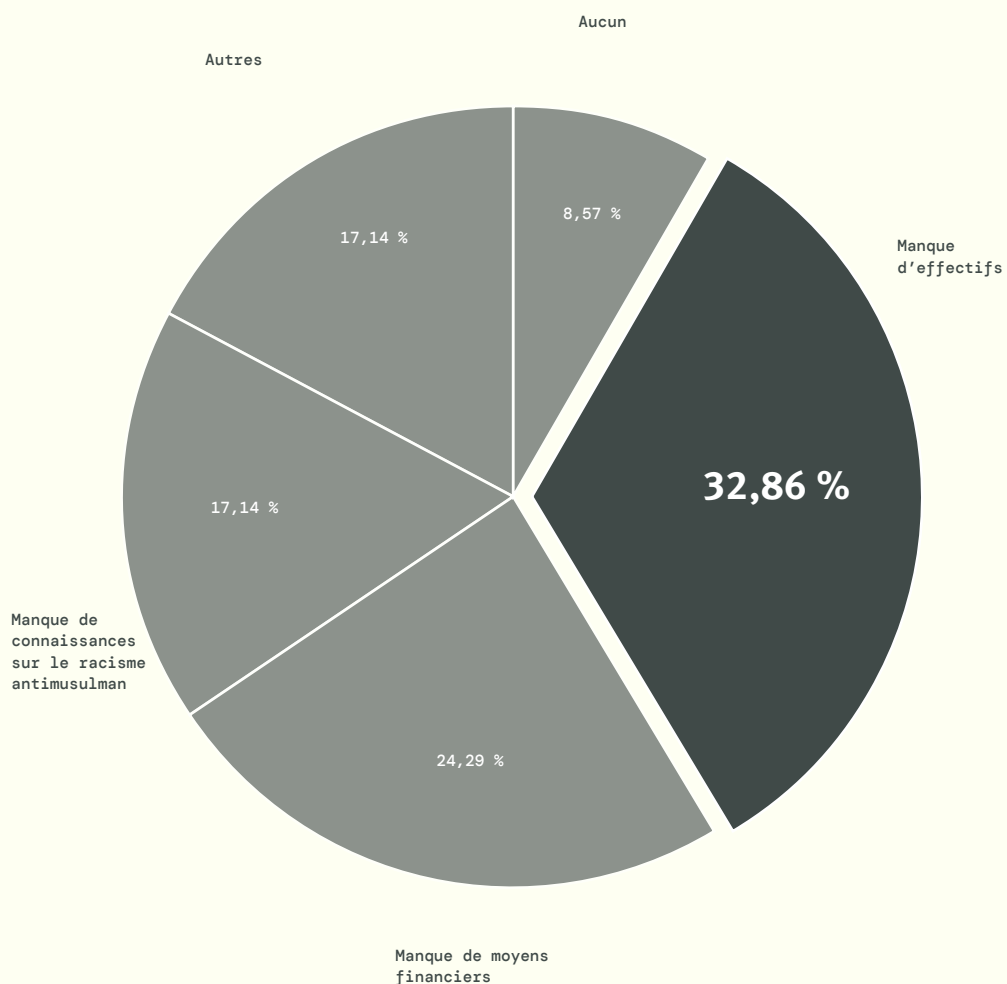
Inversement, une autre ville a fait état d'un manque d'intérêt et de confiance au sein de la communauté musulmane concernant l'engagement dans la ville. Même si la communauté musulmane dispose de ressources limitées, les barrières linguistiques ont empêché qu'un contact puisse être établi. En outre, une ville espagnole a reconnu un manque de participation au sein de la communauté musulmane. Pour déterminer l'origine de ce manque de confiance et de cette réticence à s'engager, il faudrait que l'ECCAR mène des entretiens avec des représentant·e·s des communautés musulmanes afin de mieux comprendre les relations entre la communauté et l'administration de la ville.

Enfin, en ce qui concerne la mise en œuvre de projets basés sur une approche participative, nous pouvons conclure que pour de nombreuses villes membres de l'ECCAR, la coopération entre les administrations locales et la communauté musulmane est

Si oui, lesquelles des catégories suivantes étaient visées par vos initiatives ?



Quels sont les problèmes que vous rencontrez pour l'élaboration et la mise en œuvre de mesures et d'initiatives destinées à lutter contre le racisme antimusulman ?



satisfaisante. 24 villes sur 42 ont déclaré avoir une expérience des initiatives de lutte contre le racisme antimusulman, et 19 villes ont indiqué avoir organisé des événements et des initiatives en coopération avec la communauté musulmane. Les villes de Leipzig et de Heidelberg ont fourni des bonnes pratiques locales pour ce type de projets à la section 4.3.2. Toutefois, ces chiffres ne nous disent pas combien de villes ont adopté pour cette coopération une approche ascendante en confiant aux communautés l'élaboration et la mise en œuvre du programme, l'administration municipale ayant uniquement pour rôle de faciliter la mise en œuvre. Une ville suédoise a répondu qu'elle avait encouragé un processus participatif dans lequel la communauté musulmane a contribué à donner à la ville une meilleure compréhension de la situation et suggéré des solutions et des activités possibles pour combattre le racisme antimusulman. Pour certaines villes en revanche, la coopération avec la communauté n'en est encore qu'à ses débuts car la communauté, composée principalement de réfugié-e-s, est encore très jeune, comme le rapporte une ville de l'est de l'Allemagne. Plusieurs contributions à ce guide soulignent l'importance des démarches ascendantes et des approches participatives dans les mesures contre le racisme antimusulman.

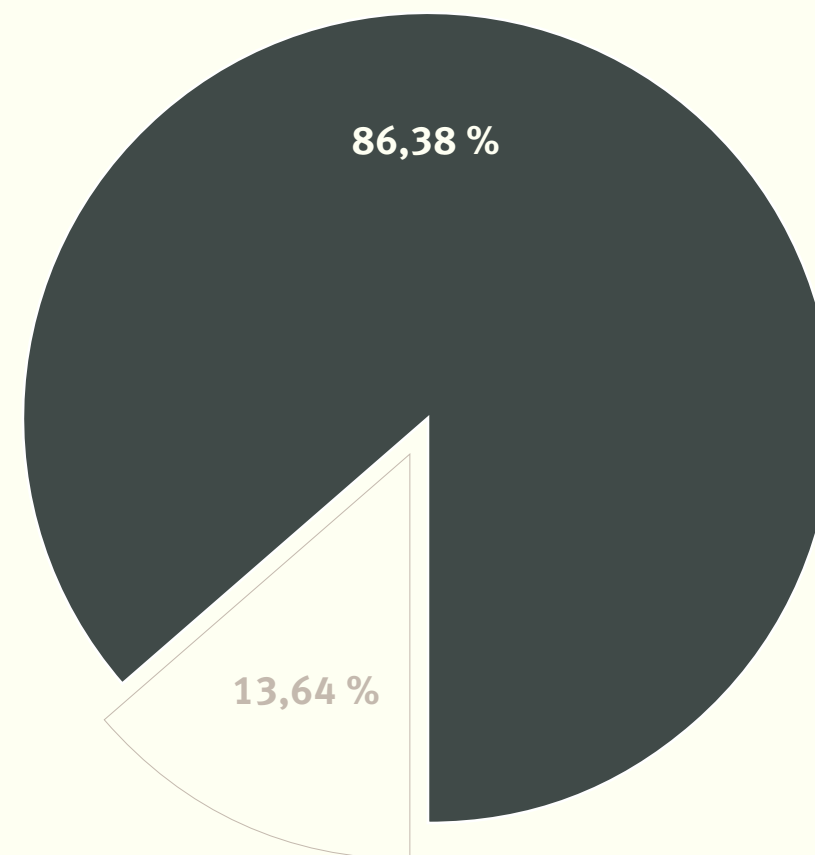
Au lieu d'être considérés comme « le problème », les membres des communautés musulmanes sont vus comme faisant partie de la solution aux questions sociétales qui concernent tous les citoyens.

(l'ECCAR)

41

Le projet/la mesure ont-ils été conçus et mis en œuvre en coopération avec les représentant·e·s de la communauté musulmane ?

Oui



Non

Espoir et sécurité dans la ville : la protection des musulman·e·s en Europe

EUROPEAN NETWORK
AGAINST RACISM - ENAR

42

L'ENAR (Réseau européen contre le racisme) a plaidé activement en faveur du nouveau Plan d'action de l'UE contre le racisme 2020-2025, adopté par la Commission européenne en septembre 2020. Les actions définies par ce plan reposent sur une compréhension en profondeur du racisme et sur la reconnaissance du fait qu'il est ancré dans l'histoire et les structures européennes, et parfois perpétué par les institutions elles-mêmes. Le plan comprend également une reconnaissance de toutes les formes de racisme, y compris la haine antimusulmane et l'islamophobie.

Bien que se développant rapidement en Europe, l'islamophobie n'est toujours pas reconnue comme une forme spécifique de racisme. La généralisation des idées d'extrême droite basées sur un discours islamophobe dans les médias et les milieux politiques conduit à un nombre croissant d'attaques contre des personnes, des biens, des militants et des organisations de la société civile musulmans (ou perçus comme tels), par le biais de politiques et de pratiques discriminatoires.

Nous avons besoin de toute urgence de réponses politiques adaptées pour lutter contre l'islamophobie. Directement impliquées dans leur mise en œuvre, les villes ont un rôle clé à jouer car elles sont capables de s'adapter et de trouver des solutions qui correspondent directement aux besoins des gens. Nous avons également vu que, malgré des débats nationaux toxiques, les villes peuvent souvent soutenir la résistance et protéger leur population dans toute sa diversité.

L'UE dispose désormais d'un cadre législatif et politique solide, dont la majeure partie a été transposée en droit national. Les villes peuvent jouer un rôle unique en veillant à ce que ces outils visant à garantir les droits fondamentaux de tou-te-s soient correctement mis en œuvre et aient un impact positif sur la vie des gens. Toutefois, cela nécessite une collaboration étroite avec les organismes de promotion de l'égalité, les instituts des droits de l'homme, les associations antiracistes et, surtout, les personnes racisées elles-mêmes.

L'une des principales caractéristiques de la discrimination structurelle et institutionnelle est en effet la façon dont les personnes racisées, y compris les musulman-e-s, ont été exclues des processus démocratiques. Or la seule façon de construire des communautés plus démocratiques et inclusives, et d'aborder de manière adéquate les problèmes auxquels ces groupes sont confrontés, est de remédier au manque de leadership et de participation significative des groupes racisés. En outre, les villes doivent concentrer leurs actions sur les personnes les plus marginalisées pour pouvoir s'attaquer aux inégalités profondément ancrées, par exemple en ce qui concerne les femmes musulmanes portant des signes religieux, qui sont exclues de nombreux domaines de la vie, les migrant-e-s arabes, noir-e-s ou jeunes hommes touchés de manière disproportionnée par les abus des forces de l'ordre, les communautés LGBTQI+ racisées, etc.

Ces domaines d'action doivent faire partie de plans d'action détaillés contre le racisme au niveau national, mais aussi régional et local, et être des vecteurs essentiels de la lutte contre les manifestations d'islamophobie et de racisme systémique. Le Plan d'action de l'UE contre le racisme souligne également la nécessité de stratégies interconnectées à tous les niveaux de pouvoir. Nous appelons les villes à s'engager dans les discussions européennes et nationales actuelles sur l'élaboration et la mise en œuvre des plans d'action nationaux contre le racisme, afin de s'assurer qu'ils incluent et reflètent les mesures nécessaires au niveau municipal. L'ENAR soutiendra les villes tout en renforçant la collaboration de ses membres avec le niveau local pour des villes sûres qui soient des lieux d'espoir pour tou-te-s.

Or la seule façon de construire des communautés plus démocratiques et inclusives, (...) est de remédier au manque de leadership et de participation significative des groupes racisés.



4

Champs
d'action pour
le travail
local contre
le racisme
antimusulman

Inter- sectionnalité et groupes vulnérables

4.1.1 Introduction : approche intersectionnelle de la lutte contre le racisme antimusulman

Le rapport 2016 de l'ENAR, intitulé « Forgotten Women : The Impact of Islamophobia on Muslim Women » (Femmes oubliées : L'impact de l'islamophobie sur les femmes musulmanes)^{III}, a montré, à travers les résultats d'un travail de terrain dans huit pays européens, que les femmes musulmanes sont touchées de manière disproportionnée par le racisme antimusulman. De même, les recherches menées par de nombreux universitaires comme Irene Zempi et Neil Chakraborty^{IV} ont souligné le fait que les femmes musulmanes sont particulièrement souvent victimes de crimes de haine et de harcèlement, notamment en raison de leur visibilité évidente en tant que musulmanes. Dans les deux cas, le concept d'intersectionnalité joue un rôle lorsque nous voulons analyser les expériences de discrimination. L'intersectionnalité signifie simplement que les différents aspects de l'identité sociale des personnes, tels que le genre, la religion, l'orientation sexuelle, l'ethnicité, la « race », etc. se chevauchent et conduisent à des expériences de discrimination uniques. Par exemple, lorsque les femmes musulmanes ne peuvent pas trouver d'emploi en raison de l'interdiction du port du foulard dans certaines professions, cela les place dans une position d'inégalité par rapport aux hommes musulmans puisque la pratique religieuse du port du foulard est liée au genre. La discrimination intersectionnelle est toutefois différente du concept de discrimination multiple, dont un exemple serait celui d'une femme musulmane de couleur qui se verrait refuser un emploi en raison de son origine ethnique, mais aussi parce qu'elle est une femme et que l'employeur part du principe qu'elle risque de partir bientôt en congé de maternité. Il est important de noter ici que ce dernier motif de discrimination peut être vécu par n'importe quelle femme et que, par conséquent, les multiples motifs de discrimination peuvent être considérés séparément. Dans le cas de la discrimination intersectionnelle en revanche, les identités d'une personne sont entrelacées au point qu'il est quasiment impossible de les considérer séparément.

Cependant, il existe également d'autres groupes de population qui peuvent être particulièrement vulnérables au racisme antimusulman, comme le montrent les contributions suivantes. Les hommes musulmans, par exemple, sont confrontés à des stéréotypes différents de ceux concernant les femmes musulmanes, qui sont également liés au genre et se recoupent avec les idées racistes antimusulmanes sur les musulmans et l'islam. Les personnes réfugiées quant à elles se trouvent dans une position particulièrement vulnérable en raison de leur statut socio-économique. En tant que nouvelles arrivantes, elles ne sont pas encore pleinement conscientes de tous leurs droits en qualité de résidentes et peuvent donc facilement devenir la cible de discriminations. Elles sont aussi facilement vues de façon stéréotypée comme étant « subventionnées » et peuvent donc devenir la cible de propos de haine en raison de leur accès supposément privilégié à la protection sociale par rapport au reste de la population. L'intersectionnalité du racisme antimusulman se manifeste à plusieurs niveaux dans le cas des personnes réfugiées. Il s'agit souvent d'hommes, jeunes, dépendant d'aides sociales et musulmans, autant de caractéristiques qui peuvent facilement servir de prétexte pour cristalliser la peur autour du personnage du « jeune musulman violent » constituant une menace non seulement pour les femmes « autochtones » de la société concernée, mais également à l'origine de l'insécurité des centres-villes. Il est également important de noter qu'en raison de la racisation des musulmans, les personnes réfugiées d'origine non musulmane originaires de pays à majorité musulmane sont victimes de discrimination raciste antimusulmane, car elles sont perçues comme musulmanes – par exemple parce qu'elles parlent turc ou arabe, ou bien en raison de leur apparence, comme on le verra dans les contributions suivantes.

4.1.2 Questions liées au genre

E
N
T
R
E
T
I
E
N

4.1.2.1 Victimation des hommes musulmans et racisme antimusulman : entretien de l'ECCAR avec Prof. Peter Hopkins

Entretien de l'ECCAR avec Prof. Peter Hopkins

ECCAR : Comment le genre, l'ethnicité et la religion s'entrecroisent-ils dans la victimisation des hommes musulmans et des hommes non musulmans perçus comme tels dans le racisme antimusulman ?

Prof. Peter Hopkins : Tout d'abord, il est important de prendre conscience que l'islamophobie genrée ne concerne pas seulement les femmes musulmanes, mais aussi les hommes musulmans. Je pense qu'il existe une intersection particulière de catégories ou de qualités qui sont perçues comme étant liées à la « musulmanité », et que lorsqu'elles sont réunies, certains groupes d'hommes sont plus susceptibles d'être victimes d'islamophobie ou de racisme antimusulman. Certains des marqueurs associés à la « musulmanité » et à la masculinité musulmane sont la couleur de la peau, la pilosité faciale ou la barbe et parfois un type particulier de vêtements. Cependant, de nombreux hommes musulmans habillés « à l'occidentale » peuvent être victimes de racisme antimusulman

en raison d'idées racistes fondées sur la couleur de leur peau et leur barbe. Ce sont les deux principales caractéristiques. Et lorsqu'elles sont réunies, il est probable qu'une personne soit perçue comme musulmane. Ce phénomène ne touche pas seulement les hommes britanniques d'origine pakistanaise ou asiatique, mais aussi tous ceux qui ne sont pas blancs.

Certaines recherches que j'ai effectuées dans ce domaine ont révélé que des communautés qui peuvent être définies comme blanches, telles que les migrants d'Europe centrale et orientale ou les Roms, peuvent faire l'objet d'une haine antimusulmane. Parce qu'ils sont, comme le dit l'un de mes collègues, « pas tout à fait blancs », qu'ils peuvent avoir la peau mate par exemple, ils ont été perçus comme musulmans et ont été victimes de racisme antimusulman. Si vous ajoutez à cela n'importe quel type de vêtement non occidental, le risque de victimisation s'accroît encore du fait de la combinaison de ces éléments.

Je pense qu'un autre facteur qui peut entrer en jeu est l'endroit où ils se trouvent et avec qui. Ainsi, dans un sens, l'islamophobie et les expériences qu'elle engendre sont liées à une entité spatiale. Par exemple, dans un quartier traditionnellement associé aux musulmans ou aux communautés de minorités ethniques, parce qu'il est peut-être un peu plus diversifié sur le plan ethnique et un peu marginalisé, les hommes que je viens de mentionner seront considérés comme des musulmans, ce qui ne sera pas nécessairement le cas s'ils se trouvent ailleurs. Ainsi, à titre d'exemple de groupe « pas tout à fait blanc », il existe à Glasgow un quartier qui, depuis les années 1960 jusqu'aux années 1990, était traditionnellement associé aux musulmans pakistanais, jusqu'à ce qu'il soit davantage associé aux communautés roms et de gens du voyage. Et bien ces hommes roms et gens du voyage étaient perçus comme musulmans parce qu'ils se trouvaient dans ce quartier. C'était presque un stigmate qui montre clairement comment les stéréotypes associés à une entité géographique s'étendent pour être appliqués à une autre communauté.

En outre, je pense qu'il existe un curieux ensemble de stéréotypes - ce que je trouve intéressant parce que cela a évolué au fil des ans - selon lesquels la femme musulmane est soumise, opprimée et obligée de rester à la maison pour faire la cuisine et le ménage. Au Royaume-Uni, le stéréotype sur les hommes pakistanais d'origine asiatique leur attribuait une apparence physique plutôt féminine et frêle, une petite taille, ainsi qu'une aptitude particu-

lière au travail dans des secteurs exigeant de la dextérité. Il s'agit d'un stéréotype raciste, bien sûr, mais il a changé avec le 11-Septembre pour dire que les hommes musulmans sont des terroristes potentiels qui représentent une menace et sont dangereux, qu'ils sont agressifs et en colère, et qu'ils sont susceptibles de transporter une bombe dans leur sac, etc. Ces stéréotypes se sont donc, d'une certaine manière, déplacés : il y a trente ans, ce sont les hommes noirs qui constituaient la principale menace et, en termes de masculinité stéréotypée, ils étaient considérés comme grands et forts, tout en muscles et prêts à vous tabasser. Mais maintenant, je dirais ce sont les « terroristes musulmans » qui constituent la principale menace.

ECCAR : Vous avez dit auparavant qu'à Glasgow, un certain quartier de la ville était principalement associé aux communautés musulmanes ou aux communautés ethniques, et que, par conséquent, une personne y habitant serait plus facilement racisée comme musulmane. Pensez-vous que l'administration municipale et les autorités locales peuvent faire quelque chose contre ce genre de stéréotypes ou même de stigmates concernant certains espaces urbains ?

Prof. Peter Hopkins : Une partie du travail que j'ai effectué avec d'autres chercheurs a consisté à cartographier les incidents islamophobes. Il existe des endroits où les musulman-e-s et les personnes perçues comme telles sont plus susceptibles

d'être victimes d'islamophobie. Si les responsables locaux et les gestionnaires des villes étaient plus conscients de la répartition géographique de l'islamophobie, ils seraient plus à même de planifier des initiatives ciblées dans ces zones. Si on y trouve, par exemple, une communauté ethniquement diverse, et qu'on sait que c'est là que se produisent la plupart des incidents islamophobes, alors toute formation ou initiative axée uniquement sur cette zone aura un impact local plus important. Mais cela doit bien sûr aller de pair avec la remise en question des idées et stéréotypes concernant certains quartiers de la ville en général. Il ne faut pas non plus penser que, parce que de nombreux incidents islamophobes se produisent dans une certaine zone, tout le travail de lutte contre le racisme antimusulman doit se concentrer sur ces quartiers, car nous savons que les gens sont mobiles ; ils se déplacent pour travailler, pour participer à des activités sociales, etc. Au Royaume-Uni, de nombreux incidents se produisent dans les transports en commun ou dans les infrastructures de transport. Il serait donc utile que les responsables municipaux prennent conscience de ces problèmes afin de cibler leurs initiatives en conséquence.

ECCAR : Si nous considérons les villes, par exemple, comme des employeuses, prestataires de services et gardiennes d'un espace public démocratique, comment peuvent-elles à votre avis agir contre cette forme d'islamophobie genrée ou de racisme antimusulman ?

Prof. Peter Hopkins : Il existe un grand nombre d'actions que les villes peuvent entreprendre. Parfois, je pense que la difficulté est notamment liée au fait qu'il n'y a pas de réponse rapide. Il suffit que chacun fasse une chose bien précise pour que le racisme antimusulman disparaisse, car il s'agit d'un phénomène très diversifié. Nous avons donc besoin d'une multitude de stratégies différentes, et il est préférable de les utiliser toutes plutôt que d'en essayer seulement une ou deux.

Les villes pourraient prendre clairement position contre tout ce qui est islamophobe, par exemple en dénonçant les incidents par leurs canaux de communication officiels. J'encourage les responsables politiques et les dirigeants municipaux à insister pour que les dirigeants des entreprises et des organisations procèdent à des changements structurels afin de garantir l'absence de discrimination à l'égard des musulman-e-s sur le lieu de travail. Les responsables politiques des villes doivent également financer des formations pour leur propre personnel afin de s'attaquer à ce problème. En outre, il faut qu'ils encouragent et soutiennent davantage d'initiatives pédagogiques permettant au public de mieux comprendre la question par le biais des universités et des écoles. Par exemple, il est important de former les enseignants pour qu'ils comprennent l'islamophobie et puissent la combattre en classe. Je pense qu'il est également utile de relier les efforts déployés pour lutter contre le racisme antimusulman à d'autres mouvements de lutte contre la discrimination et le racisme, comme le militantisme LGBTQI+ ou antiraciste au

sens large. Ensemble, il est plus facile de se faire entendre. Mais toute formation ou projet dans ce domaine doit accorder une attention particulière au genre et à l'intersectionnalité.

En outre, lorsqu'il s'agit de crimes de haine et de discrimination, au Royaume-Uni, les travaux de Tell MAMA^V tendent à montrer que davantage d'incidents ont été signalés par des femmes. Toutefois, nous ne savons pas vraiment ce que révèle cette tendance. Je me demande si certains hommes sont plus susceptibles de passer l'éponge et de se dire « Non, je ne vais pas signaler ça » et de faire le « dur à cuire ». Une façon de s'attaquer à ce problème pourrait être de proposer d'effectuer le signalement par l'intermédiaire de tiers, comme les bibliothèques, les mairies ou même les mosquées, plutôt que de s'adresser directement à la police ou aux ONG, afin d'abaisser le seuil à partir duquel les hommes signalent les incidents de discrimination ou les crimes de haine. Par exemple, les hommes sont plus enclins à parler aux autres de leurs expériences de discrimination et d'incidents motivés par la haine dans les mosquées mais ils ne les signalent pas officiellement. Il existe un grand nombre de groupes de défense des femmes musulmanes. On pourrait donc imaginer des initiatives visant à rendre les hommes musulmans acteurs de leur propre autonomisation.

4.1.2.2 **L'inclusion des femmes musulmanes dans la société (European Forum of Muslim Women - EFOMW)**

Le European Forum of Muslim Women (Forum européen des femmes musulmanes, EFOMW) a été créé en 2006 dans le but de protéger les droits des femmes musulmanes en Europe et de promouvoir leur inclusion dans nos sociétés pluralistes. En tant qu'organisme de coordination représentant 20 organisations de base de femmes musulmanes à travers l'Europe, notre objectif est de communiquer leurs préoccupations au niveau européen et de revendiquer un changement positif.

La question de la discrimination intersectionnelle à l'égard des femmes musulmanes est apparue comme un thème commun dans notre travail et un sujet de préoccupation essentiel pour nos organisations membres. L'intersectionnalité montre que des formes de discriminations multiples se façonnent réciproquement. Il est donc impératif que nous admettions que les approches générales actuelles visant à atteindre l'égalité des genres ne prennent pas en considération la pluralité des femmes et ne s'attaquent donc pas aux multiples formes de discrimination auxquelles elles sont confrontées. La façon dont les femmes sont touchées par la discrimination diffère selon leur profil (déterminé par la religion, l'ethnicité, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, etc.) mais toutes subissent les mêmes structures de pouvoir, notamment le patriarcat, le racisme, l'islamophobie et l'exploitation économique, pour n'en citer que quelques-unes.

L'Union européenne a fait de l'égalité des genres une priorité avec sa stratégie en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes 2020-2025. Et si les femmes ont réalisé de grands progrès dans les domaines social, économique et politique, ces progrès n'ont pas été les mêmes pour toutes, en particulier celles issues de groupes minoritaires faute d'une perspective intersectionnelle de l'approche politique et de prise en compte jusqu'à présent des défis auxquels sont confrontés les groupes de femmes marginalisées dans l'UE.

Nous avons constaté que les femmes musulmanes en Europe sont aujourd'hui surtout concernées par les thématiques, problèmes et défis suivants :

L'islamophobie en Europe est en hausse, et il est établi qu'elle touche les femmes musulmanes de manière disproportionnée. Il est donc crucial d'adopter une approche intersectionnelle pour combattre les formes spécifiques d'islamophobie qui touchent les femmes musulmanes. Notre organisation considère l'islamophobie comme une forme de racisme, qui résulte de la construction sociale d'un groupe en tant que « race », dans ce contexte, en attribuant des caractéristiques et étiquettes fixes aux personnes musulmanes et perçues comme telles.

On constate une augmentation du nombre des partis politiques faisant la promotion d'idées, de politiques et de pratiques islamophobes dans les pays européens.

Les médias contribuent à renforcer le prisme islamophobe à travers lequel les femmes musulmanes sont perçues, notamment en ce qui concerne la manière dont leur corps est traité dans les sujets sur le terrorisme, les pratiques religieuses, mais aussi sur l'oppression de genre lorsqu'ils se focalisent sur le voile.

Il existe un sentiment d'insécurité croissant qui restreint les lieux et les sphères sociétales dans lesquels les femmes musulmanes se sentent en sécurité.

Le risque d'être victime de crimes de haine est plus grand pour les femmes musulmanes, car beaucoup d'entre elles sont facilement identifiées comme musulmanes.

La discrimination à l'égard des femmes musulmanes est un véritable enchevêtrement dont les conséquences sur leur bien-être social, politique et économique sont considérables.

Les femmes musulmanes souffrent des mêmes types d'inégalités que toutes les femmes : l'écart de rémunération entre les femmes et les hommes, le risque de relégation dans les emplois à bas salaires sur le marché du travail, la difficulté d'accéder à des soins de santé de qualité et la violence. Cependant, il existe une tendance à culturaliser ces expériences, et ces problèmes sont amplifiés par des facteurs supplémentaires tels que le fait d'être issue de l'immigration et de porter le voile, qui constituent autant d'obstacles en plus pour l'accès à l'égalité des chances.

Actuellement, de nombreux pays ne disposent pas de données sur l'ethnicité et la religion qui pourraient aider à identifier et à distinguer les différentes motivations de la discrimination dans les différentes sphères de la société. Pour cette raison, les actions nécessaires pour combattre la discrimination resteront limitées.

RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE

- Accordez un espace proportionnel aux femmes musulmanes comme à tout autre groupe de citoyen-ne-s afin qu'elles puissent faire entendre leur voix sur toute question débattue par le public et pas seulement sur des sujets « musulmans ».
- Collectez davantage de données sur l'égalité afin d'identifier les discriminations, en mettant l'accent en particulier sur la collecte et le suivi des données relatives aux formes de discrimination multiple affectant les femmes (sur le marché du travail, dans l'éducation, les soins de santé et le système judiciaire),
- Établissez des contacts avec des organisations qui enregistrent les cas de discrimination et les infractions liées aux crimes de haine, et qui fournissent une aide juridique gratuite.
- Établissez des contacts avec des organisations communautaires dans le domaine de la discrimination et du racisme, et facilitez la collaboration entre les communautés.
- Informez les communautés musulmanes de la marche à suivre pour signaler les cas de discrimination et de crimes de haine.
- Proposez des visites éducatives par des femmes musulmanes de la ville pour parler de leurs expériences.
- Organisez des rencontres entre les femmes musulmanes et les autorités locales pour sensibiliser aux conséquences sur le bien-être social, politique et économique des femmes musulmanes.
- Créez des espaces sûrs dans lesquels une collaboration plus large est possible entre les femmes musulmanes et d'autres organisations/communautés travaillant sur l'égalité, le racisme et la discrimination.

musulmanes ne conti-
créer de nouvelles
eure participation

sées (la)

es de discrimination
sciemment pour
ntiqueer et le racisme
pation sociale.
e terme « queer »
personnes ayant une
les contextes musul-
t, le terme « musul-
sens religieux du terme
dentité culturelle.
ulman-e-s queers ne se
t/ou musulmanes au
des stéréotypes et des
peuvent être affectées
ur. Prévenir la margi-
tape nécessaire vers

pour répondre aux
es que celle des mu-
dent généralement les
r exemple, il existe des
mination fondée sur
ssaires et utiles pour
Mais la mise en œuvre
tion ne va pas de soi. Il

est donc primordial d'examiner les multiples niveaux de discrimination et de marginalisation intersectionnelles subis par les musulman-e-s queers et les personnes marquées et perçues comme telles.

Nous craignons que la stigmatisation et l'exclusion des femmes musulmanes ne continuent à renforcer les divisions sociales, à accroître l'isolement et à créer de nouvelles tensions dans une Europe qui a désespérément besoin d'une meilleure participation sociale et d'un engagement de la part de l'ensemble de la société.

4.1.2.3 **L'impératif de centrer les voix marginalisées des musulman·e·s queers (Leyla Jagiella)**

Les musulman·e·s queers sont sujets et victimes de multiples formes de discrimination et de marginalisation intersectionnelles qui doivent être abordées sciemment pour permettre aux personnes touchées à la fois par la discrimination anti-queer et le racisme antimusulman un plein accès aux droits de l'homme et à la participation sociale. Dans le contexte de cette recommandation de politique générale, le terme « queer » doit être compris comme un terme générique désignant toutes les personnes ayant une identité LGBTQI+ (selon l'usage désormais établi dans la plupart des contextes musulmans « queer » en Europe et ailleurs). De même, dans ce document, le terme « musulman·e » désigne des personnes qui peuvent être musulmanes au sens religieux du terme ou s'identifier comme musulmanes en tant qu'expression de leur identité culturelle. La marginalisation et la discrimination dont sont victimes les musulman·e·s queers ne se limitent donc pas aux personnes qui s'identifient comme queers et/ou musulmanes au sens strict. Ces deux phénomènes étant principalement fondés sur des stéréotypes et des attributions, des personnes qui ne sont ni queers ni musulmanes peuvent être affectées si elles sont perçues comme queers et/ou musulmanes de l'extérieur. Prévenir la marginalisation et la discrimination des musulman·e·s queers est une étape nécessaire vers une société plus ouverte et inclusive pour tou·te·s.

Il n'y a pas eu jusqu'à présent d'effort institutionnel spécifique pour répondre aux préoccupations particulières des positions intersectionnelles, telles que celle des musulman·e·s queers. Les lois et programmes institutionnalisés abordent généralement les questions de discrimination comme des événements singuliers. Par exemple, il existe des lois et des recommandations visant à prévenir le racisme, la discrimination fondée sur la religion, le genre, la sexualité, etc. Ces grandes lignes sont nécessaires et utiles pour garantir des normes démocratiques dans la société et la politique. Mais la mise en œuvre de perspectives intersectionnelles dans le travail d'antidiscrimination ne va pas de soi. Il est donc primordial d'examiner les multiples niveaux de discrimination et de marginalisation intersectionnelles subis par les musulman·e·s queers et les personnes marquées et perçues comme telles.

- Organisez régulièrement des événements où les différentes communautés pourront s'informer sur l'islam, les musulman·e·s et leurs coutumes.
- Contestez la représentation négative et stéréotypée des femmes musulmanes dans les médias en privilégiant l'autoreprésentation des femmes musulmanes.

dans les différentes sphères de la société. Pour cette raison, les actions nécessaires pour combattre la discrimination resteront limitées.

Parmi les problèmes pratiques et défis auxquels les musulman·e·s queers et les personnes marquées et perçues comme telles sont confrontées en Europe aujourd'hui, citons les suivants :

Les responsables politiques officiels et institutionnels ont du mal à trouver des interlocuteurs compétents pour aborder les questions relatives aux musulman·e·s queers. De nombreuses organisations de musulman·e·s queers en sont encore à leurs débuts. Elles sont souvent ignorées par les décideurs politiques, tandis que les représentants plus traditionnels des musulman·e·s et des personnes queers ne s'intéressent généralement pas à la position intersectionnelle des musulman·e·s queers.

Les lois et les politiques traitent souvent la discrimination fondée sur le genre ou la sexualité et le racisme antimusulman comme deux problèmes distincts sans intersection. La politique, les médias et la société traitent aussi souvent les « personnes queers » et les « musulmans » comme deux populations distinctes, souvent imaginées comme antagonistes.

On constate une volonté délibérée de la part des politiciens et des militants de droite d'opposer les identités queers et les identités musulmanes. Les musulman·e·s queers se trouvent souvent à une intersection des discours et sont souvent instrumentalisé·e·s pour attiser les sentiments antimusulmans ou anti-queers. Les musulman·e·s queers font souvent l'expérience du racisme antimusulman dans des contextes queers et ne peuvent compter sur aucune solidarité ou soutien dans ces contextes. Les musulman·e·s queers sont souvent confronté·e·s à des sentiments anti-LGBTQI+ dans les contextes musulmans et peuvent également se sentir ostracisé·e·s dans les communautés musulmanes. Les musulman·e·s queers sont souvent victimes de racisme antimusulman et de sentiments anti-queer dans la société dominante.

Les personnes perçues comme queers et musulmanes courent un risque accru d'être victimes de violences et de crimes de haine. Pour les musulman·e·s queers, ce risque augmente de manière exponentielle. Les musulman·e·s queers sont souvent aussi confronté·e·s à des niveaux supplémentaires de discrimination et de marginalisation. Le fait d'être queer et musulman·e peut affecter les chances de réussite sur le marché du travail, le marché du logement, etc.

De nombreux musulman·e·s queers quittent les pays à majorité musulmane pour se réfugier en Europe et y demander l'asile. Un

RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE

- Sensibilisez à toutes les questions mentionnées ci-dessus dans les discours. Profitez de toutes les occasions pour en accroître la visibilité.
- Impliquez activement les initiatives, organisations et militant·e·s musulman·e·s queers à tous les niveaux de l'élaboration des politiques et donnez la priorité aux voix des musulman·e·s queers lorsqu'il s'agit de leurs préoccupations spécifiques.
- Veillez à ce que cette autoreprésentation se traduise également par une diversification des voix. Cela signifie qu'il faut veiller à ce qu'il n'y ait pas qu'un seul type de voix musulmane queer. Certain·e·s musulman·e·s queers sont pratiquant·e·s, d'autres sont agnostiques. Certain·e·s sont davantage touché·e·s par la discrimination au sein des communautés musulmanes. Certain·e·s musulman·e·s queers sont plus touché·e·s par le racisme et le rigorisme dans les sociétés dominantes, d'autres ont un parcours migratoire et ont déposé une demande d'asile, et d'autres encore sont né·e·s citoyen·ne·s de l'UE, etc. Toutes ces voix sont autant de perspectives différentes qui doivent être représentées.
- Soutenez les projets et les structures qui apportent un soutien et des conseils spécifiques aux musulman·e·s queers. Parrainez des événements qui visent ce même objectif.
- Tendez la main à la fois aux communautés musulmanes traditionnelles et aux communautés LGBTQI+ traditionnelles et engagez-les à réduire la discrimination et la marginalisation des musulman·e·s queers.
- Investissez spécifiquement dans des mesures qui permettent aux réfugié·e·s et demandeur·se·s d'asile musulman·e·s queers d'accéder à des conseils et à un soutien.

est donc également problèmes structurels la pauvreté structurelle touchent les personnes musulman·e·s afficher et à rendre t de leur identité certain·e·s, mais peut eurs chez d'autres.

Parmi les problèmes pratiques et défis auxquels les musulman·e·s queers et les personnes marquées et perçues comme telles sont confrontées en Europe aujourd'hui, citons les suivants :

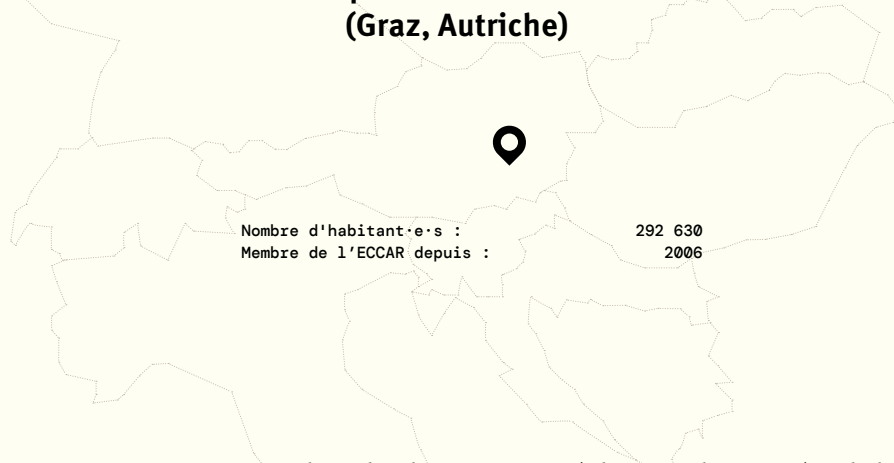
du logement, etc.

De nombreux musulman·e·s queers quittent les pays à majorité musulmane pour se réfugier en Europe et y demander l'asile. Un

nombre important de musulman·e·s queers est donc également touché par les sentiments antiréfugiés, les problèmes structurels liés aux politiques d'immigration et d'asile, la pauvreté structurelle et la marginalisation économique qui touchent les personnes réfugiées, etc. Lors des procédures d'asile, les musulman·e·s queers ressentent souvent une pression à s'afficher et à rendre leur identité queer plus visible au détriment de leur identité musulmane ; cela peut être bénéfique pour certain·e·s, mais peut aussi être à l'origine de graves conflits intérieurs chez d'autres.

Bonnes pratiques locales

Tables rondes pour les femmes musulmanes (Graz, Autriche)



Contexte

Dans le cadre de notre activité de conseil en matière de lutte contre la discrimination, certaines femmes musulmanes ont fait état d'expériences discriminatoires répétées dans les espaces publics ou dans les transports en commun. Elles ont souvent été victimes d'agressions physiques dans la rue ou dans les trams et les bus, leur foulard leur a été arraché, etc. Ces incidents leur ont donné un sentiment d'impuissance et elles ne savaient pas comment gérer la situation ni où trouver de l'aide. C'est pourquoi l'Antidiskriminierungsstelle Steiermark (Bureau antidiscrimination de Styrie) a initié en 2016 un groupe de soutien offrant aux femmes musulmanes un espace pour réfléchir à leurs expériences de discrimination et échanger leur point de vue avec d'autres personnes concernées. Le groupe s'est réuni à intervalles réguliers jusqu'en 2019. L'objectif du projet était de renforcer l'autonomie et de favoriser une prise de conscience grâce à l'échange d'expériences et en mettant l'accent sur la lutte contre la discrimination dans ces communautés.

Atteindre le groupe cible

Bien que de nombreuses femmes musulmanes en soient régulièrement victimes, beaucoup d'entre elles ne sont pas en mesure de reconnaître une discrimination, ne savent pas comment effectuer un signalement ni comment tenter une action en justice, de sorte qu'il est urgent de mieux les informer et de

les sensibiliser à ces problématiques. L'un des défis majeurs a été d'établir une base pour la communication avec les communautés et de permettre l'émergence d'une volonté ou d'une ouverture au dialogue. Les bonnes relations et les contacts existants entre le Bureau antidiscrimination de Styrie et les organisations de base des migrants se sont avérés très utiles pour atteindre les groupes cibles.

Les groupes de soutien comme bonne pratique

Un aspect important du projet était que les tables rondes n'avaient pas vocation à nous donner un rôle d'experts mais plutôt de facilitateurs les accompagnant et les soutenant dans leur propre processus de développement personnel et d'autonomisation. Les participantes savaient qu'elles rencontreraient dans ces réunions d'autres femmes dans des situations similaires, ce qui a quasiment supprimé toute réticence à participer. Les réunions ont eu lieu dans les locaux du Bureau antidiscrimination de Styrie. Une fois qu'elles sont familiarisées avec notre structure, les femmes hésitent moins à faire appel à nos services de conseil en cas de discrimination, car elles connaissent déjà les locaux et nos conseillers. Outre l'autonomisation des femmes, notre projet de table ronde visait également à informer sur la marche à suivre pour déposer une plainte tout en renforçant la confiance des femmes dans l'État de droit.

Agir contre la phobie des réfugiés (Chemnitz, Allemagne)

Nombre d'habitant·e·s : 245 051
Membre de l'ECCAR depuis : 2020

En 2018, des rassemblements de masse contre l'immigration qui ont eu lieu à l'appel de groupes d'extrême droite ont fait de Chemnitz l'exemple même d'une ville allemande où les mouvements anti-asile peuvent organiser avec succès des manifestations racistes. Dans le même temps, il est apparu clairement que les réseaux sociaux et les médias avaient une grande influence sur la dynamique des manifestations, par exemple en termes de mobilisation des participants. La couverture médiatique qui a été faite de ces événements a laissé dans la société locale un sentiment de stigmatisation plus ou moins fort. Aujourd'hui encore, les initiateurs de ces manifestations nient que l'image de la ville en ait souffert. Au milieu de tout cela, celles et ceux qui œuvrent au quotidien pour une société inclusive et des valeurs démocratiques restent invisibles. La vie quotidienne à Chemnitz est marquée par des problèmes sociaux que l'on peut observer dans toute l'Europe.

Réagir aux événements de 2018 ainsi qu'aux mouvements d'extrême droite actuellement très populaires est un processus continu qui doit impliquer le plus grand nombre de parties prenantes possible. La société civile a donc encore besoin du soutien de l'administration municipale. La désignation de la ville comme Capitale européenne de la culture 2025 représente une étape importante pour faire évoluer la société à Chemnitz. Les attentes dans ce contexte sont très élevées en Allemagne et en Europe car les conflits sociaux mentionnés précédemment ne se manifestent pas seulement à Chemnitz. La société civile et l'administration travaillent ensemble pour que Chemnitz soit une ville pour tou·te·s. Pour atteindre cet objectif, l'administration financera la promotion des valeurs démocratiques et soutiendra l'engagement de la société civile sur le long terme. C'est un signe clair que Chemnitz s'engage à renforcer la diversité culturelle et les valeurs démocratiques.

Il n'existe pratiquement aucun rapport sur les victimes du racisme antimusulman à Chemnitz. Dès lors, il est difficile d'offrir aux communautés de migrants des perspectives d'avenir. De temps à autre, on assiste à des flambées de haine xénophobe liées à des incidents spécifiques, par exemple à la suite de discussions sur l'utilisation de certains bâtiments pour l'hébergement des personnes réfugiées. La ville de Chemnitz s'attaque désormais activement aux causes profondes de ces évolutions. Pendant de nombreuses années, Chemnitz a compté un très petit nombre de citoyens issus de l'immigration, ce qui a contribué à un manque d'expérience dans la gestion de l'immigration et de la pluralité des cultures. En 1999, 2,01 % de la population de Chemnitz était issue de l'immigration, alors que ce chiffre est passé à 7,08 % en 2015 et à 8,84 % en 2020. De toute évidence, ce changement démographique entraîne de nouveaux défis pour la coexistence pacifique des différents groupes de population dans la ville.

Pendant des années, Chemnitz a été le seul centre de premier accueil pour les personnes réfugiées dans l'État de Saxe, qui n'a pris aucune mesure pour favoriser un contact positif entre les nouveaux arrivants et les citoyens du pays d'accueil. L'isolement qui en a résulté a eu des effets sociaux néfastes sur le voisinage. L'absence d'aide à l'intégration dans les hébergements pour les personnes réfugiées a en effet entraîné des expériences unilatérales et négatives, de sorte que les premières actions xénophobes et racistes ont émergé autour du centre d'accueil et ont constitué le terreau des mouvements populistes et d'extrême droite aujourd'hui très bien implantés. Ces mouvements s'efforcent de faire du racisme antimusulman une préoccupation majoritaire.

En raison de cette situation, Bundesministerium für Familie, Senioren, Frauen und Jugend (ministère fédéral allemand de la Famille, des personnes âgées, de la femme et de la jeunesse) a chargé l'Université technique de Chemnitz de réaliser une étude et d'analyser la perception des événements ainsi que leurs causes et leurs effets au sein de la population. L'étude fournit des informations importantes sur le racisme antimusulman. Les indicateurs trouvés suggèrent que le racisme antimusulman à Chemnitz est lié à divers facteurs qui trouvent leur origine dans une évolution sociale complexe après 1989 et la chute du mur de Berlin, qui a marqué la fin de la division entre l'Allemagne de l'Est et l'Allemagne de l'Ouest. La perception des personnes issues de l'immigration, les expériences de contact, les menaces perçues, les attitudes autoritaires et les préoccupations en matière de sécurité jouent un rôle majeur. Les mouvements anti-asile à Chemnitz sont également liés à des préoccupations plus larges et montrent une dynamique de comportement lié au groupe.

Toutefois, l'étude indique également qu'il existe des moyens de traiter l'immigration de manière positive. Le message le plus important est que les expériences de contact positives avec les immigrants peuvent réduire la volonté de rejoindre les mouvements anti-asile. Le fait qu'un contact positif concret puisse réduire les craintes et les perceptions de menace et renforcer le sentiment de sécurité joue ici un rôle majeur. Ainsi, diverses mesures prises par la ville de Chemnitz pour lutter contre le racisme et la xénophobie et pour créer une ville cosmopolite font partie des recommandations d'action de l'étude.

**Exemple 1 :
Gestion des conflits
dans l'espace public**

Dans le cadre d'un projet modèle avec l'association VfB Salzwedel e. V., un groupe de travail « Sécurité dans le centre-ville » a été créé, avec des représentants des communautés de migrants. Cela a permis un changement mutuel de perspective en abolissant les idées et préjugés erronés. Des projets communs sont en cours de planification pour l'avenir. Ils visent à sensibiliser le public à la manière dont les préjugés et les rumeurs contribuent de façon significative à l'insécurité et alimentent la peur. La ville travaille activement sur cette question avec des projets communs impliquant les communautés concernées.

**Exemple 2 :
Festival des
désaccords**

Le Festival des désaccords se tient depuis 2019 dans un parc du centre-ville comme symbole des espaces non sécurisés. L'atmosphère décontractée du festival permet à des personnes aux opinions très diverses d'entamer un dialogue. Nous organisons des panels de discussion de cinq personnes avec modération. Chacun de ces panels a pour but d'amener les participant·e·s à s'écouter et à échanger des opinions différentes de manière objective. Les participant·e·s sont réparti·e·s au hasard entre les tables pour éviter qu'elles et ils ne restent dans leur propre « bulle ». L'expérience montre que ce format suscite un grand intérêt et peut très bien intégrer les perspectives des migrant·e·s dans les conversations publiques. Il est beaucoup plus difficile de faire des déclarations racistes lors d'un contact direct que sur des réseaux sociaux anonymes. Les modérateur·rice·s veillent à éviter l'accaparement des participant·e·s par des leaders d'opinion individuels. Les modérateur·rice·s suivent une formation préalable, notamment sur la gestion des incidents. L'évènement est maintenant copié et mis en œuvre dans des formats réduits par d'autres municipalités.

**Exemple 3 :
Programme de
financement
municipal pour le
cosmopolitisme**

Depuis 2009, Chemnitz dispose d'un programme de financement municipal pour la démocratie, la tolérance et le cosmopolitisme, doté d'un budget municipal annuel de 80 000 euros. Ce fonds de micro-projets a financé avec succès des initiatives qui soutiennent les personnes réfugiées, en bâtissant des ponts, en brisant les préjugés et en créant des réseaux positifs. Une société civile stable s'est développée à partir de ces initiatives, dont les eprésentant·e·s s'opposent activement au racisme et à la xénophobie. La constance de la demande de

financement de projets montre que les acteur·ice·s se sentent bien soutenu·e·s par la ville. Ce soutien est important car il montre une position claire de l'administration municipale et des groupes démocratiques dans ce domaine. En 2021, le financement a été renouvelé et, grâce à un système de rotation au sein du comité de suivi, il permet également la participation directe des organisations communautaires de migrants. Le fonds municipal pour les microprojets est complété par le programme fédéral allemand « Demokratie leben! »

**Exemple 4 :
Fêtes de quartier**

Des fêtes de quartier ont été organisées à plusieurs reprises dans le quartier où est situé le centre d'accueil. Les résident·e·s du centre d'accueil ont été explicitement invité·e·s à participer. L'objectif était de permettre une coopération naturelle sur un pied d'égalité. Le concept a fonctionné et sera poursuivi après la crise sanitaire.

**Exemple 5 :
Le café du quartier**

De nombreuses associations, initiatives et communautés religieuses ont invité les gens à organiser des rencontres informelles entre les personnes réfugiées et le voisinage dans leurs espaces sociaux. Le concept de café de quartier a été utilisé à dessein pour ces rencontres. Manger et boire est souvent le meilleur moyen d'entamer une conversation et de faire tomber les préjugés. Ce concept sera poursuivi après la crise sanitaire.

La ville comme prestataire de services égalitaires

66

67

4.2.1 Élaborer des politiques selon une approche fondée sur les droits de l'homme (Dr. Klaus Starl)

Charles Husband, conseiller scientifique de longue date de l'ECCAR, a fait une observation importante au sujet de la prestation de services par les autorités locales dans une société diversifiée.

L'élaboration des politiques selon une approche fondée sur les droits de l'homme exige des autorités locales qu'elles connaissent bien leurs communautés pour fournir les services adéquats. Connaître les communautés locales suppose de s'engager et de communiquer directement avec elles pour comprendre leurs besoins légitimes. Cette approche a une implication très importante pour l'administration locale en ce qui concerne la structure, la responsabilité et les compétences. Comme l'a révélé l'enquête de l'ECCAR sur les mesures liées au racisme antimusulman, les questions relatives aux « musulman·e·s » sont confiées à des services municipaux spécifiques, souvent des services d'intégration. Or cette structure augmente le risque d'institutionnalisation du racisme antimusulman existant. Un service d'intégration peut être compétent pour les personnes récemment immigrées et les aider à se familiariser avec la société d'accueil. Cependant, ce qui est nécessaire avant tout est la compétence interreligieuse et interculturelle de tout le personnel des différents services - santé, éducation, travail, sécurité, protection sociale, soins et affaires culturelles - en fait, de tous les services où la sensibilité aux aspects culturels et religieux est nécessaire pour un traitement égalitaire qui peut parfois légitimer une différence de traitement.

En outre, la connaissance de la communauté locale implique de reconnaître sa diversité, y compris au sein des groupes. J'ai une certaine réticence à employer une notion

comme celle de discrimination fondée sur le groupe qui a tendance à être trop essentialiste et à négliger les interconnexions et intersections avec d'autres concepts d'infériorisation. En outre, elles supposent un groupe de personnes homogène, ce qui est un présupposé erroné pour toute communauté musulmane dans n'importe quelle ville européenne ; tous les groupes ne partagent même pas les cinq piliers de la foi islamique dans leur pratique et certains membres ont grandi dans des sociétés occidentales, viennent de différents pays, sont affiliés à différentes confessions ou idéologies, sont organisés religieusement ou même pas. Ce fait est encore très souvent négligé.

Il est important de rester en contact pour apprendre les uns des autres dans des contextes différents. Pour les musulman·e·s, le principal problème est un sentiment d'incompréhension totale et l'impression de ne pas être pris·e·s au sérieux dans les conversations et dans un contexte professionnel. Selon les rapports, de ces idées fausses découlent des actes de maltraitance graves en prison, en garde à vue, dans les écoles maternelles et autres établissements scolaires, dans les services de santé, ainsi qu'en matière d'accès au marché du travail.

En travaillant dans plusieurs villes avec des détenu·e·s dans le but de prévenir la radicalisation religieuse, on a constaté que la liberté de religion était respectée par les autorités jusqu'à un certain degré tandis que le personnel pénitentiaire ne garantissait pas la protection et l'application de ce droit de l'homme faute de véritable base juridique dans les lois et règlements correspondants. Cependant, une prison est un univers spécifique. Une situation similaire existe dans le secteur de l'éducation, où la majorité impose l'homogénéité culturelle.

Partant de ce constat, le conseil consultatif des droits de l'homme de la ville de Graz (Menschenrechtsbeirat der Stadt Graz) organise depuis 2019 des dialogues sur le thème « Être musulman·e· à Graz » entre les citoyen·ne·s musulman·e·s et leurs organisations et les autorités locales, les organisations de la société civile, la police, les représentant·e·s du secteur éducatif, ainsi que d'autres acteur·rice·s et parties prenantes impliquées. L'objectif de ces dialogues est de changer les perspectives, de favoriser la compréhension des réalités vécues par les un·e·s et les autres et d'élaborer des recommandations. Les thèmes retenus pour ces dialogues comprennent la liberté religieuse, le travail, la santé, la participation politique, les médias, le logement, l'éducation et la culture.

Ces recommandations ont été formulées sur la base des dialogues de coopération entre les autorités et les musulman·e·s à Graz et ont confirmé la précédente assertion : les musulmans constituent un groupe très diversifié - comme d'autres groupes confessionnels - mais ils sont homogénéisés par le processus d'altération. Ainsi, les services basés sur les droits de l'homme doivent être fournis d'une manière adaptée à la culture. Pour ce faire, les autorités doivent s'engager auprès de toutes les communautés dont elles sont responsables. Finalement, la phrase choc de Charly Husband prend tout son sens : « Si vous voulez me garantir un traitement égalitaire, soyez prêt à me traiter différemment ! »

RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE

- L'éducation et la culture doivent être inclusives et accessibles à tou·te·s.
- Des mesures visant à lutter contre la ségrégation en matière de logement et de scolarité doivent être mises en œuvre.
- Les fêtes religieuses doivent être célébrées avec tous les groupes confessionnels.
- Les enseignant·e·s doivent recevoir une formation interreligieuse.
- L'exercice de la liberté de religion doit être activement permis par les institutions scolaires.
- Le logement public doit être utilisé comme instrument de prévention et de lutte contre la ségrégation. En outre, il doit y avoir des logements adaptés aux familles nombreuses.
- La ville doit assurer une couverture médiatique positive de l'islam et des musulman·e·s. Les responsables municipaux doivent exprimer clairement leur opposition à une suspicion générale à l'encontre des musulman·e·s et à leur stéréotypisation en tant que fondamentalistes.
- La ville doit mettre à disposition des salles de prière dans les bâtiments publics.
- La ville en tant qu'employeur doit assurer la diversité également eu égard au port de signes et vêtements religieux, en créant par ex. des uniformes adaptés aux différents groupes confessionnels.
- Les services de santé doivent respecter les sentiments religieux en tenant compte des règles de piété spécifiques, en mettant à disposition des salles de prière dans les hôpitaux et en proposant des services pastoraux. Le personnel médical et soignant doit être formé en conséquence. Des informations relatives aux droits des patient·e·s doivent être fournies et facilement accessibles.

et la représentation de certaines communautés comme « autres », étrangers, ou comme un risque pour la sécurité et, d'autre part, a permis de développer des plans d'action spécifiques pour améliorer les services administratifs.

ction isme

ville pour une action
idée sur les droits
et les nouvelles
ministrati va non
i nei confronti dei
n 2018, garantissant
on-discrimination et le
au niveau local pour
compris les commu-
une approche partici-
selon une approche
les contenus et la
emps. Le cadre métho-
r les droits de l'homme
es récits prédominants

comme celle de discriminatoire et à négliger les priorités. En outre, elle est basée sur un préjugé erroné pour lequel tous les groupes religieux de différents pays, sont traités de la même manière religieusement ou même.

Il est important de reconnaître ces contextes différents. Pour éviter toute incompréhension totale, il faut avoir des conversations et dans lesquelles découlent des actes de violence maternelles et autres en matière d'accès au marché.

En travaillant dans le cadre de la radicalisation religieuse, les autorités jusqu'à un certain point ne peuvent pas la protéger et l'appliquer dans les lois et réglementations. Une situation similaire existe dans l'homogénéité culturelle.

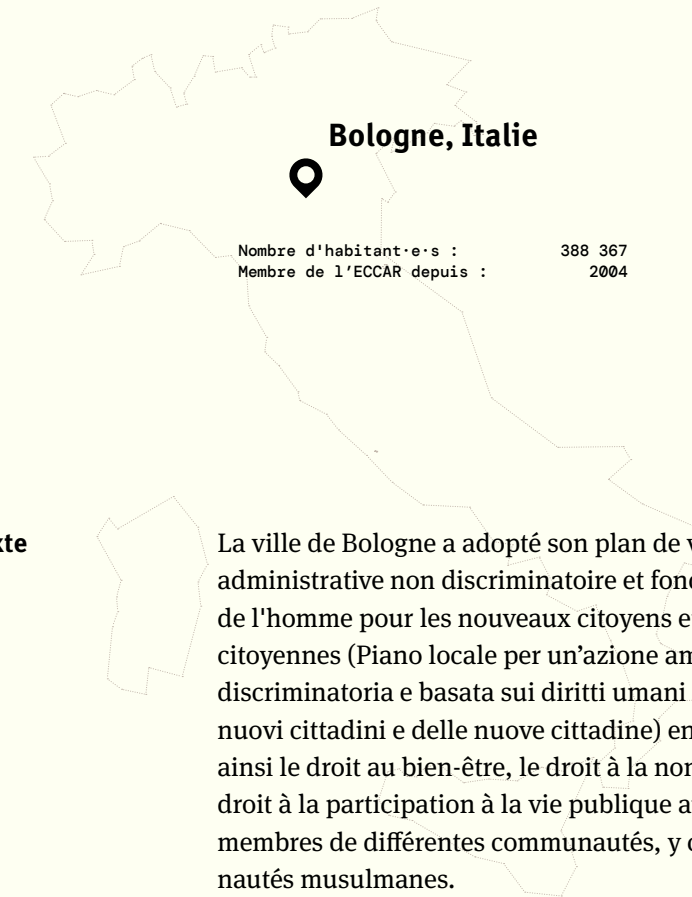
Partant de ce constat, le conseil municipal (Menschenrechtsbeirat) a adopté le slogan « Être musulman·e à Göttingen ». Les autorités locales, les écoles, le secteur éducatif, ainsi que les médias. L'objectif de ces dialogues est de reconnaître les réalités vécues par les musulmans, les thèmes retenus pour ces dialogues et la participation politique.

Ces recommandations visent à améliorer les relations entre les autorités et les musulmans constitués institutionnellement - mais ils sont basés sur les droits de l'homme. Pour ce faire, les autorités

elles sont responsables. Finalement, la phrase choc de Charly Husband prend tout son sens : « Si vous voulez me garantir un traitement égalitaire, soyez prêt à me traiter différemment ! »

4.2.2 Créer des plans d'action locaux contre le racisme antimusulman

4.2.2.1



Contexte

La ville de Bologne a adopté son plan de ville pour une action administrative non discriminatoire et fondée sur les droits de l'homme pour les nouveaux citoyens et les nouvelles citoyennes (Piano locale per un'azione amministrativa non discriminatoria e basata sui diritti umani nei confronti dei nuovi cittadini e delle nuove cittadine) en 2018, garantissant ainsi le droit au bien-être, le droit à la non-discrimination et le droit à la participation à la vie publique au niveau local pour les membres de différentes communautés, y compris les communautés musulmanes.

Conformément à ce cadre, fondé sur une approche participative, les fonctionnaires ont été formés selon une approche multidisciplinaire (open lab), tandis que les contenus et la méthodologie ont été adaptés au fil du temps. Le cadre méthodologique a suivi une approche basée sur les droits de l'homme qui, d'une part, a permis de surmonter les récits prédominants et la représentation de certaines communautés comme « autres », étrangers, ou comme un risque pour la sécurité et, d'autre part, a permis de développer des plans d'action spécifiques pour améliorer les services administratifs.

Formations

La première de la série de formations organisées en partenariat avec l'Université de Bologne sous forme de laboratoire à l'occasion d'un stage de formation pour les fonctionnaires a impliqué 130 fonctionnaires en poste dans les six quartiers de la ville et a couvert les sujets suivants :

- droits de l'homme, dignité, intégration et droits culturels ;
- rôle des villes pour assurer la participation, la compréhension mutuelle et la lutte contre la discrimination;
- statistiques sur les différentes communautés au niveau local pour lutter contre les stéréotypes et préjugés ;
- attentes et besoins des communautés religieuses locales de Bologne, en référence avec les services municipaux ;
- communication interculturelle ; contextes, culture, diversité.

D'autres sessions de formation ont été proposées et élargies à un plus grand nombre d'agents du service public, au personnel chargé de l'accueil du public, des services scolaires, du « travail communautaire », aux bibliothécaires et au personnel des musées, ainsi qu'à la police locale.

Projets de recherche

« Une inclusion efficace de l'islam et des citoyens musulmans à Bologne » :

Ce projet de recherche a été mené entre 2013 et 2015 par l'Institut universitaire européen dans le but de renforcer les relations entre la ville de Bologne et les communautés musulmanes. Cette enquête participative préliminaire a impliqué les communautés musulmanes locales, les jeunes musulman·e·s, les chefs religieux, la CIB (communauté islamique de Bologne) émergente et quelques services municipaux afin d'explorer et de mettre en évidence la présence et les contributions des musulman·e·s, les relations existantes et leurs besoins non satisfaits au niveau local.

« Aspettative e bisogni delle comunità religiose a Bologna » (Besoins et attentes des communautés religieuses de Bologne) :

Le plan de la ville pour une action administrative non discriminatoire et fondée sur les droits de l'homme concernant les

nouveaux citoyens et les nouvelles citoyennes (Piano locale per un'azione amministrativa non discriminatoria e basata sui diritti umani nei confronti dei nuovi cittadini e delle nuove cittadine) a été adopté en 2018 et envisageait un cadre global d'actions menant à des plans plus spécifiques ciblant différents domaines et services municipaux. L'une de ces actions était ce projet concernant la prestation de services locaux, les espaces publics, les lieux de prière, le sentiment d'exclusion ou d'appartenance, etc. L'objectif de ce projet de recherche était d'enquêter sur les situations et conditions discriminatoires empêchant la pleine jouissance de la liberté d'expression des identités religieuses.



Les processus participatifs en cours ont conduit à la co-conception d'un centre d'aide permettant de signaler des comportements discriminatoires et de recevoir un soutien. Le SPAD, Sportello Antidiscriminazioni (Centre d'aide contre la discrimination), a été conçu conjointement par la ville de Bologne et 30 organisations de la société civile. Il est cogéré par toutes les entités participant au processus, avec des résultats encourageants.

Pourquoi les plans d'action sont-ils importants au niveau local?

L'un des enseignements tirés de Bologne est que les plans d'action locaux comptent et améliorent la participation et l'engagement des groupes de parties prenantes dans la définition des politiques consacrées à la sauvegarde des biens communs, tels que les droits de l'homme. Les plans d'action locaux sont nécessairement limités par un calendrier, des objectifs spécifiques, des actions et des outils de suivi, mais leur impact s'étend au-delà de leur stricte durée, comme cela a été le cas ici, et aboutit à des résultats durables. Les objectifs spécifiques ciblés dans le plan d'action, comme le renforcement du réseau de lutte contre la discrimination, ont favorisé la création d'un nouveau service cogéré (le Centre d'aide contre la discrimination) qui a ensuite augmenté le nombre de cas de discrimination signalés (d'une moyenne de trois à quatre par an à l'échelle de la métropole à 50 en six mois à l'échelle municipale), a renforcé l'engagement des autres services de la ville, a fait prendre conscience de la nécessité d'une formation dans ce domaine et, plus récemment, de la nécessité d'élargir le champ d'action et le mandat du Centre d'aide contre la discrimination en s'attaquant à d'autres motifs de discrimination et en impliquant d'autres groupes de parties prenantes. Bien que de nombreuses enquêtes soient menées sur les droits de l'homme et la non-discrimination au niveau international et européen, et parfois aussi au niveau national, nous avons appris qu'il est important d'identifier les déficits de données au niveau local afin d'élaborer des politiques fondées sur des preuves et répondant ainsi aux besoins spécifiques des individus et des groupes qui font de notre ville un contexte unique et spécifique. À cet égard, ainsi qu'en matière de formation, la coopération avec l'université de Bologne, avec des centres de recherche et d'études politiques indépendants et à but non lucratif, ainsi qu'avec des associations de base, a été un atout.

Nous avons appris qu'il est important d'identifier les déficits de données au niveau local afin d'élaborer des politiques fondées sur les faits répondant ainsi aux besoins spécifiques des individus et des groupes.

Barcelone, Espagne

Nombre d'habitants : 1 636 732
Membre de l'ECCAR depuis : 2008

Le conseil municipal de Barcelone (Ayuntamiento de Barcelona) a approuvé le premier Plan municipal de lutte contre l'islamophobie (Plan Municipal de Lucha contra la Islamofobia) en décembre 2016 pour une durée initiale de 18 mois et l'a prolongé jusqu'en juin 2019 pour lutter contre l'augmentation des discours de haine ciblant l'islam suite aux attaques terroristes survenues à Barcelone le 17 août 2017.

L'objectif était de créer un plan dédié pour combattre un type spécifique de discrimination compte tenu de l'augmentation de la discrimination à l'encontre de la population musulmane en raison de sa religion, de son origine ethnique ou de son genre, ou d'une combinaison de ces facteurs. Dans les années qui ont précédé l'approbation du plan, les données recueillies ont indiqué une augmentation générale des crimes de haine de nature islamophobe.

En juillet 2016 a été présentée l'étude « La pràctica religiosa de les comunitats musulmanes de Barcelona expressions i problemàtiques » (La pratique religieuse islamique parmi les communautés musulmanes de Barcelone. Expressions et problèmes), qui constatait l'existence de discours et de pratiques islamophobes dans la ville. L'étude a donné lieu à une série de recommandations qui ont servi de base à la préparation du plan municipal contre l'islamophobie.

Il convient de noter que le plan municipal contre l'islamophobie a été élaboré avec l'étroite participation des communautés musulmanes, d'experts et d'organisations de défense des droits de l'homme afin d'inclure le point de vue et le travail des principales associations et entités, et d'impliquer ainsi les personnes concernées dans la conception et la mise en œuvre du plan.

D'autres départements du conseil municipal ont également participé afin d'assurer la faisabilité du plan et de favoriser son adoption interne, une bonne coordination technique ainsi que la sensibilisation et l'implication de chaque département.

Ce plan concrétise les efforts du conseil municipal de Barcelone et des entités pour sensibiliser à l'islamophobie en tant que forme de discrimination à combattre. L'islam fait l'objet d'une généralisation négative par la diffusion d'images, de commentaires sur les médias sociaux et de contributions dans les médias qui encouragent les discours de haine. L'objectif est de normaliser la diversité religieuse au sein de la ville et de renforcer les mécanismes de prévention de la discrimination islamophobe.

Étapes clés du plan

- Sensibilisation à l'islamophobie en tant que forme de discrimination présente dans la ville de Barcelone et ayant un impact négatif spécifique sur certains habitants de la ville mais constituant aussi une menace pour la société en mettant directement en danger la cohésion sociale et le vivre-ensemble.
- Autonomisation et renforcement des capacités des musulmans vivant à Barcelone grâce au soutien, à la formation directe, à la réconciliation et à une meilleure connaissance des services généraux proposés par le conseil municipal.
- Participation directe des personnes touchées par l'islamophobie à la conception, à la mise en œuvre et au monitoring du plan.
- Reconnaissance de l'islamophobie comme une forme de discrimination nécessitant une prévention.
- Création d'un protocole de médiation communautaire pour l'ouverture des lieux de culte.

- Soutien aux communautés musulmanes des quartiers de Nou Barris (C. Japó) et de Sants pour l'ouverture et le déplacement de leurs lieux de culte.
- Monitoring de la diversité alimentaire dans les cantines scolaires par une rencontre avec le comité d'éducation et par la publication d'une brochure créée par l'Institut Municipal de Educació de Barcelona (Institut municipal d'éducation de Barcelone) intitulée « Comment préparer un menu halal ».

Pourquoi les villes doivent-elles disposer d'un plan spécifique contre l'islamophobie ?

Le plan contre l'islamophobie a permis de surmonter les discussions plus théoriques sur l'islamophobie, puisqu'il consistait en des actions spécifiques et un plan stratégique détaillé. En tant qu'élément de valeur ajoutée, le plan disposait d'une structure de gouvernance et de monitoring composée de deux organes de surveillance : un organe interne composé de représentant·e·s des différents départements du conseil municipal, et un organe externe, un comité conjoint formé par diverses associations et organismes.

Un plan de travail sur une forme spécifique de discrimination telle que l'islamophobie est nécessaire et pertinent pour n'importe quelle ville. Malheureusement, la réalité qui nous a conduits à le mettre en œuvre à Barcelone est partagée par de nombreuses autres villes européennes. Par conséquent, la ville de Barcelone estime que la préparation d'un tel plan est un outil efficace pour inscrire cette question à l'ordre du jour politique des villes et prévenir ainsi les discours et les crimes de haine, mais aussi pour encourager la cohésion et le vivre-ensemble et veiller à ce que les droits de l'ensemble de la population soient respectés, en particulier ceux des musulman·e·s.

Leçons tirées

- ☑ La ville de Barcelone recommande un ciblage local plus précis des actions, avec un travail plus direct au niveau des quartiers. En outre, certaines améliorations sont nécessaires pour évaluer les mécanismes du plan et ses objectifs. Avec ce plan, un type spécifique de racisme et de discrimination a été pointé du doigt et la ville de Barcelone estime qu'il est important de sensibiliser au fait que trois générations de musulman·e·s résident à Barcelone et que leurs pratiques religieuses doivent être normalisées comme faisant partie de la vie quotidienne de la ville de Barcelone. En outre, il convient de mettre l'accent sur la discrimination intersectionnelle concernant les femmes musulmanes et de garantir les droits des musulman·e·s concernant des aspects tels que la nourriture halal dans les écoles ou l'accès aux lieux de culte.

est
di-
e au
t de
ca-
ntion
tion

Pourquoi les villes doivent

Le plan contre l'islamophobie, l'islamophobie, puisqu'il est taillé. En tant qu'élément de planification et de monitoring, il est composé de représentants de l'organe externe, un comité

Un plan de travail est nécessaire et pertinent. Ce plan nous a conduits à le mettre en œuvre dans les villes européennes. Par conséquent, tel plan est un outil efficace pour les villes et prévenir ainsi les discriminations. La cohésion et le vivre-ensemble doivent être respectés, en particulier

[Notre] objectif est de normaliser la diversité religieuse au sein de la ville et de renforcer les mécanismes de prévention de la discrimination islamophobe.

Bonnes pratiques locales

Assurer des services d'inhumation adaptés à la culture des communautés concernées (Toulouse, France)

Nombre d'habitant·e·s :
Membre de l'ECCAR depuis :

509 946
2009

L'instance de concertation extra-municipale de Toulouse, Toulouse Fraternité - Conseil de la laïcité, quasi unique en France, s'occupe de l'application au quotidien du principe de laïcité par les services publics. Elle veille à la mise en œuvre de l'objectif permanent de la Ville de Toulouse de favoriser le dialogue entre les élus, les représentants des institutions, le mouvement laïque, les représentants de la société civile et des confessions religieuses, les représentants du mouvement de la franc-maçonnerie ainsi que les experts de la laïcité.

Les représentants des religions monothéistes, y compris toutes les communautés religieuses officielles implantées à Toulouse, sont invités : l'Église anglicane, l'Église catholique, l'Église protestante, l'Église orthodoxe, la communauté juive, la communauté bouddhiste et la communauté musulmane. Les deux représentants de la société civile musulmane sont l'Association culturelle et culturelle islamique de France (ACCIF) et le Conseil régional du culte musulman (CRCM).

Le Conseil se réunit à intervalles réguliers en sessions plénières et sous la forme de comités intermédiaires. Le Conseil fonctionne également comme un organe consultatif qui peut être sollicité par le maire et qui peut se saisir de questions relatives à la vie des communautés spirituelles, à la vie religieuse dans la ville de Toulouse et dans la République française en général et donner des avis d'experts.

Chaque année, le conseil choisit un sujet spécifique concernant l'application du principe de laïcité dans la ville et ses effets sur la coexistence des communautés religieuses à Toulouse. Dans le passé, l'un de ces sujets a été la question des carrés confessionnels dans les cimetières (pour les musulman·e·s) gérés par la ville de Toulouse. En France, le maire est légalement tenu d'autoriser l'inhumation d'une personne pour une période de cinq ans. La loi prescrit une neutralité absolue dans les cimetières ; en théorie, donc, les espaces confessionnels spécifiques ne sont pas autorisés. Cela signifie également qu'aucun signe religieux distinctif ne peut être affiché dans les allées et les parties communes des cimetières. Toutefois, des circulaires ministérielles permettent aux maires de regrouper les défunts d'une même confession religieuse : ce sont les carrés confessionnels (traditionnellement des carrés juifs et musulmans). La condition à cela est qu'aucune séparation ne soit faite entre les différents espaces confessionnels. Dans l'ensemble du pays, certains maires ont décidé au fil du temps d'accéder aux demandes d'organisation de carrés, tandis que d'autres ne les acceptent pas en vertu de la loi. On estime entre 400 et 600 le nombre de carrés musulmans dans les 35 000 à 40 000 cimetières existants en France. À Toulouse et dans sa métropole, il existe des carrés pour les différents groupes religieux.

Les besoins de la communauté musulmane en matière d'inhumation sont identiques dans toute la France :

- que les restes mortels soient enterrés au-dessous du niveau du sol,
- que le ou la défunt·e soit enterré·e sans cercueil, ce qui est interdit en France,
- que les tombes soient orientées vers La Mecque.

Lorsque les carrés sont autorisés, les rites musulmans sont respectés et les corps sont enterrés dans des sépultures individuelles.

Les mairies et les villes ne sont pas tenues de respecter ces principes religieux. Cependant, ceux-ci sont généralement appliqués partout où des carrés sont mis en place comme c'est le cas à Toulouse. Le problème à Toulouse et dans sa métropole est le manque de terrains disponibles pour

l'inhumation des musulman·e·s. Une discussion sur ce point est en cours depuis septembre 2021 au sein de Toulouse Fraternité - Conseil de la laïcité. Une première réunion a permis d'établir un cadre juridique grâce à l'intervention de l'université locale, des élus concernés par le sujet en question et du directeur général en charge des services funéraires et des cimetières. Depuis lors, trois groupes de travail comprenant des représentants du culte musulman et tous les partenaires intéressés ont été organisés. L'un des objectifs est la recherche d'une solution de compromis concernant le nombre de corps par sépulture.

4.2.3.2 Former en compétences interculturelles les fonctionnaires de l'État et des collectivités locales (Vienne, Autriche)



Le département Intégration et diversité de la ville de Vienne a été fondé en 2004. Depuis lors, il a réalisé plus de 60 projets et plusieurs autres sont actuellement en cours. Parmi ceux-ci figurent diverses activités contre différents types de racisme, notamment l'antisémitisme et le racisme antimusulman, qui ont été développées au fil des ans et proposées à divers groupes de parties prenantes.

Tous les projets mentionnés et décrits ainsi que toutes les autres activités s'inscrivent dans la démarche globale de la ville de Vienne pour la mise en œuvre et le renforcement de ses politiques de diversité et de la culture de la démocratie ainsi que des politiques en matière de droits de l'homme. Vienne a rejoint le Human Rights Cities Network (Réseau des villes des droits de l'homme)^{VI} fin décembre 2014 à l'issue d'un processus de réflexion, de coopération et de conception de près de deux ans axé sur les activités de lutte contre les discriminations au sens large.

Pour le personnel administratif de la ville

Formations et cycles de conférences

Les changements démographiques observés au cours des dernières décennies constituent également un défi pour l'administration municipale de Vienne, notamment en ce qui concerne

la diversité de sa clientèle, mais aussi celle de son personnel. Un travail de qualité nécessite une réflexion constante du personnel sur les différents aspects de la diversité (origine socio-culturelle, âge, genre, handicap, orientation sexuelle, religion, opinions politiques et sociétales). À cette fin, l'administration municipale s'appuie sur une approche de la gestion de la diversité axée sur l'intégration et sur des équipes compétentes.

Le département Intégration et diversité propose aux employé·e·s de la ville de Vienne des formations continues dispensées par des formateur·rice·s internes, qui ont lieu soit à la Wien-Akademie (l'institution de formation continue de la ville de Vienne), soit sous la forme d'évènements internes adaptés aux besoins des participant·e·s. Le département Intégration et diversité propose des formations portant sur des sujets tels que la diversité, les différents contextes religieux et la discrimination, par exemple :

Compétence transculturelle

L'islam à Vienne

L'étranger en moi

Gestion de la diversité - Une introduction

Changement de perspective

Vienne, ville d'immigration - Débats et faits

Clients ayant un passé migratoire

Pour les parties prenantes au niveau gouvernemental et municipal

Une formation avancée est également dispensée à diverses parties prenantes, employé·e·s d'institutions gouvernementales et non gouvernementales, comme la police, la compagnie fédérale des chemins de fer autrichiens, le personnel des établissements scolaires, les travailleurs sociaux, les professionnels de la santé, les organisations d'aide sociale (par exemple Caritas ou la Croix-Rouge) et les bénévoles. Le cycle de conférences « Wien.Vielfalt.Wissen » (Vienne.Diversité.Connaissance) invite de nombreux·ses expert·e·s et intervenant·e·s ayant une expérience pratique à partager leurs connaissances. Le département propose la conférence « L'islam à Vienne » depuis plus de 13 ans. Le cadre, la durée (de trois à sept heures) et le contenu des conférences et des ateliers sont adaptés aux besoins et au niveau de connaissances des groupes de participants. Les

Leçons tirées

- ☑ **Valorisez la recherche :** Acquisition de connaissances sur le sujet, activité de veille, recherche méthodologique (par ex. compétence transculturelle)
- ☑ **Restez à jour sur votre sujet :** Il est important de connaître la situation actuelle et de savoir reconnaître toute évolution des intérêts et exigences des groupes cibles ainsi que des défis auxquels ils sont confrontés (par ex. le harcèlement des enfants à l'école)
- ☑ **Veillez au dialogue et à la mise en réseau :** Encouragez le travail d'équipe ; assurez un dialogue permanent avec le groupe cible et travaillez ensemble pour résoudre les problèmes et relever les défis ; entretenez un dialogue avec les institutions et les communautés de la ville ainsi qu'avec les expert·e·s. Formez des réseaux qui dépassent les frontières nationales, soyez conscient de la transculturalité, de l'hétérogénéité et des caractéristiques dynamiques des cultures.
- ☑ **Définissez des objectifs clairs :** L'évaluation et l'ajustement continu des projets sont nécessaires pour déterminer si les objectifs sont atteints.
- ☑ Il en résulte un processus d'apprentissage et d'échange continu, tant pour les communautés que pour les représentant·e·s de l'administration municipale. Comme l'a exprimé une partie prenante de la communauté :
« Ce n'est que lorsque nous avons commencé à implémenter le projet de mise en réseau avec les communautés afghanes et tchéchènes que j'ai constaté que le schéma type conférence/public ne fonctionnait pas avec mes groupes cibles. Il est beaucoup plus facile de toucher les gens et de les motiver lorsqu'ils s'amusent et ressentent des émotions positives, par ex. lors d'événements culturels.»

interne ou sous la gestion de la diversité. Une conférence de trois jours sur l'acquisition de connaissances transculturelles, philosophiques, philosophiques, univers de vie des différents milieux sociaux, tels que le racisme antisémite et les extrémismes. Les participants ont acquis de nouvelles connaissances en tant qu'outil pour travailler dans différents milieux sociaux. Un temps de discussion ayant trait à cette conférence est proposé. Une excursion avec visite guidée de la ville de Vienne et d'autres apports culturels ont été réalisés. L'évènement complétement gratuit. Ainsi, les conférences sur l'islam. Une conférence de trois jours sur la diversité transculturelle » permet de traiter l'un des sujets les plus importants. Avant une expérience pratique à la municipalité, les participants et viennent partager leurs connaissances et les questions liées à la diversité sont abordées individuellement sur des groupes de travail arabes ou perçues

Communautés arabes à Vienne et voix des femmes arabes

Égalité de traitement : droit, droits de l'homme et non-discrimination

évènements sont également proposés en interne ou sous la forme de groupes de pairs consacrés à la gestion de la diversité, avec un maximum de huit personnes.

Ces conférences visent à transmettre des connaissances de base sur les contextes historiques, philosophiques et religieux, ainsi que sur les univers de vie des musulman·e·s, y compris les défis actuels du racisme antimusulman mais aussi des mouvements extrémistes. Les conférences se concentrent également sur l'acquisition de compétences transculturelles de base en tant qu'outil pour travailler avec une clientèle issue de différents milieux (trans-) culturels. Elles comprennent un temps de discussion et de réflexion sur des questions ayant trait à cette thématique, et des évènements facultatifs sont proposés en complément, par exemple une excursion avec visite guidée d'une mosquée locale, ou encore d'autres apports théoriques et discussions. Chaque évènement complémentaire dure entre 1,5 et 2,5 heures. Ainsi, les conférences offrent une occasion de réfléchir sur l'islam.

En complément également, une conférence de trois heures intitulée « La compétence transculturelle » permet d'approfondir la question. Le racisme est l'un des sujets abordés.

Des expert·e·s et intervenant·e·s ayant une expérience pratique, pour la plupart extérieur·e·s à la municipalité, couvrent des sujets supplémentaires et viennent partager leurs connaissances et expériences. Les questions liées au racisme antimusulman sont souvent abordées indirectement en raison de la concentration sur des groupes de personnes majoritairement musulmanes ou perçues comme telles :

Communauté tchétchène

Extrémismes et nationalismes

Courage social numérique - La haine en ligne

Jeunes Afghan·e·s à Vienne

Communautés arabes à Vienne et voix des femmes arabes

Égalité de traitement : droit, droits de l'homme et non-discrimination

Compétence transculturelle

Gestion de la diversité

Pour les parties prenantes au niveau gouvernemental et municipal

ment propose la conférence « L'islam à Vienne » depuis plus de 13 ans. Le cadre, la durée (de trois à sept heures) et le contenu des conférences et des ateliers sont adaptés aux besoins et au niveau de connaissances des groupes de participants. Les

Chaque conférence et mise en œuvre d'un projet nécessite une préparation importante. Les questions suivantes doivent être abordées :

- Quelles sont les méthodes et les formats de formation appropriés pour le groupe cible ?
- Comment rendre la conférence ou l'atelier aussi interactif que possible ?
- Comment utiliser les connaissances de terrain des participant·e·s lors des conférences ou des ateliers ?
- Quelles recherches, ouvrages scientifiques, statistiques ou résultats de recherches de terrain seraient utiles pour le programme ?
- Que pouvons-nous apprendre des réactions et des contributions des conférences ou ateliers précédents ainsi que des communautés et des expert·e·s pour améliorer le programme ?

La mise en œuvre du projet, les conférences et les discussions sur les problèmes et les questions des participant·e·s doit permettre un transfert de connaissances dans les deux sens. L'objectif des conférences et des ateliers étant la mise en pratique de ces connaissances, des recommandations et suggestions sur le savoir-faire sont faites pendant les conférences et font l'objet de discussions. Les solutions doivent donc être discutées/élaborées ensemble (lien fort avec les expériences pratiques des groupes cibles, par ex. enseignant·e·s, agent·e·s des services sociaux, policier·ère·s, collègues des différents services municipaux, etc.)

En tant qu'organisateur, nous apprenons aussi constamment de nouvelles choses, non seulement à partir de la recherche, mais aussi de notre propre pratique et de celle des participant·e·s. Outre la recherche, notre point fort est donc notre lien étroit avec la pratique et le dialogue. La cohésion sociale s'en trouve renforcée et, parallèlement, certains groupes cibles sont responsabilisés. Notre fondement est toujours une culture de la démocratie et des droits de l'homme.

[Les arts] peuvent être un moyen puissant de susciter l'empathie, la compréhension et d'humaniser les musulman·e·s en mettant en avant leur vécu.

Renforcer la participation citoyenne

4.3.1 Agir contre le racisme antimusulman grâce à des espaces d'expression et de création artistique (Dr. Amina Easat-Daas)

L'islamophobie touche des centaines de musulman·e·s chaque année, avec une recrudescence marquée lors d'« événements déclencheurs » comme les attaques contre les mosquées de Christchurch en 2019. Durant la semaine qui a suivi les attentats, les organisations de surveillance de l'islamophobie ont enregistré une augmentation de 692 % des crimes de haine antimusulmans signalés en Grande-Bretagne.^{VII} De même, les crimes de haine islamophobes ont été dix-huit fois plus nombreux en Australie^{VIII} au cours de la même période.

L'islamophobie, ou racisme antimusulman^{IX} tend à se normaliser à tous les niveaux de la société.^X Elle se manifeste de diverses manières, que ce soit en politique – lorsque l'ancien Premier ministre britannique Boris Johnson compare les femmes musulmanes voilées à des « boîtes aux lettres », entraînant une hausse de l'islamophobie genrée,^{XI} dans la législation – avec l'interdiction par la France des symboles religieux « ostentatoires » dans les établissements scolaires, menant dans la pratique à l'exclusion disproportionnée d'élèves musulmans^{XII} ou encore dans la discrimination interpersonnelle, souvent citée dans les statistiques sur les crimes de haine mentionnées ci-dessus. Il est clair que ce type de racisme pose, à l'instar de tous les autres, un problème urgent à l'ensemble de la société.

Dans le cadre d'un projet paneuropéen de deux ans financé par la Commission européenne et auquel j'ai participé, nous avons constaté la nécessité, à l'échelle du continent, de remettre en question les idées qui présentent la population musulmane comme homogène et menaçante – en termes de sécurité, de démographie et de valeurs morales (et, par

extension, de remettre en question les politiques publiques et les politiques qui reposent sur ces éléments). Ce projet s'est appuyé sur un important travail de terrain avec des expert·e·s et des personnes ayant une expérience pratique qui ont examiné les meilleures pratiques en matière de lutte contre l'islamophobie (voir également le résumé^{xiii} dans notre dossier parlementaire européen). Dans le même temps, il était nécessaire de favoriser les espaces d'expression de la diversité de la musulmanité et des voix musulmanes. En termes de processus, nous avons fait valoir la nécessité de définir et de comprendre l'islamophobie avant même de l'enregistrer de manière systémique et d'être en mesure de déconstruire les récits dominants sur l'islam et les musulman·e·s, puis de les reconstruire en présentant des récits plus réalistes. Il existe des actions spécifiques que les autorités locales peuvent mener et promouvoir dans leur lutte contre le racisme antimusulman.

Cette recherche a mis en évidence une multitude de façons de combattre l'islamophobie : remettre en question les mythes de l'incompatibilité culturelle musulmane grâce à un travail interconfessionnel, remettre en question les hypothèses erronées sur le sexisme et la misogynie comme étant exclusifs à la musulmanité en soulignant le travail croissant autour du féminisme islamique et de l'engagement actif des femmes musulmanes dans la société, mettre en évidence la diversité des musulman·e·s au quotidien et faciliter le dialogue sociétal par le biais de projets tels que celui de bibliothèque humaine, qui permet aux non-musulman·e·s de parler avec des musulman·e·s et d'apprendre à les connaître.

L'une des principales conclusions est venue de personnes impliquées dans la pratique qui ont souligné le potentiel des arts créatifs pour lutter contre les perceptions négatives dominantes de la musulmanité, en soulignant que les arts « (...) peuvent être un moyen puissant de susciter l'empathie, la compréhension et d'humaniser les musulman·e·s en mettant en avant leurs expériences vécues ». Ceci s'inscrit dans le prolongement des travaux existants sur les méthodologies employées par les Critical Race Studies, qui suggèrent le potentiel du contre-récit créatif comme moyen de rompre avec les récits racistes dominants.^{xiv}

Compte tenu de la rareté des travaux directement liés à la compréhension de cette dynamique, j'ai commencé au début de la crise sanitaire à travailler sur un projet portant spécifiquement sur la nature des festivals organisés par des musulman·e·s et centrés sur les musulman·e·s dans les villes. J'ai sélectionné des cas où la population musulmane est importante ou bien des lieux où les festivals musulmans sont relativement nouveaux, et j'ai interrogé les organisateurs. Les premiers résultats de ce travail de terrain à distance indiquent que la lutte contre les récits négatifs dominants sur la musulmanité, ainsi que la création d'espaces d'expression créative pour les musulman·e·s, sont parmi les principaux facteurs qui motivent l'organisation de tels festivals. Cette constatation m'a conduite à m'engager auprès d'une galerie d'art locale pour créer des événements présentant des œuvres d'artistes musulman·e·s à des publics qui n'ont pas l'habitude de s'intéresser à la musulmanité au quotidien. L'évènement s'inscrit dans une stratégie plus large visant à intégrer et à mettre en lumière le travail d'artistes issus de minorités, à

accroître l'engagement des minorités dans des espaces artistiques par comparaison plus traditionnels et, enfin, à essayer de comprendre comment l'exposition à la créativité musulmane et aux expériences quotidiennes pourrait changer positivement les attitudes et donc potentiellement réduire les récits islamophobes dominants. Ces exemples ne sont que quelques-unes des nombreuses pratiques concrètes qui peuvent être mises en œuvre au niveau local et qui contribueront à lutter contre l'islamophobie dans les communautés locales. Il s'agit là de pratiques que les autorités locales peuvent encourager et qui sont susceptibles d'entraîner des changements profonds.

Bonnes pratiques locales

Réunir la ville et la communauté à la même table : planifier ensemble des mesures contre le racisme antimusulman (Leipzig, Allemagne)



Les réserves et les stéréotypes à l'encontre des musulman·e·s sont très répandus dans l'est de l'Allemagne. Plus de la moitié des personnes interrogées dans le cadre d'une enquête sur les attitudes de la population allemande vis-à-vis de la religion perçoivent l'islam comme une menace.^{XV} Dans ce contexte, le conseil municipal de la ville de Leipzig a adopté le 8 juillet 2020 une résolution visant à prendre des mesures plus fortes contre le racisme antimusulman et l'islamophobie.

Cette résolution stipule : « Nous reconnaissons que la lutte contre le racisme antimusulman et l'islamophobie est une tâche qui incombe à l'ensemble de la société. Pour une meilleure efficacité de ses actions, la ville de Leipzig désigne le racisme antimusulman et l'islamophobie explicitement par ces termes. Elle va développer un concept pour la prévention du racisme antimusulman et de l'islamophobie au niveau local d'ici la fin de 2020. La ville assure également le financement du travail d'éducation politique par rapport aux idéologies racistes inégalitaires (...) et promeut la vie musulmane, les associations musulmanes et les initiatives musulmanes dans la ville.»^{XVI}

Dans le cadre de l'application de cette décision, le département Migration et intégration de la ville a organisé un atelier destiné à mettre en relation l'administration municipale et les acteur·rice·s de la société civile afin de réfléchir ensemble à la manière de lutter contre le racisme antimusulman et aux mesures concrètes à prendre pour y parvenir. Des invitations à participer à l'atelier ont été envoyées aux associations et initiatives qui ont acquis une expertise en matière de racisme antimusulman par leur travail, ainsi qu'aux membres des communautés musulmanes du Conseil consultatif des (Mi-grantenbeirat) de la ville (à l'initiative duquel la proposition de cet atelier a été formulée à l'origine), et aux représentant·e·s de divers services administratifs. 30 participant·e·s se sont réuni·e·s dans la salle de ressources numériques.

Après trois présentations introductives – sur le contexte de l'atelier, les études actuelles concernant le racisme antimusulman et les activités de l'administration dans le domaine de l'antidiscrimination, la deuxième partie de l'atelier a été consacrée à des discussions de groupe. Chaque groupe a traité d'un domaine d'activité différent dans lequel l'administration municipale pourra à l'avenir mettre en œuvre des mesures :

Groupe I

« La municipalité en tant qu'employeuse et formatrice » : Programmes de formation continue pour les employé·e·s, chargé·e·s du recrutement, stagiaires et étudiant·e·s.

Groupe II

« La municipalité en tant que prestataire de services » : Offres de services sensibles à la diversité et d'évènements dans le domaine de l'éducation politique et religieuse pour l'ensemble des citoyen·ne·s.

Groupe III

« La municipalité en tant que partenaire de la société civile » : Projets financés par la ville et différents formats d'évènements.

Les petits groupes ont discuté des questions suivantes :

Quels sont les domaines dans lesquels nous devons agir, quelles sont les priorités ?

Comment les activités existantes peuvent-elles prendre en compte spécifiquement le racisme antimusulman ?

Quelles mesures supplémentaires sont nécessaires ?

Résultats des ateliers

Le travail en petits groupes a permis un échange constructif au cours duquel il est apparu clairement que le racisme antimusulman peut être abordé dans le contexte plus large de la lutte contre la discrimination et de l'orientation interculturelle. La population en général, mais aussi les employé·e·s de l'administration municipale, disposent de peu de connaissances sur la discrimination et ne sont guère sensibilisé·e·s au sujet spécifique du racisme antimusulman. La lutte contre la discrimination et l'ouverture de l'administration municipale à l'interculturel sont des mesures essentielles pour la ville de Leipzig, même s'il ne s'agit pas d'une nouveauté. Cependant, les mesures pour leur mise en œuvre doivent répondre à certaines exigences de qualité et ne pas négliger l'aspect de la durabilité. Cela inclut, par exemple, la sensibilisation aux comportements et aux structures discriminatoires. L'un des moyens d'y parvenir est la formation, qui devrait être proposée de manière continue et dans un contexte plus large abordant la question du racisme antimusulman. En particulier, la qualification des enseignant·e·s et des éducateur·rice·s revêt une grande importance. Il leur incombe en effet de jeter les bases pour que ces jeunes grandissent et deviennent des adultes ouverts d'esprit et sensibles à la discrimination.

La formation d'équipes diversifiées dans des contextes différents contribue également à faire tomber les préjugés et les stéréotypes grâce à des perspectives différentes. Les participant·e·s à l'atelier ont évoqué les effets positifs de l'enseignement de l'islam dans les écoles, qui n'existait pas auparavant en Saxe. Traiter de la diversité de la vie musulmane permettrait de transmettre des connaissances et de briser les stéréotypes. Concernant les offres d'éducation politique et religieuse, les participant·e·s ont exprimé le souhait qu'elles soient collectées et mises à disposition sur un site web. Il est également important de fournir une aide concrète lors de la demande de financement d'un projet et de surmonter les barrières linguistiques – d'une part pour trouver de l'aide en cas de discrimination et pouvoir s'exprimer, d'autre part pour faire valoir son propre point de vue dans les groupes de discussion.

Leçons tirées

- ☑ **La lutte contre le racisme antimusulman est un projet de longue haleine** qui nécessite de la persévérance et des efforts continus. Il est important que les différent·e·s acteur·rice·s de l'administration municipale et de la société civile travaillent ensemble et se soutiennent mutuellement.
- ☑ **Le potentiel d'apprentissage mutuel est considérable. L'échange personnel** avec les personnes touchées par la stigmatisation antimusulmane, voire le racisme, sensibilise le personnel administratif à cette question.
- ☑ **Les connaissances des acteur·rice·s de la société civile sont renforcées** quant au fonctionnement de l'administration et à son influence pour améliorer la situation.
- ☑ Pour un **effet durable de l'apprentissage mutuel et de la sensibilisation**, il est nécessaire d'impliquer d'autres personnes que celles qui ont participé à cet atelier. Au-delà de l'échange dans le cadre d'ateliers individuels, les processus parallèles qui traitent ou abordent le thème de l'antidiscrimination doivent être reliés les uns aux autres. Cela nous permet d'unir nos forces et de toucher un public plus large.

tile, envoyer des infor-
mations concernant la participation

qui connaissent la per-
spective externe,
et petits groupes pour que

pour la discussion en

forme de projet : le
vis-à-vis des volon-
taires, l'administration (mal-
gré)

de mise en œuvre ra-
pportant une frustration,
et : au sein de l'admi-
nistration et sensibles au facteur
s, tandis que les sujets
à la lutte contre la discrimi-
nation.

Résultats des ateliers

discussion.

À faire

- Informer des dates en temps utile, envoyer des informations de suivi/rappels concernant la participation aux ateliers,
- faire appel à des référent-e-s qui connaissent la personne invitée pour envoyer l'invitation,
- s'appuyer sur une modération externe,
- organiser des discussions en petits groupes pour que chacun puisse s'exprimer,
- prévoir suffisamment de temps pour la discussion en groupes (au moins une heure).

À éviter

- Le traitement du le sujet sous forme de projet : le temps limité et la dépendance vis-à-vis des volontaires sont inadapté à un tel format,
- les processus longs au sein de l'administration (malheureusement souvent inévitables)
- l'absence de succès rapide ou de mise en œuvre rapide de mesures visibles, entraînant une frustration,
- Capacités limitées du personnel : au sein de l'administration, les tâches urgentes et sensibles au facteur temps sont souvent prioritaires, tandis que les sujets moins « techniques » tels que la lutte contre la discrimination passent au second plan.

Formation civique dans une structure musulmane (Muslimische Akademie Heidelberg, Allemagne)

Nombre d'habitant·e·s :
Membre de l'ECCAR depuis :

160 355
2014

La Muslimische Akademie Heidelberg i. G. (Académie musulmane de Heidelberg), qui s'est constituée au printemps 2013 en tant que mouvement de base baptisé « Teilseind e. V. », s'intéresse à la prise de responsabilité sociale dans un contexte religieux. La particularité de l'initiative réside dans l'hétérogénéité de sa composition qui reflète celle des musulman·e·s de Heidelberg, ainsi que dans la revendication d'opinions diverses et de sujets de débats controversés. Depuis sa création, l'Académie s'efforce de développer un nouveau modèle propre à Heidelberg dans lequel le travail musulman fait partie intégrante de la société. Pour la première fois, une institution de formation civique et donc d'éducation à la démocratie se trouve sous parrainage musulman, ouvrant ainsi la voie au dépassement de la polarisation sociale concernant l'islam et la vie musulmane. Le concept de l'académie est basé sur le modèle et la réussite pratique des académies chrétiennes. Leur expérience a montré, notamment dans le contexte de l'éradication du national-socialisme après la seconde guerre mondiale, que la responsabilisation est le meilleur moyen de contribuer au renforcement de la démocratie en Allemagne et à l'éradication des positions extrémistes. La formation civique ayant une longue tradition en Allemagne, l'Académie musulmane est également un projet phare international qui offre des perspectives totalement nouvelles quant à la place de la vie musulmane dans notre société.

Dans le cadre des événements qu'elle organise, l'Académie se saisit des discours et défis sociaux actuels, qu'elle entend contribuer à résoudre. Le programme éducatif est destiné à

apporter de nouvelles connaissances aux participant·e·s, tout en leur permettant de réfléchir à leurs propres points de vue. Les expert·e·s aident les participant·e·s à prendre conscience de leurs intérêts, de leurs ressources et de leur potentiel, et à discuter de la manière dont elles et ils peuvent contribuer au bien commun. L'Académie se considère comme un lieu d'éducation à la démocratie qui, en s'appuyant sur un processus de formation civique, renforce la capacité de jugement social et la capacité d'action du groupe cible. Ces compétences sont des prérequis qui constituent la base d'une société démocratique et fonctionnelle. En effet, il serait souhaitable que tou·te·s les citoyen·ne·s prennent leurs responsabilités et s'engagent en faveur d'une coexistence pacifique. L'Académie musulmane souhaite stimuler ce sens des responsabilités à long terme et créer les conditions favorables à son exercice. L'Académie ne se contente pas d'offrir à ses visiteur·se·s des possibilités d'épanouissement personnel dans certains domaines et d'en faire les acteur·rice·s de leur propre autonomisation, elle leur donne également la possibilité d'apporter leurs idées, par exemple dans le cadre des ateliers du futur. En tant qu'académie musulmane, l'établissement est également un lieu où les intérêts de la société civile musulmane sont représentés et un symbole d'émancipation sociale et de participation. L'académie offre à ce groupe cible, souvent victime de marginalisation et d'impuissance, un espace d'autonomisation et de confiance en soi.

Son travail s'inscrit dans le cadre d'une coopération étroite basée sur la confiance, notamment au niveau municipal. En tant qu'actrice proactive, l'Académie musulmane apporte de nouveaux points de vue et perspectives dans les débats et discours récurrents, développant ainsi les compétences existantes et les rendant accessibles à un public plus large, tout en contribuant à la diversification des acteur·rice·s du paysage municipal afin qu'il reflète la pluralité de la société.

Outre le manque de lieux de culte et consacrés à la science, les espaces qui représentent la société civile musulmane et qui permettent les discours sociétaux sont également rares. L'Académie musulmane se considère comme un « tiers-lieu » qui invite au discours et au débat entre les sphères religieuse et laïque. Dans ce contexte, les interfaces

entre la science, la société et la religion sont réunies. Ce « tiers-lieu » devrait également trouver son expression urbaine dans le bâtiment de l'académie. Dès le départ, l'un des objectifs était de construire une académie comprenant un centre de conférence comme lieu dédié aux rencontres et à l'échange. Depuis 2014, cet objectif fait également partie du projet Internationale Bauausstellung (IBA) de Heidelberg : comment un bâtiment peut-il représenter la vie musulmane au cœur de Heidelberg de manière à ce qu'elle soit perçue comme faisant partie intégrante de la société ? Quelles sont les idées architecturales pour un lieu d'éducation musulman ?

La formation civique, l'hébergement fonctionnel et la restauration ainsi que la pertinence sociopolitique du par-rainage musulman devaient être représentés dans un projet prestigieux qui soit également un lieu représentatif au niveau national et international. En outre, le bâtiment ne doit comporter aucune référence aux éléments typiques de l'architecture ottomane, mais au contraire s'affranchir des précédents exemples à caractère culturel en privilégiant un nouveau type de structure. Concernant l'architecture, il est également important de se rappeler que ce nouveau type de structure ne dispose d'aucun point de référence ailleurs, que ce soit sur le plan structurel ou conceptuel, et qu'il n'existe donc aucun exemple directement transférable. Ce projet de modèle architectural et structurel national et international est appelé à devenir un projet phare qui servira de modèle et aura un effet positif sur l'émancipation et la participation socio-politiques des musulman·e·s en Allemagne et au-delà. Le fait que les musulman·e·s fassent partie intégrante de la société depuis longtemps exige une représentation, une visibilité et une identification sous la forme d'un bâtiment !

Impact

Le fait que les musulman·e·s fassent partie intégrante de la société depuis longtemps exige une représentation, une visibilité et une identification sous la forme d'un bâtiment ! En collaboration avec l'administration de la ville, l'Académie musulmane coordonne des réseaux municipaux qui, entre autres, favorisent au niveau du paysage municipal des échanges entre les acteur·rice·s s'articulant autour des principaux thèmes de la lutte contre la discrimination et de la prévention de la violence motivée par la haine, ainsi que

RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE

- Renforcez les mouvements de base qui agissent du bas vers le haut et non du haut vers le bas, qui s'identifient comme des organisations/ mouvements musulmans et qui sont dirigés par des musulman·e·s.
- Mettez en œuvre une approche axée sur l'éducation politique, qui favorise l'engagement de la société civile dans les défis sociétaux, renforce la démocratie, encourage la controverse et des perspectives multiples.
- Adressez-vous aux musulman·e·s et renforcez-les en tant qu'acteur·rice·s, et pas seulement en tant que groupes cibles. Cette démarche permet un changement proactif et créatif dans les discours et des sujets autodéterminés.
- Assurez une coopération innovante et durable d'égal à égal, dans laquelle chaque acteur·rice prend ses responsabilités et apporte des perspectives différentes.
- Définissez la perception et la position des musulman·e·s comme faisant partie intégrante de la société civile et non comme un objet d'intégration dans le cadre des débats sur les migrations.

société civile, l'administration jeunesse, la vivre-ensemble dans dépasser les points et d'aboutir à une ite marginalisation ou nt de la société devient es phénomènes tels comme un problème nan·e·s, mais comme urbaine démocratique.

sein de la société, de n Allemagne sont com et non du problème.

institutions, chacune avec des perspectives différentes, permettent de répondre aux défis sociétaux tels que les crimes de haine, la discrimination, le racisme, la misanthropie et l'extrémisme d'une manière durable, orientée vers les ressources et multi-perspective, et de promouvoir une gestion constructive et organique de la diversité et de la pluralité.

des stratégies durables impliquant la société civile, l'administration, l'éducation, la science, l'animation jeunesse, la police et la culture pour promouvoir le vivre-ensemble dans la diversité. Cette approche permet de dépasser les points de vue unilatéraux sur ces phénomènes et d'aboutir à une perspective globale grâce à laquelle toute marginalisation ou exclusion est contrée et un renforcement de la société devient possible. Elle permet de comprendre des phénomènes tels que le racisme antimusulman non pas comme un problème qui concerne exclusivement les musulman·e·s, mais comme un défi fondamental pour une société urbaine démocratique.

Il en résulte un changement narratif au sein de la société, de sorte que l'islam et la vie musulmane en Allemagne sont compris comme faisant partie de la solution et non du problème.

- ① Le projet touche les groupes cibles musulmans en les intégrant dans les discours de la société dans son ensemble et en les motivant à participer et à prendre des responsabilités.
 - ② Les musulman·e·s deviennent visibles en tant qu'acteur·rice·s de la société (urbaine), s'engagent de manière proactive sur des sujets
 - ③ Des partenariats et alliances solides fondés sur la confiance se sont développés. Les alliances solidaires entre différentes
- et des préoccupations de leur choix et influencent les discours sociaux. Leur contribution à une diversification du discours et du paysage des parties prenantes reflète la diversité sociale.
- institutions, chacune avec des perspectives différentes, permettent de répondre aux défis sociétaux tels que les crimes de haine, la discrimination, le racisme, la misanthropie et l'extrémisme d'une manière durable, orientée vers les ressources et multi-perspective, et de promouvoir une gestion constructive et organique de la diversité et de la pluralité.

Impact

qui, entre autres, favorisent au niveau du paysage municipal des échanges entre les acteur·rice·s s'articulant autour des principaux thèmes de la lutte contre la discrimination et de la prévention de la violence motivée par la haine, ainsi que

Assistance sociale et caritative musulmane (Nicole Erkan)

« Le christianisme fait sans nul doute partie de l'Allemagne. Le judaïsme fait sans nul doute partie de l'Allemagne. Telle est notre histoire judéo-chrétienne. Mais désormais l'islam fait aussi partie de l'Allemagne. » (Bundespräsidialamt, Cabinet du président fédéral allemand 2010:6) Cette citation est extraite d'un discours prononcé par le président fédéral de l'époque, Christian Wulff^{xvii}, à l'occasion du 20^e anniversaire de l'unité allemande, à Brême, le 3 octobre 2010.

La question de savoir si l'islam fait ou non partie de l'Allemagne – et donc indirectement la question de savoir si les musulman·e·s en font partie – fait l'objet d'un débat public permanent, que ce soit dans le cadre du discours plus large sur l'islam lui-même ou sur la relation à l'Allemagne. Les recherches montrent que les musulmans sont perçus comme des travailleurs immigrés, des étrangers ou des salafistes, mais jamais simplement comme des citoyens allemands.^{xviii} En même temps, l'identité et l'appartenance sociales sont l'un des besoins humains fondamentaux.

Sachant cela, nous pouvons nous demander quel est l'effet de tels débats publics sur le sentiment d'appartenance des musulman·e·s à notre société. Comment concevoir une coopération entre l'administration municipale et les organisations autonomes musulmanes afin qu'elle renforce la cohésion de la société dans son ensemble ?

Le travail social horizontal sous parrainage religieux-confessionnel est parfaitement implanté en Allemagne par l'intermédiaire de diverses associations d'aide sociale confessionnelles, telles que Caritas, Diakonie ou le Zentrale Jüdische Wohlfahrtsge-meinde (Organisation centrale juive de protection sociale en Allemagne), qui contribuent de manière importante à l'État-providence allemand. Mais qu'en est-il des acteurs sociaux sous parrainage musulman ?

Le Sozialgesetzbuch (Code social allemand) stipule que les prestataires de services publics d'aide à la jeunesse doivent garantir une gamme pluraliste de services. Le pluralisme inclut donc différentes visions du monde ainsi que des prestataires idéologiquement neutres. Bien que les musulman·e·s représentent une proportion importante de la population allemande (environ 5,7 % de la population totale), il n'existe que quelques institutions sociales reconnues et quelques prestataires de services sociaux sous parrainage musulman. Par organisation musulmane, on entend généralement les associations des mosquées qui proposaient jusqu'à présent essentiellement un enseignement axé sur la religion.

Avec l'afflux de personnes réfugiées depuis 2015, le nombre de musulman·e·s en Allemagne a augmenté. La volonté des organisations d'aide sociale et de la société civile d'apporter leur aide a été grande. Les associations des mosquées étaient et sont encore souvent le premier point de contact pour les personnes réfugiées, car elles disposent d'importantes ressources linguistiques et culturelles qui leur permettent d'avoir un

très bon accès au groupe cible. Néanmoins, elles manquent de ressources financières. Comme les musulman·e·s ne disposent pas de leur(s) propre(s) organisation(s) d'aide sociale, les organisations musulmanes autonomes sont structurellement désavantagées, de sorte que leur engagement est principalement soutenu par des bénévoles.

Dans le même temps, il est devenu évident que les musulman·e·s faisaient et font principalement l'objet de discussions dans le contexte des politiques d'intégration et/ou de sécurité, et rarement dans celui des politiques sociales qui englobent la société. La valeur ajoutée pour la société des contributions de la société civile musulmane est donc peu visible et, à ce jour, les organisations musulmanes ne sont pas perçues comme des actrices sociales importantes, mais plutôt comme des partenaires du dialogue interreligieux et sont donc réduites à leur engagement religieux.

Il semble évident que ce débat a un impact direct sur la coopération entre les administrations municipales et les organisations musulmanes. Une relation de confiance solide entre les deux parties est essentielle pour une bonne coopération, afin que les organisations musulmanes puissent servir de passerelle entre l'administration municipale et la société civile.

Par conséquent, il m'apparaît indispensable que les municipalités et les organisations musulmanes se rapprochent les unes des autres dans le but commun de renforcer la cohésion de la société. Une éventuelle coopération doit se faire sur un pied d'égalité afin que tous les participants se sentent suffisamment valorisés et que leur motivation intrinsèque à travailler à des objectifs communs soit maintenue. Dans la pratique, cela signifie par exemple que lors d'événements conjoints, les organisations musulmanes ont accès à des financements, qu'elles ne sont pas laissées à l'écart des réunions importantes, comme les groupes de travail et conférences dans les espaces publics. Étant donné que le travail social musulman est souvent assuré par des bénévoles et que les principales rencontres avec les intervenant·e·s ont souvent lieu pendant les heures de travail, la participation des représentant·e·s du travail social musulman passe par la création de postes rémunérés.

Les mosquées comme lieux de rencontre et de coopération : Entretien de l'ECCAR avec Tuncay Nazik de la mosquée de Herne-Röhlinghausen

E
N
T
R
E
T
I
E
NEntretien de l'ECCAR
avec Tuncay Nazik

ECCAR : Comment devons-nous appréhender les mosquées au 21^e siècle, sont-elles seulement des lieux de culte ou autre chose ? Les citoyens non musulmans peuvent-ils également bénéficier de la présence d'une mosquée dans leur ville ou leur quartier ?

Tuncay Nazik : Oui, absolument. Le mot turc « camii », que nous utilisons pour « mosquée », signifie littéralement « lieu de rencontre ». Pour les premières générations de musulmans et le Prophète lui-même, les mosquées étaient des lieux de rencontre. De grandes célébrations y étaient organisées. Les visiteurs chrétiens venus de Najran ont été hébergés dans la mosquée du prophète où ils étaient autorisés à accomplir leurs rituels religieux chrétiens. La fonction éducative de la mosquée à cette époque mérite une mention spéciale. À certaines époques, des centaines d'étudiants qui étudiaient les sciences islamiques traditionnelles et les transmettaient aux générations futures étaient hébergés dans la mosquée.

ECCAR : De quelle manière la communauté de votre mosquée participe-t-elle aux activités sociales ? Quelles sont les thématiques abordées et les services sont-ils ouverts à tous les membres de la communauté (élargie), indépendamment de leur identité religieuse ?

Tuncay Nazik : Avec notre programme, qui comprend des séminaires, des lectures, des excursions et d'autres activités de loisirs, nous agissons en faveur de la compréhension mutuelle, œuvrons à l'amélioration des services sociaux pour les jeunes, renforçons le dialogue interreligieux et l'éducation religieuse. Notre communauté est un membre permanent du groupe de travail « Quartier Röhlinghausen » dans lequel les clubs locaux, les partis politiques, les institutions et les églises contribuent ensemble à la vie civique du quartier. Nous sommes une association certifiée dont le travail est reconnu par les bureaux d'aide à la jeunesse des villes de Bochum, Herne et Gelsenkirchen. Nous sommes également habilités par la Staatskanzlei des Landes

Nordrhein-Westfalen (Chancellerie du Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie) à délivrer un certificat de bénévolat aux personnes qui participent activement à la vie de notre communauté.

Nous sommes fermement convaincus qu'une bonne coopération, une acceptation mutuelle et des discussions objectives ne peuvent avoir lieu que sur la base de connaissances scientifiques, de rencontres personnelles et de rapprochements. C'est pourquoi nous accordons une grande importance au dialogue interreligieux. Nous pensons que les questions liées à la coexistence de nos diverses communautés doivent être synthétisées et abordées ouvertement. C'est le seul moyen de vaincre les préjugés, de promouvoir l'acceptation et de garantir une coexistence pacifique.

Nous insistons sur le fait que nos activités communautaires sont ouvertes à toute personne intéressée par la connaissance de l'islam ou désireuse de nous connaître, de s'engager pour le bien de l'humanité ou œuvrer avec nous en faveur de la paix et de la réflexion.

ECCAR : En quoi les activités sociales des mosquées/communautés musulmanes peuvent-elles participer à la lutte contre le racisme antimusulman? Peut-on dire que ces activités renforcent la participation civique ?

Tuncay Nazik : La vie des musulman·e·s en Allemagne est devenue plus difficile. L'islam est considéré par la majeure partie de la société de manière beaucoup plus

critique qu'auparavant. Les différentes craintes et les préjugés réciproques – j'emploie délibérément le mot « réciproques », car ce n'est pas seulement la société majoritaire qui est touchée par les préjugés, mais aussi la minorité musulmane – ne peuvent être surmontés que s'ils sont pris au sérieux et examinés de manière objective.

Toutefois, je considère également les conditions actuelles dans la société et le climat tendu comme une opportunité. D'une part, la société majoritaire peut désormais reconnaître, ou a du moins la possibilité de le faire, l'importance et la vulnérabilité de notre démocratie et de nos valeurs fondamentales, telles que la liberté d'expression, la liberté de religion, l'intégrité de la vie humaine, etc. D'autre part, les musulman·e·s peuvent désormais se présenter comme étant plus qu'une simple communauté touchée par le racisme antimusulman. En tant que musulman·e·s vivant en Allemagne, nous devons reconnaître la valeur d'une vie selon les valeurs fondamentales issues de notre constitution et la valeur de la participation civique. Il ne s'agit pas seulement d'une conclusion tirée de la situation actuelle. C'est un commandement religieux :

« Ô hommes ! Nous vous avons créés d'un mâle et d'une femelle, et Nous avons fait de vous des nations et des tribus, pour que vous vous entreconnaissiez. Le plus noble d'entre vous auprès d'Allah est le plus pieux. Allah est certes Omniscient et Grand-Connaisseur. » (Le Noble Coran, 49:13)^{XIX}

Nous devons tous réduire nos peurs et nos préjugés et toujours aborder ceux qui pensent différemment avec un esprit ouvert. S'isoler de la société ou se décourager et se mettre en retrait après l'échec d'une tentative d'ouverture ne peut être dans l'intérêt d'un musulman. Le Coran dit dans le chapitre 94 : 5-6 qu'après chaque difficulté vient un soulagement, et qu'un croyant ne peut donc pas abandonner :

« À côté de la difficulté est, certes, une facilité ! À côté de la difficulté est, certes, une facilité ! ». (Le Noble Coran, 94:5-6)

ECCAR : Quel doit être le rôle de soutien de la ville/municipalité pour les offres/services fournis par les mosquées/communautés musulmanes ?

Tuncay Nazik : Les communautés musulmanes et leurs responsables religieux ont un rôle clé à jouer pour inciter à la participation civique des musulmans. Les politiques d'intégration l'ont mal compris pendant des décennies. Les mesures nécessaires pour inclure nos communautés dans le processus de la politique d'intégration n'ont pas été prises en compte ou bien le rapprochement était empêché par l'existence de préjugés et de peurs des deux côtés, à savoir du côté des responsables politiques et de celui des communautés.

De nombreuses communautés musulmanes sont sur la bonne voie à cet égard. Elles s'engagent dans la société et le montrent, par exemple, en organisant des campagnes de don du sang, d'éducation civique et en s'impliquant dans le travail avec les réfugiés. Malheureusement, dans

de nombreux cas, la reconnaissance des fonctionnaires municipaux et de la communauté urbaine dans son ensemble n'est pas au rendez-vous.

Quelles sont les mesures concrètes à prendre pour assurer une coopération efficace entre la ville ou la municipalité et les communautés ?

- ① Les acteurs tels que les enseignants et les éducateurs qui travaillent avec des enfants et des jeunes d'origine musulmane doivent mieux connaître la culture et la religion du groupe cible, notamment en ce qui concerne la manière d'aborder les thèmes de la violence à motivation politique ou idéologique d'une manière culturellement sensible.
 - ② Les visites de lieux associés à la vie religieuse tels que les mosquées, les églises, les synagogues et les temples devraient être proposées dans les établissements préscolaires et scolaires.
 - ③ Il faut donner aux jeunes la possibilité de développer une identité forte et ouverte. Dans le cas des enfants d'immigrés de la deuxième ou troisième génération, les conflits d'identité et le sentiment de n'être enraciné nulle part et/ou de n'être pleinement accepté par aucun groupe social peuvent contribuer à la radicalisation. Tous les acteurs de la société, dans la politique, les écoles, les communautés et les médias, doivent envoyer un message clair aux jeunes : tu es ici chez toi.
- Le faux débat sur l'appartenance ou

non de l'islam ou des musulmans à l'Allemagne, ou à toute autre société européenne, ne fait que susciter le sentiment de « non-appartenance », qui doit être combattu par l'acceptation mutuelle.

- ④ Les politiciens et les médias doivent traiter les communautés musulmanes de manière plus différenciée. La lutte contre l'extrémisme doit être menée de manière sensible et de façon à ce qu'elle ne ressemble pas à une lutte contre l'islam. Les étiquettes négatives constantes ou la stigmatisation des musulmans conduisent à la dissociation.
- ⑤ La société majoritaire, les autorités chargées de la sécurité, les médias et toutes les personnes concernées doivent accepter qu'une intégration réussie et une vie conforme à la constitution n'exigent pas de boire de l'alcool et de renoncer à ses propres croyances religieuses. Nous devons comprendre qu'un musulman pratiquant et profondément pieux et attaché au Coran peut également être un citoyen qui respecte la constitution. La constitutionnalité ne peut et ne doit être mesurée que sur la base de l'engagement d'une personne pour les valeurs constitutionnelles et non sur la base de pratiques ou d'habitudes quotidiennes liées au régime alimentaire ou au code vestimentaire.

Éducation civique et dialogue citoyen

4.4.1 Bonnes pratiques locales

4.4.1.1 Démystifier les mythes sur la haine : Bündnis für Jüdisch-Muslimische Beziehungen (Heidelberg, Allemagne)

Le Bündnis für Jüdisch-Muslimische Beziehungen (Alliance pour les relations judéo-musulmanes) de Heidelberg s'intéresse à la vie juive et musulmane contemporaine en Allemagne et travaille implicitement à la prévention de l'antisémitisme et du racisme antimusulman par le biais de discours interdisciplinaires axés sur les ressources et les solutions ainsi que différents types d'évènements tels que les Jüdisch-Muslimische Kulturtage (Journées de la culture judéo-musulmane) les podcasts ou les formats éducatifs pour enseignants et étudiants. Cette alliance est le fruit d'une coopération entre la Muslimische Akademie Heidelberg (Académie musulmane de Heidelberg), la Hochschule für Jüdische Studien Heidelberg (Institut supérieur d'études juives de Heidelberg), la Pädagogische Hochschule (Institut supérieur de sciences de l'éducation), le centre socioculturel Kulturhaus Karlstorbahnhof et l'administration municipale. Elle peut ainsi toucher de nombreux groupes cibles très différents en travaillant à l'autonomisation et en mettant à profit le potentiel des communautés juives et musulmanes et leurs diverses perspectives de vie.

Les Journées de la culture judéo-musulmane constituent un festival culturel au programme unique en Allemagne, voire en Europe : en 2016 a eu lieu la deuxième édition des Jüdische Kulturtage (Journées culturelles juives), tandis que les Muslimische Kulturtage (Journées culturelles musulmanes) étaient organisées pour la première fois à Heidelberg. Les organisateurs des deux programmes ont décidé de fusionner leurs festivals en 2017 pour donner naissance à une nouvelle coopération originale. Alors qu'en Allemagne, et plus généralement en Europe, le discours sur les relations entre juifs et musulmans se focalise essentiellement sur les problèmes et les conflits, la réalité vécue à Heidelberg et dans de nombreux autres endroits est majoritairement celle d'une

d'interaction harmonieuse et d'une solidarité mutuelle. Sous le principe directeur de « Nouvelle(s) normalité(s) », les Journées de la culture judéo-musulmane de Heidelberg veulent mettre l'accent sur ces relations harmonieuses et ces interactions fructueuses dans le débat public de manière à créer un discours allant au-delà des éternels débats sur « l'intégration ». Les Journées culturelles ont vocation à représenter une interaction naturelle et respectueuse des différentes communautés et à montrer les réalités vécues d'une « société ouverte » dans laquelle les personnes musulmanes, juives, chrétiennes, athées et ayant d'autres croyances et visions du monde interagissent de manière constructive et pacifique.

Le projet vise également à soutenir la diversité positive de la vie culturelle et intellectuelle juive et musulmane qui existe en Allemagne et à rendre les positions discursives et les productions culturelles juives et musulmanes plus visibles pour le public, en encourageant de manière innovante les questions d'éducation, de culture, de société et d'appartenance. Les Journées de la culture judéo-musulmane sont consacrées à la création de concepts de coexistence démocratique reposant sur la confiance en soi, une profonde unité et tournés vers l'avenir dans une société pluraliste.

Elles luttent contre l'antisémitisme, le racisme antimusulman, l'intolérance et toute forme d'exclusion et de discrimination en mettant l'accent sur ce qui nous unit en tant qu'êtres humains et citoyen-ne-s de Heidelberg, une ville où des personnes d'origines et d'orientations différentes vivent, font la fête, mangent et débattent ensemble. Les Journées culturelles permettent le développement de nouveaux réseaux sociaux, ce qui se reflète dans les nombreux formats d'événements différents du festival, tels que lectures, projections de films, concerts et visites de la ville.

En 2022, les Journées de la culture judéo-musulmane, qui se sont déroulées du 26 juin au 11 août, ont été un parfait exemple de réussite. Grâce à un programme très varié et à différents points de discussion, elles ont touché un large public allant des communautés juives et musulmanes locales à la société de Heidelberg en général intéressée par les productions culturelles et le discours intellectuel. En invitant des artistes et des intellectuel-le-s juif-ve-s et musulman-e-s de toute l'Allemagne et de l'Europe (en 2022, de France, d'Autriche et du Royaume-Uni), les Journées culturelles ont également relié les réalités juives et musulmanes locales à un champ d'interaction et de production plus vaste. Les réalités juives et musulmanes locales ont été intégrées au programme des Journées culturelles grâce à une coopération étroite avec une mosquée (mosquée Yavuz Sultan Selim), une synagogue (Jüdische Kultusgemeinde Heidelberg), une organisation étudiante musulmane (Muslimische Studierendengruppe Heidelberg) et plusieurs initiatives antiracistes et organismes représentatifs (par exemple, Migration Hub Heidelberg, conseil des migrants de Heidelberg).

Sur une scène en plein air au bord du Neckar, l'auteure et militante noire et juive Emilia Roig a ouvert les Journées culturelles en prononçant un discours sur l'importance des alliances intersectionnelles, suivi d'un concert du joueur de saz germano-turc Ozan Ata Canani, dont les chansons reflètent l'histoire de la migration musulmane en Alle-

leur issus de la classe
ment musical a touché
musulman ainsi que
reconnaissance et
chansons d'Ata Cana-
occasion de découvrir

mande Lena Gorelik
man Salamat. Cet évè-
mettre en perspective
emagne, de souligner
ies pour de nouvelles

culture judéo-musul-
connectant un public
sociale positive qui
l.

Leçons tirées

- ☑ Proposer des formats variés qui laissent place au divertissement culturel comme à la curiosité intellectuelle, au discours académique et populaire, et qui relie différents niveaux d'engagement culturel et intellectuel.
- ☑ Travailler directement avec les communautés juives et musulmanes locales pour la planification et la mise en œuvre du programme, inclure des événements spécifiques qui donnent directement aux communautés juives et musulmanes locales une plateforme pour se présenter (par ex. des visites guidées des mosquées et synagogues, visites thématique sur la vie religieuse de la ville).
- ☑ Concevoir les événements du programme non pas simplement « pour un public », mais aussi comme des occasions pour les artistes, universitaires et autres intervenant-e-s (voir les deux exemples d'événements ci-dessus) d'interagir et de s'organiser en réseau.

d'interaction harmonieuse. Nouvelle(s) normalité(s) ? Elles veulent mettre l'accent dans le débat public de sur « l'intégration ». Le naturelle et respectueuse d'une « société ouverte athées et ayant d'autres constructive et pacifique. Le projet vise également tuelle juive et musulmane les productions culturelles rangeant de manière inpartenance. Les Journées de concepts de coexistence unité et tournés vers l'avenir. Elles luttent contre l'antiforme d'exclusion et de qu'êtres humains et citoyens d'orientations différentes culturelles permet reflète dans les nombreuses projections de films, conférences

En 2022, les Journées juin au 11 août, ont été et à différents points de communautés juives et musulmanes par les productions culturelles intellectuel·le·s juif·ve·de France, d'Autriche et les réalités juives et musulmanes vaste. Les réalités juives Journées culturelles grâce Sultan Selim), une synagogue étudiante musulmane (atives antiracistes et organisations conseil des migrants de

Sur une scène en plein air au bord du Neckar, l'auteure et militante noire et juive Emilia Roig a ouvert les Journées culturelles en prononçant un discours sur l'importance des alliances intersectionnelles, suivi d'un concert du joueur de saz germano-turc Ozan Ata Canani, dont les chansons reflètent l'histoire de la migration musulmane en Alle-

magne et les défis auxquels sont confrontés les immigrants de couleur issus de la classe ouvrière. Cet événement associant discours politique et divertissement musical a touché un public diversifié d'une centaine de personnes. Le public juif et musulman ainsi que d'autres communautés marginalisées ont trouvé des moments de reconnaissance et d'autonomisation tant dans le discours d'Emilia Roig que dans les chansons d'Ata Canani, tandis que pour la communauté générale, l'événement a été l'occasion de découvrir des contextes et des coopérations jusqu'alors inconnus.

Un autre temps fort a été la lecture de l'auteure juive russo-allemande Lena Gorelik le 27 juillet, animée par le militant musulman germano-suisse Hannan Salamat. Cet événement a donné lieu à une discussion très animée qui a permis de mettre en perspective les différentes expériences des migrants juifs et musulmans en Allemagne, de souligner les points communs entre eux, et d'en tirer des idées et des stratégies pour de nouvelles alliances et structures d'autonomisation.

Au cours des 14 événements du programme, les Journées de la culture judéo-musulmane 2022 ont créé de nombreux moments similaires, touchant et connectant un public diversifié et générant de nouvelles incitations à une coexistence sociale positive qui protège contre toute forme de marginalisation et de discrimination.

Recentrer l'attention sur la vie des communautés marginalisées : les Journées de la culture musulmane (Karlsruhe, Allemagne)

Nombre d'habitant·e·s :
Membre de l'ECCAR depuis :

303 907
2007

La perspective de la ville

Le Deutschsprachiger Muslimkreis Karlsruhe (Cercle musulman de langue allemande de Karlsruhe, DMK) est une institution importante pour le dialogue interreligieux à Karlsruhe. Son rôle dans le dialogue social entre les musulmans religieux de Karlsruhe et les résidents non musulmans de la ville, qu'ils soient religieux ou non, est primordial.

Après les anciennes « Karlsruher Islamwochen » (Semaines de l'islam de Karlsruhe), les maires de Karlsruhe parrainent depuis de nombreuses années les « Muslimische Kulturtag » (Journées de la culture musulmane) qui leur ont succédé, et prononcent souvent le discours d'ouverture de ces manifestations. Les événements des Journées culturelles sont organisés avec le soutien du Bureau des affaires culturelles et du Bureau de l'intégration de la ville, et reçoivent souvent la visite de membres du conseil municipal et d'employé·e·s de la ville. Le DMK a une approche originale du travail communautaire et se concentre particulièrement sur les jeunes, mais il s'agit de l'une des plus petites communautés de fidèles en nombre parmi les mosquées de Karlsruhe. Néanmoins, très ouvert à la société majoritaire de Karlsruhe et bien représenté au sein de la communauté musulmane, il se

considère comme le moteur de la vie musulmane à Karlsruhe. Le DMK a par exemple été un acteur très important dans la réalisation du projet citoyen « Jardin des religions ». Ce projet a été développé conjointement à l'occasion du 300^e anniversaire de la ville en 2015 et représente une étape majeure dans la coopération interreligieuse à Karlsruhe. Le jardin, avec sa conception structurelle, ses citations et ses illustrations, symbolise une coexistence pacifique et harmonieuse des religions et des fidèles, dans le respect des différences tout en reconnaissant la priorité des droits humains fondamentaux. L'association AG Garten der Religionen für Karlsruhe e. V., qui gère ce projet, constitue la base sur laquelle le Rat der Religionen (Conseil des religions) de Karlsruhe est actuellement en cours de formation. Le DMK y joue également un rôle actif.

Les activités du DMK au sein de la communauté urbaine et à son service sont essentielles non seulement pour l'administration municipale et les acteurs politiques locaux, mais aussi pour la société civile, les institutions éducatives, les médias et les autres religions. Cet engagement fort confère aux musulman·e·s de Karlsruhe une visibilité en tant qu'acteur·rice·s engagé·e·s au sein de la société, dialoguant avec les autres et participant à la sensibilisation aux préoccupations de la communauté musulmane locale. Grâce à cette coopération efficace, aux réseaux qui se sont développés, à sa fiabilité et à la confiance qui s'est établie entre ses partenaires, le DMK est désormais un acteur essentiel de la vie publique à Karlsruhe.

Outre le DMK, de nombreux autres acteurs et initiatives de la société civile s'attaquent activement au racisme antimusulman à Karlsruhe. Afin d'informer le grand public sur le racisme antimusulman et les moyens de le combattre, les « Internationale Wochen gegen Rassismus » (Semaines internationales contre le racisme à Karlsruhe) incluent depuis 2013 dans leur programme plusieurs événements tels que des ateliers, des conférences, des lectures, des concerts, des réunions, des services religieux ouverts au public et bien plus encore. Les réseaux Karlsruhe gegen Rechts (Karlsruhe contre l'extrémisme de droite) et Karlsruhe gegen Rassismus (Karlsruhe contre le racisme) ont également inscrit expressément la lutte contre le racisme antimusulman à leur ordre du jour. Dans tous ces formats, les initiatives de dialogue interreligieux et de nombreuses associations musulmanes et communautés de fidèles

des mosquées sont particulièrement actives.

Sous la devise « Let's show our colours... » et de par son engagement dans l'ECCAR, la ville de Karlsruhe envoie un signal clair contre la discrimination et toute forme de racisme.

L'engagement de la ville a également conduit récemment à la création d'une « table ronde sur le travail municipal de lutte contre le racisme et la discrimination dans la ville de Karlsruhe ». Outre les autres formes de racisme et de discrimination et leurs liens intersectionnels, la table ronde est également consacrée au travail contre le racisme antimusulman et compte donc des représentants du DMK et d'autres associations musulmanes.

La perspective de l'ONG (Deutschsprachiger Muslimkreis Karlsruhe)

Les Journées de la culture musulmane sont le plus grand événement organisé deux fois par an par le DMK. Elles comprennent des conférences, des ateliers, des tables rondes et des lectures. Autrefois appelé Semaines de l'islam de Karlsruhe, cet événement initié en 1989 lors de la création du DMK a été une source d'inspiration extrêmement importante pour l'intensification de la coopération institutionnelle entre le DMK et les autres communautés religieuses locales, les associations locales et l'administration de la ville de Karlsruhe. Les Journées de la culture musulmane sont pour le DMK l'occasion de présenter son travail, d'entrer en contact avec les citoyen·ne·s de Karlsruhe et de promouvoir la connaissance mutuelle. Le DMK s'efforce de toucher le plus grand nombre de groupes de citoyen·ne·s possible avec son programme diversifié. Enfin, les rencontres entre des cultures, des religions et des traditions différentes sont destinées à aider à éliminer les préjugés, les malentendus et les craintes d'entrer en contact avec les musulman·e·s, et à promouvoir au contraire la tolérance réciproque.

Journées de la culture musulmanes et racisme antimusulman

Le projet offre un large éventail de formats. Tandis que des conférences sont explicitement axées sur le problème du racisme antimusulman, d'autres formats n'abordent pas directement la question mais sont plutôt des activités propices à la lutte contre le racisme antimusulman. Dans le premier cas, on peut citer l'exemple d'une conférence sur la représentation des personnes musulmanes dans les médias, destinée à sensibi-

liser les participant·e·s et à les inviter à réfléchir aux schémas de pensée et aux perceptions qu'ils ou elles ont des musulman·e·s. Dans le second cas, il pourra s'agir d'une visite guidée thématique sur la vie musulmane.

En 2020, la première visite guidée de Karlsruhe de ce type a été organisée en coopération avec l'Antidiskriminierungsstelle (bureau antidiscrimination de la ville) et d'autres visites se poursuivent au-delà des Journées culturelles. Au cours de la visite de la ville, les participant·e·s peuvent découvrir les aspects de la vie musulmane à Karlsruhe des origines à nos jours. Dans ce cadre, des ateliers d'art, de cuisine et de sport, ainsi que des événements musicaux sous la forme de concerts mettant à l'honneur la tradition musulmane sont également proposés. Ces concerts offrent une plateforme particulièrement adaptée pour discuter avec le public et faire connaissance dans une atmosphère détendue.

C'est précisément ce type d'événements, pour lesquels le racisme antimusulman ne constitue pas le thème majeur, qui donnent lieu à des rencontres et à des échanges de nature plus personnelle et laissent la place à des questions qui contribuent à éliminer les malentendus et favorisent l'ouverture à l'autre. Les membres de l'équipe organisatrice des Journées culturelles sont conscients de l'importance de la variété des formats et de leur utilisation ciblée, et ils sélectionnent les contenus et les formats des événements en fonction des points décrits ci-dessus.

Partenaires de dialogue

En outre, le projet des Journées de la culture musulmane engage des partenaires de dialogue au sein de l'équipe organisatrice ou des membres du DMK. Grâce à des années de pratique, ces partenaires sont familiarisés avec les différentes cultures de dialogue et peuvent répondre aux préoccupations et aux questions des participant·e·s. Nous tenons à souligner que les partenaires de dialogue ne sont pas sélectionnés sur la base de critères stricts quant à leur expertise professionnelle. Il ne s'agit pas non plus de mettre en avant l'expertise des membres du DMK ; les membres n'ont pas de réponse toute faite à chaque question. L'accent est plutôt mis sur la personnalité de chacun. Cela signifie que, dans l'idéal, une conversation naturelle s'établira entre les deux parties.

Viabilité des partenariats

Comme nous l'avons déjà mentionné plus haut, les rencontres et les discussions constituent un aspect important de la lutte contre le racisme antimusulman. Petit à petit, cela conduira à une compréhension mutuelle et à un dialogue ouvert, sans préjugés. Le projet permet également de trouver le temps de créer de nouveaux contacts et d'entretenir ceux qui existent. L'équipe du projet veille à maintenir le contact avec les participant·e·s à l'issue du projet et des événements. Les nouveaux·elles participant·e·s aux Journées culturelles sont invité·e·s à laisser leurs coordonnées ; les contacts existants et nouveaux seront invités à divers événements ponctuels ainsi qu'aux réunions hebdomadaires de la DMK. Des relations amicales se sont nouées avec nombre de ces contacts.

Impact du projet

En termes d'impact du projet, l'équipe des Journées de la culture musulmane a enregistré une forte augmentation des demandes de contact après l'évènement. Ces demandes proviennent aussi bien de particuliers que de représentant·e·s d'autres associations, de diverses communautés religieuses ainsi que d'institutions municipales. Ce sont par exemple des demandes d'interviews pour la télévision ou des magazines, d'échanges avec des groupes de spécialistes sur des sujets spécifiques liés à l'islam, de visites guidées de mosquées, de coopération interreligieuse, etc. De nombreux·ses citoyen·ne·s de Karlsruhe connaissent désormais le DMK et les membres de l'équipe du projet, et le DMK est souvent cité comme interlocuteur pour diverses questions. Les Journées culturelles contribuent grandement au statut de notre association.

Leçons tirées

- ☑ Le programme de la manifestation doit inclure d'autres thèmes d'actualité en plus des événements spécifiquement dédiés à la lutte contre le racisme antimusulman. Les participant·e·s ne doivent pas avoir la fausse impression que seul·e·s les musulman·e·s sont concerné·e·s par le racisme antimusulman. Les Journées culturelles en particulier sont une excellente occasion de présenter à la population non musulmane les arts, la cuisine, la musique et d'autres aspects de la vie quotidienne des musulman·e·s.
- ☑ Le projet doit proposer différents formats. Un grand nombre de formats interactifs, tels que des ateliers, créent une atmosphère détendue.
- ☑ Les partenaires de dialogue doivent être impliqués dans le projet. Les conversations à deux ou en petits groupes sont personnelles et ont un impact important sur les participant·e·s. Sur environ 80 % de nos questionnaires d'évaluation, les participant·e·s ont déclaré apprécier la qualité des conversations et l'atmosphère agréable de nos événements. En ce qui concerne les partenaires de dialogue, on veillera particulièrement à ne présenter personne comme un·e expert·e des musulman·e·s. L'accent doit être mis sur la personnalité de chacun·e.
- ☑ Les organisateur·rice·s musulman·e·s ne doivent pas rester des personnes que vous avez vues lors d'un événement ponctuel. Les rencontres ne peuvent avoir un impact réel que si le contact est maintenu. Les participant·e·s seront personnellement invité·e·s à d'autres événements en dehors du projet. Avec le temps, des relations amicales pourront être établies avec certain·e·s participant·e·s et vous pourrez organiser des rencontres personnelles. Si vous investissez du temps et des efforts dans ces rencontres, elles finiront par porter leurs fruits et deviendront le meilleur outil de base pour combattre le racisme antimusulman.

la diversité religieuse. Les institutions publiques telles que les écoles ou les services de soins de santé peuvent demander des formations ou des conseils personnalisés pour leurs équipes, sur des sujets spécifiques.

Subventionner les activités des ONG (Zurich, Suisse)

Nombre d'habitant·e·s :
Membre de l'ECCAR depuis :

436 332
2007

La ville de Zurich subventionne deux ONG engagées dans le dialogue interreligieux et est un partenaire actif de ces deux organisations.

Le Zürcher Forum der Religionen (Forum zurichois des religions) est une association qui regroupe des représentant·e·s des communautés religieuses et des agences publiques du canton de Zurich. Il se considère comme un lien entre les cinq principales traditions religieuses – l'hindouisme, le bouddhisme, le judaïsme, le christianisme et l'islam – et s'engage à la fois en faveur du dialogue interreligieux et des échanges entre les institutions religieuses et politiques. Le forum propose une série d'évènements annuels destinés au public dans les locaux des communautés religieuses. Les visites régulières de différentes communautés musulmanes, notamment, attirent beaucoup l'attention et permettent aux gens de pénétrer dans les mosquées et de rencontrer les membres de la communauté. Les rencontres et les conversations personnelles sont considérées comme le meilleur moyen de neutraliser les préjugés et idées fausses, et donc de lutter contre le racisme antimusulman.

Le ZIID, Zürcher Institut für Interreligiösen Dialog (Institut zurichois pour le dialogue interreligieux), est un expert reconnu du christianisme, de l'islam et du judaïsme. Son programme offre un vaste éventail de conférences et de séminaires sur les questions théologiques et sociétales contemporaines liées à la religion. En outre, il organise des ateliers de découverte de l'islam dans les écoles publiques et des formations destinées à renforcer les compétences en matière de gestion de la diversité religieuse. Les institutions publiques telles que les écoles ou les services de soins de santé peuvent demander des formations ou des conseils personnalisés pour leurs équipes, sur des sujets spécifiques.

Profiter de l'expertise des communautés (Courtrai, Belgique)

Nombre d'habitants :
Membre de l'ECCAR depuis :

77 741
2020

La ville de Courtrai coopère avec la communauté musulmane de nombreuses manières. Jusqu'en 2019, nous avons organisé le cycle d'évènements annuels « Dar es Salaam », qui consiste en trois soirées sur l'islam : deux conférences et une troisième soirée consacrée au dialogue. Depuis 2015, nous avons mis en place la plateforme « Dialoog in vriendschap » (Dialogue en toute amitié) dans le but de permettre des rencontres entre musulmans et chrétiens. Après les attaques terroristes à Bruxelles le 22 mars 2016, chrétiens et musulmans ont organisé ensemble une marche blanche contre la terreur. Chaque année, nous organisons ensemble des repas de rupture du jeûne pendant le ramadan.

En outre, la ville entretient depuis des années de bonnes relations avec la mosquée locale. Les organisations peuvent demander des visites de la mosquée. Nous organisons des activités thématiques au cours de l'année. Enfin, la ville conseille ou propose une aide pour les dossiers d'accréditation de la mosquée. En 2018, nous avons élaboré une charte des « organisations idéologiques », signée notamment par la ville et la mosquée locale, avec l'intention de mettre sur pied au moins deux activités pour le public. Cet échange est fondé sur le respect mutuel des valeurs et des cultures de l'autre, la tolérance envers l'ensemble des citoyens, quelle que soit leur idéologie, l'égalité des droits, l'égalité de traitement, l'ouverture au dialogue pacifique, l'appréciation des différences de l'autre, la solidarité et l'engagement envers l'autre dans les périodes difficiles.

Les rencontres et les discussions constituent un aspect important de la lutte contre le racisme antimusulman. Petit à petit, cela conduira à une compréhension mutuelle et à un dialogue ouvert, sans préjugés.

Lutte contre les crimes motivés par la haine et la discrimination

116

117

- 4.5.1 Indicateurs de partialité des crimes de haine antimusulmans comme base pour les systèmes de documentation et de signalement (CLAIM Allianz gegen Islam- und Muslimfeindlichkeit)

Projet pilote « I-Report »

Le chiffre noir des attaques et des discriminations motivés par un sentiment antimusulman en Allemagne est bien plus élevé que les statistiques officielles des incidents enregistrés. Avec « I Report », nous voulons contribuer à une meilleure prise en compte et à une documentation uniforme des incidents grâce à un système standardisé d'enregistrement et de documentation des attaques et des discriminations à motivation antimusulmane. En coopération avec Dokustelle Austria, le Centre autrichien de documentation sur l'islamophobie et le racisme antimusulman, et des centres de conseil, de documentation et de lutte contre la discrimination d'Allemagne,

CLAIM a développé le portail I Report qui propose un système standardisé d'enregistrement et de documentation. Depuis juillet 2021, les personnes touchées par le racisme antimusulman ainsi que les témoins peuvent signaler les cas via le site web www.i-report.eu. Le projet est financé dans le cadre du programme européen Droits, égalité et citoyenneté. Outre la plateforme de signalement, I Report vise à établir des standards pour l'enregistrement du racisme antimusulman dans les pays germanophones.

Contexte

Les musulman-e-s et les personnes perçues comme telles sont souvent touché-e-s par la discrimination et la violence intersectionnelles. Cela signifie qu'il peut y avoir une interaction entre différents motifs de discrimination tels que la religion, l'origine ou le genre. Le racisme antimusulman peut se manifester indépendamment du fait que la personne soit un-e musulman-e pratiquant-e ou qu'une déclaration fasse explicitement référence à l'islam. Identifier et comprendre correctement le contenu antimusulman d'un acte violent ou discriminatoire peut donc souvent représenter un défi pour les centres de consultation et les fonctionnaires du système judiciaire.

Une étude menée par CLAIM montre que les centres de conseil en Allemagne ne disposent parfois pas des ressources nécessaires pour aider les personnes touchées par le racisme antimusulman : la moitié des 72 centres de conseil interrogés n'ont pas de procédure pour identifier le racisme antimusulman, et près d'un tiers n'ont pas dans leur équipe de conseillers spécifiquement formés au racisme antimusulman, ayant des liens personnels ou familiaux avec le sujet ou une très bonne connaissance des communautés musulmanes.

Les indicateurs de partialité sont un outil essentiel pour évaluer les agressions et les discriminations quant à leur contenu antimusulman. Ces indicateurs sont des faits, des circonstances ou des schémas objectifs associés à un acte discriminatoire ou abusif/violent qui, seuls ou en conjonction avec d'autres faits ou infractions, suggèrent que l'acte commis a été entièrement ou partiellement motivé par une certaine forme de préjugé. Toutefois, les indicateurs ne peuvent être utiles que s'il existe une compréhension globale du racisme antimusulman.

Sur la base de la liste des « indicateurs de préjugés relatifs à un crime de haine contre les musulmans » du Bureau des

RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE

- Définition standardisée et reconnue du racisme antimusulman : Pour protéger les personnes contre la discrimination et les agressions, il est nécessaire d'élaborer une définition pratique et reconnue du racisme antimusulman. Les efforts actuels des organisations de la société civile au niveau de l'UE comme au niveau national doivent être pris en compte et des expert-e-s de ces groupes doivent être impliqué-e-s dans l'élaboration d'une définition pratique. En outre, des indicateurs standardisés sont nécessaires pour enregistrer la motivation antimusulmane dans les cas de discrimination et d'agressions.
- Recensement unifié des incidents racistes antimusulmans : L'enregistrement des agressions antimusulmanes passibles ou non de poursuites judiciaires ainsi que la discrimination motivée par le racisme antimusulman doit être amélioré. Pour cela, un système de signalement à l'échelle nationale reposant sur une politique d'enregistrement et de recueil de données complète et standardisée doit être mis en place. En outre, l'enregistrement des cas par les centres de conseil selon une procédure standardisée est nécessaire, et ceux-ci doivent être financés de manière durable à long terme.
- Financement durable des centres de conseil : Afin d'apporter aux personnes concernées un soutien émotionnel et financier et de les protéger contre une victimisation secondaire, les personnes concernées doivent avoir la possibilité de signaler les agressions à la police et au bureau du ou de la procureur-e par l'intermédiaire des centres de conseil et d'être représentées par ces centres dans les procédures pénales. Ceci requiert à la fois une base juridique et un financement durable et institutionnel des centres de conseil. Une autre conséquence est la réduction du nombre de cas non signalés du fait de la simplification de la procédure de signalement.

de l'homme (BIDDH),
és avec des expert-e-s

r

-elle marquée comme
ses vêtements, de

elles peuvent être
l'attaques violentes
t des communautés
tøya, etc. ou, par
?

ilaires à proximité
s médias sociaux) ?

alables ? (par
flyers, etc.) ?

tres raisons
r, homophobie,

s un endroit perçu
usulmane ?

onne concernée,
l un lien avec des
ulmans organisés
PEGIDA, etc.) ?

8	Perception personnelle et par les autres	Que faire si le conseiller classe le cas comme antimusulman, mais pas la personne touchée par l'incident ?
---	---	--

institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH), les indicateurs suivants ont été développés avec des expert-e-s dans le cadre du projet I Report :

Contexte

Non	Indicateur	Question indicative à poser
1	Contexte	La personne concernée est-elle marquée comme musulmane (sur la base de ses vêtements, de sa langue, etc.) ?
2	Temps	Quelles références temporelles peuvent être identifiées (anniversaires d'attaques violentes contre des musulman-e-s et des communautés musulmanes, attentats d'Utøya, etc. ou, par exemple, fêtes islamiques) ?
3	Types d'incident	Y a-t-il eu des incidents similaires à proximité (appels à l'agression sur les médias sociaux) ?
4	Menaces	Y a-t-il eu des menaces préalables ? (par exemple, médias sociaux, flyers, etc.) ?
5	Intersectionnalité	L'auteur a-t-il agi pour d'autres raisons (sexisme, racisme anti-Noir, homophobie, etc.) ?
6	Localisation	L'incident a-t-il eu lieu dans un endroit perçu comme étant lié à la vie musulmane ?
7	Groupes de haine organisés	Du point de vue de la personne concernée, l'auteur de l'infraction a-t-il un lien avec des groupes de haine antimusulmans organisés (groupes d'extrême droite, PEGIDA, etc.) ?
8	Perception personnelle et par les autres	Que faire si le conseiller classe le cas comme antimusulman, mais pas la personne touchée par l'incident ?

préjugé. Toutefois, les indicateurs ne peuvent être utiles que s'il existe une compréhension globale du racisme antimusulman.

Sur la base de la liste des « indicateurs de préjugés relatifs à un crime de haine contre les musulmans » du Bureau des

Les indicateurs mentionnés sont utilisés dans le formulaire de rapport destiné aux personnes victimes de racisme antimusulman et aux témoins de racisme antimusulman. La base de données destinée aux centres de conseil se fonde sur ces indicateurs, qui devraient permettre aux conseillers d'identifier les motifs antimusulmans. Pour reconnaître un motif antimusulman, il est important de considérer que les personnes sont perçues comme musulmanes sur la base de caractéristiques phénotypiques, du nom, de la langue, de l'origine attribuée ou réelle et/ou du statut de résidence, indépendamment de l'existence d'une affiliation religieuse. Cela signifie que des personnes ayant fui des pays musulmans et/ou issues de l'immigration venant de pays musulmans peuvent être perçues comme musulmanes. L'appartenance religieuse présumée ou réelle et l'appartenance ethnique présumée ou réelle vont donc souvent de pair en cas d'agression et de discrimination motivées par des préjugés antimusulmans. Si l'on se concentre sur un motif unique (l'appartenance ethnique ou bien l'affiliation religieuse), le préjugé antimusulman risque de passer inaperçu alors même qu'il peut représenter un fait aggravant.

CLAIM met actuellement en place une vaste alliance sociale contre le racisme antimusulman, l'islamophobie et l'hostilité à l'égard des musulman·e·s en regroupant et en constituant un réseau réunissant 47 acteurs musulmans et non musulmans de la société civile en Allemagne. CLAIM est soutenu par Teilscheid e. V. et financé par le Bundesministerium für Familie, Senioren, Frauen und Jugend (Ministère fédéral de la Famille, des personnes âgées, de la femme et de la jeunesse, BMFSFJ) dans le cadre du programme fédéral « Demokratie leben! ».

4.5.2 Lutter contre le racisme antimusulman grâce à des antennes spécialisées – le modèle de Berlin

4.5.2.1

Berliner Landesstelle für Gleichbehandlung – gegen Diskriminierung (LADS)



Nombre d'habitant·e·s : 3 821 881
Membre de l'ECCAR depuis : 2006

Le Landesstelle für Gleichbehandlung – gegen Diskriminierung (Office du Land de Berlin pour l'égalité de traitement et contre la discrimination, LADS) a été créé en 2007 au sein du Sénat Justice, diversité et antidiscrimination. Il a pour fondement juridique et contenu la loi générale allemande sur l'égalité de traitement (Allgemeines Gleichbehandlungsgesetz, AGG) ainsi que la loi antidiscrimination de l'État de Berlin, entrée en vigueur en 2020. En raison de son statut d'État fédéral, Berlin est en effet investie de compétences législatives.

Le travail du LADS contre le racisme antimusulman repose sur plusieurs principes des politiques antidiscrimination :

Le LADS travaille en étroite collaboration avec des expert-e-s des sociétés civiles et des communautés touchées par le racisme, l'antisémitisme, l'antitsiganisme et/ou l'homophobie et la transphobie. Ainsi, les parties prenantes de la société civile ont également été impliquées dans l'élaboration de la loi antidiscrimination de l'État de Berlin. La loi offre, entre autres, la possibilité de poursuivre les actes discriminatoires des institutions publiques telles que les administrations, les écoles ou la police. Elle donne également aux associations le droit d'engager une procédure. Ainsi, la loi antidiscrimination de l'État de Berlin est également une réussite dans la lutte contre le racisme antimusulman. L'Office du Land de Berlin pour l'égalité de traitement et contre la discrimination considère les droits légaux comme fondamentaux pour le succès des politiques de lutte contre la discrimination. En outre, les autorités publiques se sont clairement positionnées contre la discrimination et des lignes directrices sur la diversité ont été publiées à l'intention des services administratifs de la ville de Berlin. Dans le cadre d'une collaboration interdépartementale, le Senatsverwaltung für Justiz, Vielfalt und Antidiskriminierung (Sénat Justice, diversité et antidiscrimination) a élaboré un programme d'État à plusieurs niveaux pour la diversité. Ce programme est coordonné par le LADS de Berlin.

Les principaux objectifs de l'Office du Land de Berlin pour l'égalité de traitement et contre la discrimination sont les suivants :

- Localisation et réduction de la discrimination structurelle
- Politiques de lutte contre la discrimination portant sur des motifs spécifiques de discrimination tout en tenant compte des perspectives intersectionnelles
- Financement d'un service d'assistance antidiscrimination et d'une infrastructure de conseil juridique basés sur le réseau
- Financement de l'autonomisation des groupes vulnérables
- Financement de projets d'ONG par le biais du « Berliner Landesprogramm gegen Rechtsextremismus, Rassismus und Antisemitismus » (Programme national de lutte contre l'extrémisme de droite, le racisme et l'antisémitisme)
- Financement de projets d'ONG par Initiative Berlin tritt ein für Selbstbestimmung und Akzeptanz geschlechtlicher und sexueller Vielfalt (IGSV), une initiative publique en faveur de l'autodétermination et de l'acceptation de la diversité de genre et de sexualité
- Accueil de l'Ombudsstelle (bureau du médiateur indépendant) conformément à la loi antidiscrimination de l'État de Berlin
- Conseil politique lors des processus législatifs

La localisation et l'analyse de la discrimination structurelle constituent la base indispensable pour des mesures adaptées spécifiquement à la lutte contre la discrimination. Cela vaut également pour la lutte contre le racisme antimusulman. Le LADS travaille en étroite collaboration avec les ONG professionnalisées. Dans le cadre d'une approche à bas seuil, un point de contact et une infrastructure de service d'assistance ont été mis en place. Des antennes dédiées assurent un soutien dans les cas d'antisémitisme, d'antitsiganisme, d'homophobie et de transphobie, de racisme anti-Noir et de racisme antimusulman. Ces centres de soutien documentent et analysent également les cas de discrimination. Leurs résultats sont publiés régulièrement. Les centres de surveillance collaborent étroitement entre eux et mettent constamment à jour leurs standards de documentation. En ce qui concerne le racisme antimusulman, le Sénat de Berlin finance deux centres de soutien et de monitoring : le centre de documentation et d'assistance Netzwerk gegen Diskriminierung und Islamfeindlichkeit (réseau contre la discrimination et l'islamophobie) géré par l'association Inssan e.V., ainsi que REDAR – Recherche- und Dokumentationsprojekt zu Antimuslimischem Rassismus (projet de recherche et de documentation sur le racisme antimusulman), de l'association Transaidency e. V. Le premier s'adresse principalement aux musulman-e-s identifié-e-s religieusement, tandis que REDAR est destiné en priorité aux personnes laïques qui ont fait l'expérience du racisme antimusulman sur la base de l'attribution d'une identité musulmane.

Les centres de soutien spécialisés travaillent en étroite collaboration avec un centre de conseil en matière de lutte contre la discrimination (ADNB by TBB e. V.), qui propose des conseils juridiques et aide les personnes concernées à engager des actions en justice. En outre, un service de conseil spécial à l'intention des victimes de violence d'extrême droite, raciste et antisémite (Reach Out by ARIBA e. V.) et un service de conseil psychologique pour les victimes de violence (Opra by ARIBA e. V.) complètent la structure de soutien.

Après l'attentat d'extrême droite perpétré à Hanau (Land de Hesse) en 2020, qui a coûté la vie à neuf personnes, toutes issues de l'immigration, musulmanes ou roms, l'IslamForum Berlin (Forum de l'Islam de Berlin), ainsi que de nombreuses ONG et organisations d'entraide de migrants, ont demandé une analyse plus approfondie du racisme antimusulman à Berlin. L'IslamForum est un comité qui organise des échanges entre les organisations musulmanes de Berlin et l'administration berlinoise. Le Sénat de Berlin a donc créé une commission d'experts sur le racisme antimusulman. Cette commission est composée d'experts de la société civile, de l'Islam Forum et de communautés de fidèles des mosquées, ainsi que de scientifiques. À la fin du mois d'août 2022, la commission a publié un rapport contenant des recommandations.

Ces recommandations serviront de ligne directrice pour le développement de nouvelles mesures contre le racisme antimusulman ainsi que pour le financement de projets spécifiques. Actuellement, neuf projets portant directement sur le racisme antimusulman sont financés. Il s'agit aussi bien d'offres d'autonomisation pour les filles et les jeunes femmes musulmanes, de la création de communautés autour des mosquées, que de la mise en place de structures professionnelles pour le travail des jeunes à destination

des jeunes musulman·e·s, de projets d'autonomisation et de participation pour la prévention de la radicalisation ou encore de services d'assistance et structures de soutien et de suivi des victimes évoqués précédemment. En outre, les projets axés sur la discrimination dans certains domaines comme le logement et l'éducation revêtent une grande importance. ADAS, Berliner Anlaufstelle für Diskriminierungsschutz an Schulen (Bureau berlinois de lutte contre la discrimination à l'école), et l'agence berlinoise spécialisée dans la lutte contre la discrimination sur le marché du logement « Fair Mieten - Fair Wohnen » sont deux projets importants axés sur l'analyse de terrain. Avec les organisations d'entraide, par ex. les organisations de Sintis et de Roms, les organisations musulmanes, les organisations de BIPOC, elles analysent les formes spécifiques de discrimination vécues en tenant compte des formes multidimensionnelles et intersectionnelles de la discrimination.

4.5.2.2

Défense du droit au logement (« Fair Mieten - Fair Wohnen » FMFW)

La structure

« Fair mieten - Fair wohnen », l'agence berlinoise spécialisée dans la lutte contre la discrimination sur le marché du logement, est un projet du Senatsverwaltung für Justiz, Vielfalt und Antidiskriminierung (Sénat Justice, diversité et antidiscrimination) et du LADS. Un objectif stratégique important de cet organisme est de renforcer systématiquement les réseaux et la coopération dans ce domaine afin de développer une culture de faible discrimination en matière de location et de logement sans discrimination. Le département Stratégie + Mise en réseau est chargé de la réalisation de cet objectif. Dans ce contexte, le LADS coopère également en permanence avec le Senatsverwaltung für Stadtentwicklung, Bauen und Wohnen (Sénat Développement urbain, construction et logement) et le Senatsverwaltung für Integration, Arbeit und Soziales (Sénat Intégration, travail et affaires sociales), ainsi qu'avec le Willkommenszentrum Berlin (centre d'accueil de Berlin) et les administrations des arrondissements sur des questions spécifiques. Le pôle « Conseil + Soutien aux personnes concernées » de l'agence spécialisée apporte une aide concrète aux personnes victimes de discrimination sur le marché du logement, par exemple en raison de leur origine ethnique ou de leur religion.

« Fair mieten - Fair wohnen » est la seule agence spécialisée en Allemagne exclusivement dédiée à la question de la discrimination dans le domaine du logement. Cette organisation inhabituelle mais très efficace est également à l'intersection de deux domaines de travail avec des approches différentes : le dialogue dans le département « Stratégie + Mise en réseau » et le conseil qualifié pour le pôle « Conseil + Accompagnement des personnes concernées ». Ces deux domaines sont gérés par deux organisations sur un pied d'égalité : UP19 Stadtforschung

+ Beratung GmbH, qui possède, entre autres, des compétences en matière de recherche et de conseil dans le domaine du logement et de la gestion de la diversité, et l'organisation de défense des droits de l'homme Türkischer Bund in Berlin-Brandenburg e. V., qui apporte une longue expérience en matière de lutte contre la discrimination. Ces deux domaines de travail sont suivis par un conseil consultatif d'experts, composé de représentants de groupes fréquemment touchés par la discrimination, de représentants de l'administration, d'organisations d'aide sociale, de parties prenantes d'organisations faitières dans le secteur du logement ainsi que d'un opérateur public et d'une grande société de logement privée.

Racisme antimusulman dans le logement

Deux cas pratiques dans lesquels l'agence est intervenue servent d'exemple pour le racisme antimusulman sur le marché du logement. Dans les deux cas, la correspondance préalable à l'établissement des contrats et la négociation des contrats par courrier et par téléphone ont été très amicales ; ce sont les bailleurs qui ont approché les personnes à la recherche d'un appartement, de sorte que celles-ci avaient de bonnes raisons de croire qu'elles obtiendraient l'appartement en question. Dans l'un des cas, le contrat de location avait déjà été rédigé. Ce n'est que lorsque l'appartenance religieuse à l'islam des personnes à la recherche d'un appartement, dans les deux cas des femmes portant un foulard ou un hijab, a été connue des bailleurs, peu avant la conclusion du contrat, que ceux-ci se sont très rapidement désistés de leurs « engagements de principe ». Les raisons invoquées pour justifier leur retrait ne semblaient pas crédibles, puisqu'ils ont prétexté que l'appartement était trop petit ou que des membres de leur famille avaient soudainement manifesté le besoin d'y emménager. Les personnes perçues comme musulmanes sont également victimes de discrimination lors de la recherche d'un logement, et ce de manière plus ou moins prononcée en ce qui concerne certains types de bailleurs (davantage, par exemple, dans les coopératives traditionnelles et chez les petits bailleurs privés) et dans le cadre de la cohabitation au sein de leur quartier.

La base juridique du travail du centre dans tous les domaines mentionnés est la loi générale allemande sur l'égalité de traitement (AGG) au niveau national, et, dans certains cas, la loi antidiscrimination de l'État de Berlin (LADG).

RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE

- Prendre au sérieux l'égalité de traitement, renforcer le travail de lutte contre la discrimination, prendre publiquement position contre le racisme antimusulman et travailler en réseau dans les domaines politiques et administratifs concernés.
- Rendre visible l'intersectionnalité de la discrimination qui touche souvent les femmes musulmanes, mais aussi aborder la discrimination qui peut être taboue dans les groupes musulmans.
- Ne pas se contenter de sensibiliser au racisme antimusulman dans les domaines politiques et administratifs, mais adopter aussi une démarche professionnelle en matière de racisme institutionnel et de discrimination directe.
- Reconnaître, dans tous les domaines pertinents de l'action politique et administrative, l'émergence de quartiers de migrant-e-s et de musulman-e-s. Ne pas les traiter comme des quartiers à problèmes mais les développer de l'intérieur avec des mesures compensant les désavantages et communiquer sur les structures et la valeur ajoutée des réseaux sociaux dans ces quartiers, également dans le contexte des « quartiers d'accueil » pour les personnes réfugiées nouvellement arrivées.
- Dans le cadre d'un dialogue avec l'industrie du logement, assurer une culture du logement non-discriminatoire/faiblement discriminatoire, et assurer une médiation dans les questions de développement urbain (telles que l'acceptation des édifices religieux).
- Soutenir les projets expérimentaux commandés par le secteur public (comme par ex. celui de la ville de Gand) et assurer un suivi et un rapport réguliers sur toute discrimination dans le secteur du logement, en précisant la manière dont les groupes spécifiques sont affectés.

les dimensions poli-
du racisme antimusul-
discrimination fondée
la religion et/ou l'ori-
de FMFW privilégie une
es personnes perçues
discrimination à réaliser
les comportements
omisation signifie
orent avec les centres
pécialisés dans la lutte
musulman-e-s.
k gegen Diskrimi-
(Réseau contre la
présenté au conseil
et les deux projets se
relations avec la presse

tion en Allemagne
as financement public
personnes concernées,
res sont indispen-
es concernées dans les
libre du pouvoir au

Approche de l'autonomisation

Il est tout aussi important de reconnaître les dimensions politiques, structurelles et institutionnelles du racisme antimusulman que de lutter efficacement contre la discrimination fondée sur certaines idées concernant la culture, la religion et/ou l'origine. Dans son travail de conseil, l'agence FMFW privilégie une approche d'autonomisation pour aider les personnes perçues comme musulmanes et victimes de discrimination à réaliser ce qui s'est passé et à se défendre contre les comportements discriminatoires. Cette approche d'autonomisation signifie également que ces deux secteurs collaborent avec les centres de conseil antidiscrimination, qui sont spécialisés dans la lutte contre la discrimination à l'égard des musulman·e·s.

Par exemple, le projet berlinois Netzwerk gegen Diskriminierung und Islamophobie INSSAN e. V. (Réseau contre la discrimination et l'islamophobie) est représenté au conseil consultatif de Fair Mieten - Fair Wohnen et les deux projets se soutiennent réciproquement pour leurs relations avec la presse et les médias sociaux.

Les centres de conseil antidiscrimination en Allemagne travaillent de manière confidentielle, sans financement public et de manière partielle dans l'intérêt des personnes concernées, en fonction de leurs demandes. Ces centres sont indispensables pour responsabiliser les personnes concernées dans les situations où on observe un net déséquilibre du pouvoir au détriment des groupes vulnérables.

La base juridique du travail du centre dans tous les domaines mentionnés est la loi générale allemande sur l'égalité de traitement (AGG) au niveau national, et, dans certains cas, la loi antidiscrimination de l'État de Berlin (LADG).

Il est tout aussi important de reconnaître les dimensions politiques, structurelles et institutionnelles du racisme antimusulman que de lutter efficacement contre la discrimination fondée sur certaines idées concernant la culture, la religion et/ou l'origine.

(Fair mieten - Fair wohnen)

4.5.2.3 Garantir l'égalité de traitement dans l'éducation (Anlaufstelle für Diskriminierungsschutz an Schulen, ADAS)

Le premier bureau berlinois de lutte contre la discrimination dans les écoles (ADAS) en Allemagne a été créé par l'organisation de la société civile éducative LIFE e. V. en tant que projet modèle et est financé par l'État de Berlin depuis 2021. D'autres jalons importants à Berlin ont été l'introduction d'une interdiction de la discrimination et d'une obligation de protéger les élèves contre la discrimination sur la base de la Berliner Schulgesetz (loi sur les écoles de Berlin) et de la loi antidiscrimination de l'État de Berlin.

L'ADAS conseille et soutient les personnes victimes de discrimination à l'école à Berlin ou qui ont été témoins de discrimination et veulent agir. Les personnes concernées par la discrimination peuvent être des élèves, des parents, mais aussi des enseignant·e·s, des équipes pédagogiques ou des représentant·e·s des parents.

La discrimination à l'école est souvent subtile et structurelle, elle n'est pas facilement reconnaissable pour les personnes concernées ou encore les preuves sont insuffisantes. D'une part, l'objectif de l'ADAS en tant que point de contact est de fournir un soutien facilement accessible et adapté aux besoins des personnes concernées, et de montrer comment agir efficacement contre la discrimination à l'école. D'autre part, il aide les écoles à aborder la discrimination selon une approche orientée vers les solutions et à ancrer des stratégies de protection structurelle contre la discrimination.

Les élèves musulman·e·s et perçu·e·s comme tel·le·s ainsi que leurs parents font partie des groupes particulièrement exposés à la discrimination à l'école : dans 20 % des cas, la discrimination est directement liée à l'appartenance religieuse à l'islam de la personne concernée. Il existe une discrimination avec une référence explicite à l'islam dans laquelle la discrimination ou le traitement inégal se réfère ouvertement à l'appartenance religieuse. Entre autres, les signes visibles de la vie musulmane sont problématisés, dénigrés, rejetés ou interdits (par exemple, le foulard, la prière).

65 % des personnes touchées par la discrimination sont des personnes dont la famille est originaire de pays où la majorité de la population est musulmane, comme la Turquie, les pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Le racisme antimusulman touche les personnes appartenant à ce groupe, qui représente plus de la moitié des personnes concernées, indépendamment du fait qu'elles soient musulmanes ou non.

Exemple : Un élève de 10^e année qui a fui l'Afghanistan pour se réfugier en Allemagne deux ans auparavant est régulièrement l'objet de commentaires d'autres enfants comme : « Il faut qu'on fasse attention avec toi, tu vas sûrement poser des bombes un de ces jours ! »

Une grande partie des cas signalés à l'ADAS concerne des discriminations dont les élèves sont les victimes et qui sont le fait de l'équipe enseignante et de l'école. Cela inclut les formes de discrimination directe, telles que les déclarations désobligeantes et racistes et les traitements inégaux.

Exemple : Un travailleur social en milieu scolaire a fait cette remarque à l'école : « Nous avons à nouveau deux filles voilées. S'il y en a deux qui commencent à porter un foulard, ça va se répandre comme une maladie. »

On signale également des cas de discrimination indirecte ou institutionnelle, tels que des règlements scolaires généraux qui rendent difficile, voire impossible, la pratique de la religion par les élèves musulman·e·s à l'école en interdisant par exemple de porter un couvre-chef ou un foulard, de prier dans les locaux de l'école, même pendant les récréations dans la cour.

Exemple : Un jour, une fille est venue à l'école primaire en portant un foulard. On a fait pression sur elle pour qu'elle l'enlève : le professeur lui a demandé de l'ôter immédiatement sous peine d'être exclue de la classe. L'élève a déclaré qu'elle avait décidé elle-même de porter le foulard et l'a gardé. Le professeur l'a alors envoyée au fond de la classe, seule à une table, en lui disant qu'elle ne serait plus interrogée. Ses camarades de classe, encouragés par le comportement de l'enseignant, ont commencé à malmener la jeune fille et ont essayé de lui arracher son foulard.

Le représentant des parents musulmans qui a signalé le cas à l'ADAS a déposé une plainte concernant la situation à l'école :

« Tout le monde adhère à la constitution allemande, à la liberté de religion et au fait que personne ne doit être désavantagé. Dans le même temps, l'école fait tout pour discriminer les filles qui portent le foulard ou pour interdire le jeûne. Pendant le cours de natation, les filles musulmanes sont toujours observées pour savoir si elles se douchent nues ou non. Et ce sont des choses qui arrivent vraiment tous les jours.(...) »

Outre les écolières musulmanes qui portent un foulard, les garçons musulmans et ceux qui sont perçus comme tels sont particulièrement souvent victimes d'une discrimination multidimensionnelle à l'école, liée à leur genre ainsi qu'à leur origine ethnique et à leur religion. La discrimination liée au genre à l'égard des garçons s'exprime, entre

Leçons tirées

- ☑ D'une part, le travail de l'ADAS à Berlin montre que les élèves musulman·e·s, en particulier les filles qui portent un foulard, sont particulièrement susceptibles d'être victimes de discrimination en milieu scolaire. D'autre part, l'expérience de la mise en place du point de contact de l'ADAS à Berlin montre que les bureaux indépendants aménagés dans les établissements scolaires pour lutter spécifiquement contre la discrimination jouent un rôle important pour soutenir efficacement les personnes victimes de discrimination dans le système éducatif et pour réduire la discrimination à long terme en milieu scolaire.

scolaire de tous les
laquelle les hommes
nis pour le même
les autres.
Ossietzky d'Oldenburg
jeunes musulman·e·s
nts de travail avec
le l'étude ont montré
mosphère qui les
mple, les commen-
dans de nombreuses
seignant·e·s de leur
ommentaires néga-
l a été signalé que
es musulman·e·s
bles comme musul-
n de la visibilité de leur
emple sous forme de
ignant·e·s.

enlever son foulard et
ou quoi ? »

formes de discrimina-
La plupart des discri-
s élèves musulman·e·s

ement

pendant que nous étions souvent ignoré·e·s. »

Une grande partie des c
sont les victimes et qui
formes de discriminatio
les traitements inégaux

On signale également c
des règlements scolaire
la religion par les élève
couvre-chef ou un foul
tions dans la cour.

Le représentant des par
plainte concernant la s

« Tout le monde adh
fait que personne ne do
discriminer les filles qu
natation, les filles musul
nues ou non. Et ce sont

Outre les écolières musulmanes qui portent un foulard, les garçons musulmans et ceux qui sont perçus comme tels sont particulièrement souvent victimes d'une discrimination multidimensionnelle à l'école, liée à leur genre ainsi qu'à leur origine ethnique et à leur religion. La discrimination liée au genre à l'égard des garçons s'exprime, entre

RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE

- Lutter efficacement contre le racisme antimusulman dans les établissements scolaires passe par la responsabilisation des jeunes et des parents, ainsi que par la formation continue des enseignant-e-s et du personnel scolaire.
- Dans le domaine juridique, il est important de poursuivre le développement de la loi antidiscrimination en Allemagne de manière à obliger les établissements scolaires à prendre des mesures appropriées pour répondre aux besoins religieux. Cela permettrait aux élèves musulman-e-s de pratiquer plus facilement leur religion à l'école, par ex. en jeûnant ou en accomplissant la prière obligatoire, sans avoir à prouver une discrimination individuelle – ce qui s'avère particulièrement difficile.

pendant que nous étions souvent ignoré-e-s. »

scolaire de tous les
laquelle les hommes
nis pour le même
les autres.

Ossietzky d'Oldenburg
jeunes musulman-e-s
its de travail avec
le l'étude ont montré
mosphère qui les
mple, les commen-
dans de nombreuses
seignant-e-s de leur
ommentaires néga-
l a été signalé que
es musulman-e-s
ibles comme musul-
i de la visibilité de leur
xemple sous forme de
ignant-e-s.

'enlever son foulard et
ou quoi ? »

ormes de discrimina-
La plupart des discri-
s élèves musulman-e-s

ement

Une grande partie des crimes
sont les victimes et qui
formes de discrimination
les traitements inégaux

On signale également de
des règlements scolaire
la religion par les élèves
couvre-chef ou un foulard
tions dans la cour.

Le représentant des parents
plainte concernant la situation
« Tout le monde admet
fait que personne ne doit
discriminer les filles qui
natation, les filles musulmanes
nues ou non. Et ce sont

Outre les écolières musulmanes qui portent un foulard, les garçons musulmans et ceux qui sont perçus comme tels sont particulièrement souvent victimes d'une discrimination multidimensionnelle à l'école, liée à leur genre ainsi qu'à leur origine ethnique et à leur religion. La discrimination liée au genre à l'égard des garçons s'exprime, entre

autres, par le fait que ceux-ci sont traités différemment dans la vie scolaire de tous les jours en raison de l'hypothèse stéréotypée et préjudiciable selon laquelle les hommes musulmans seraient plus agressifs. Soit ils sont les seuls à être punis pour le même (mauvais) comportement, soit ils sont punis plus sévèrement que les autres.

En collaboration avec des scientifiques de l'université Carl von Ossietzky d'Oldenburg et de l'université de Trèves, l'ADAS a mené une enquête auprès de jeunes musulman·e·s dans des communautés de fidèles de mosquées et lors d'événements de travail avec les jeunes musulman·e·s à Berlin entre 2019 et 2021. Les résultats de l'étude ont montré que les jeunes musulman·e·s sont souvent confronté·e·s à une atmosphère qui les fait se sentir exclu·e·s en raison de leur identité islamique. Par exemple, les commentaires négatifs sur l'islam font partie de la vie scolaire quotidienne dans de nombreuses écoles : plus de la moitié des jeunes (62 %) ont déclaré que des enseignant·e·s de leur école font des commentaires négatifs sur certaines religions. Les commentaires négatifs concernaient presque exclusivement (92 %) l'islam. En outre, il a été signalé que les expériences de discrimination font partie du quotidien des élèves musulman·e·s et, surtout, que les filles et les jeunes femmes qui sont reconnaissables comme musulmanes par leur foulard subissent des réactions négatives en raison de la visibilité de leur appartenance religieuse. La plupart des réactions négatives, par exemple sous forme de remarques désobligeantes et de stéréotypes, proviennent des enseignant·e·s.

Exemple : Un directeur a dit à une fille d'enlever son foulard et a demandé : « C'est la femme de ménage ou quoi ? »

Plus d'un tiers des jeunes musulman·e·s déclarent avoir subi des formes de discrimination directe, des insultes, des brimades et des agressions à l'école. La plupart des discriminations signalées sont le fait du personnel scolaire. En outre, les élèves musulman·e·s ont également fait état de traitements désavantageux en classe :

« La plupart des filles qui portaient un foulard ont reçu une note injuste ; on ne nous distingue pas les unes des autres. »

Ou :

« Tout était toujours expliqué aux élèves allemand·e·s individuellement pendant que nous étions souvent ignoré·e·s. »

Bonnes pratiques locales

« Une ville sûre et sécurisée doit aussi être une ville numérique sûre et sécurisée » – Lutte contre la haine en ligne (Malmö, Suède)

Nombre d'habitant·e·s : 351 749
Membre de l'ECCAR depuis : 2006

Contexte

Ce projet pilote se concentre sur les questions de sécurité et de sûreté dans l'environnement numérique, même s'il est impossible de séparer entièrement la vie en ligne et réelle à Malmö. Lorsque la ville est devenue membre du réseau Nordic Safe Cities au début de l'année 2020, aucune cartographie du « climat » numérique de Malmö n'était disponible. Les menaces et la haine touchent les gens en ligne et rares sont les villes qui disposent aujourd'hui d'une vue d'ensemble systématique de ce à quoi ressemble la vie en ligne au niveau municipal. Nous voulions quitter le stade des suppositions pour acquérir des connaissances.

Plateformes

Nous avons décidé de nous concentrer sur deux médias sociaux : Facebook (FB) et Flashback (une plateforme sociale nationale enracinée à l'extrême droite). Une carte numérique de Malmö a été créée pour Facebook (pages locales, médias, associations, etc. ; pages/groupes ouverts/publics seulement, environ 800 au total). Les conversations sur Flashback ont été analysées sur la base des débuts de fils de discussion contenant le mot « Malmö » (406).

Nous avons choisi Facebook car il s'agit toujours de la plateforme de médias sociaux la plus importante et la plus répandue en Suède (environ 70 % de la population l'utilisent). L'objectif de ce projet pilote était d'analyser les « rues et places numériques » où de nombreux habitants de Malmö se retrouvent et ne devraient pas être exposés à la haine/aux menaces/au racisme. Bien sûr, il existe des groupes (comme les groupes fermés de Facebook) où le ton est agressif et peut-être même haineux, mais y participer est un choix actif et personnel. Ce qui se passe dans les groupes fermés peut intéresser d'autres organisations, mais le travail de prévention de la municipalité se concentre plutôt sur les questions sociétales et la perspective situationnelle. Dans ce projet pilote, c'est ce qui est intéressant pour la ville de Malmö, et non les questions liées à la sécurité au niveau des services de renseignement ou les questions liées aux enquêtes criminelles.

Algorithme

L'algorithme linguistique est basé sur la langue suédoise et ne permet donc pas de détecter les propos haineux, racistes ou extrémistes dans d'autres langues. Les données ont été agrégées pour présenter une image globale de la situation ou du problème et aucune perception individuelle n'a été prise en compte. L'étude a été menée conformément au RGPD.

Méthodologie

Le Center mot våldsbejakande extremism (Centre suédois pour la prévention de l'extrémisme violent) a été invité en tant que partenaire national. Nordic Safe Cities a engagé deux entreprises technologiques danoises (Analyse & Tal et Common Consultancy) pour réaliser la cartographie numérique de Malmö et développer l'algorithme linguistique capable d'apprendre à identifier et à classer les discours de haine.

Il existe d'innombrables arguments concernant des lacunes ou considérations méthodologiques, mais le plus important est d'être transparent sur le plan méthodologique et de se limiter à une interprétation des résultats en fonction de ces considérations. D'un point de vue sociétal, cependant, il est important de disposer de mesures générales au niveau universel, avec une perspective très claire de non-nuisance.

Analyse

La première analyse a été présentée en mars 2020. Elle montre que Malmö a des problèmes de haine en ligne, que la haine et le racisme découlent de questions liées à la criminalité et à la migration, et qu'ils sont en principe entièrement dirigés contre les musulman-e-s et/ou les personnes originaires des pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (ou perçues comme telles). La haine a généralement pour origine la dénonciation d'injustices par des personnes perçues comme étant musulmanes ou originaires des pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient (ou d'autres personnes qui les défendent) (et est alors dirigée contre cette minorité ou ceux et celles qui la défendent). Sur FB, les discussions politiques locales provoquent également beaucoup de discours de haine. Sur environ 250 000 commentaires qui ont été classés et analysés, 0,1 % (FB) et 3,9 % (Flashback) entrent dans la catégorie « haine ».

Une analyse approfondie a été effectuée en dehors de l'initiative pilote, mais avec le même algorithme, lorsque le provocateur danois Rasmus Paludan a annoncé sa deuxième visite à Malmö en mai 2021 pour y réaliser son « Everybody draw Mohammed Day ». L'analyse numérique montre qu'il est possible, avec des moyens relativement simples, de franchir la « ligne de conflit » postulée, qui, dans sa vision du monde (polarisée), se situe entre la liberté d'expression et l'islam. Une bonne stratégie consiste à se tenir au centre et à tourner le dos à la haine en laissant place à une voix nuancée au milieu. Il s'agit d'une découverte fortuite : un acteur de la société civile a appelé les partis politiques et les autres acteurs de la société civile à « tourner le dos à la haine ». Mais nous avons pu constater que l'initiative a fait la différence.

Dans le cadre de l'enquête pilote, deux autres analyses seront effectuées. Toutefois, comme la première a déjà montré très clairement les problèmes liés aux opinions racistes islamophobes/antimusulmanes, un plan d'action a été élaboré et sera lancé dès que possible. Il est bien sûr important de poursuivre l'analyse, mais le groupe de pilotage du plan d'action estime que les résultats sont suffisamment éloquents pour lancer le plan d'action dès maintenant.

Leçons tirées

- ☑ La haine en ligne constitue un problème à part entière : une ville sûre et sécurisée doit également être une ville numérique sûre et sécurisée.
- ☑ Le harcèlement en ligne est lié à ce qui se passe à Malmö. La violence et les actes criminels conduisent à des « pics » de haine. Ces pics se produisent également lorsque des minorités s'opposent à une injustice (par ex., une discrimination), la haine étant alors dirigée contre la minorité concernée (ainsi que contre ceux et celles qui se trouvent de son « côté »).
- ☑ La haine en ligne identifiée dans l'initiative pilote était presque exclusivement du racisme islamophobe/antimusulman et était dirigée contre des musulman-e-s, ou des personnes perçues comme telles, et/ou originaires des pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient. Derrière la haine se cache le sentiment que la nationalité suédoise et la sécurité du pays font l'objet de menaces ou d'agressions.

des **organisations et nuancé ».**

sept et désescalade)

ions aux acteur-ric-e-s organisations, pour les que, à réduire la haine nsi que dans les lieux s présente, et enfin mériques modérées L'objectif est d'inciter été civile compétentes ligne, à oser tenter de rir les compétences açon préventive et érique. Les organisa-nvenues. La première e 2021. Voir égalementalmö »

age », chargée de polarisation du débat dans les situations de de la société civile.

gne d'Oslo des réu-modèle où les auto-acteurs de la société urité dans nos « rues re présentes là où se s publiques et la socié-est essentiel d'assigner s tout autre travail que

nous faisons : la police enquête et prévient la criminalité, la ville aide les individus sur des questions spécifiques mais aussi d'une manière générale en ce qui concerne les problèmes de la ville, corrige les erreurs factuelles et communique, tandis que

Analyse

Les trois grandes lignes du plan d'action :

① Renforcer la voix numérique parmi les organisations et construire un « centre numérique nuancé ».

Les modérés de Malmö (éducation, concept et désescalade)

En automne, nous proposons des formations aux acteur·rice·s de la société civile de Malmö et d'autres organisations, pour les aider à naviguer dans le monde numérique, à réduire la haine en ligne sur leurs propres plateformes ainsi que dans les lieux de la ville numérique où la haine est très présente, et enfin à créer un groupe avec plusieurs voix numériques modérées qui s'opposent à l'extrémisme en ligne. L'objectif est d'inciter les nombreuses organisations de la société civile compétentes présentes à Malmö à devenir actives en ligne, à oser tenter de créer une sécurité numérique et d'acquérir les compétences nécessaires pour intervenir en ligne de façon préventive et active en vue de garantir la sécurité numérique. Les organisations politiques y sont également les bienvenues. La première formation a eu lieu en ligne en novembre 2021. Voir également l'initiative de la société civile « Codex Malmö »

<https://www.kodexmalmo.com/>

② Mettre en place une « équipe de triage », chargée de prévenir, de contrer et de gérer la polarisation du débat numérique, tant à long terme que dans les situations de crise. Police, municipalité, acteurs de la société civile.

Malmö collabore en ligne

Nous avons organisé avec la police en ligne d'Oslo des réunions qui nous ont permis de trouver un modèle où les autorités de Malmö – municipalité, police et acteurs de la société civile – peuvent assurer ensemble la sécurité dans nos « rues numériques », engager un dialogue et être présentes là où se trouvent les citoyen·ne·s. Ici, les autorités publiques et la société civile doivent travailler ensemble. Il est essentiel d'assigner des rôles clairement définis, comme dans tout autre travail que nous faisons : la police enquête et prévient la criminalité, la ville aide les individus sur des questions spécifiques mais aussi d'une manière générale en ce qui concerne les problèmes de la ville, corrige les erreurs factuelles et communique, tandis que

la société civile peut montrer des chemins alternatifs, présenter des récits alternatifs et impliquer les habitant·e·s de Malmö dans leurs activités.

③ **Créer une démocratie locale sûre grâce à un climat de débat non polarisé et inclusif**

Une politique locale sûre et un climat de débat non polarisé et inclusif.

Les prises de position, déclarations et décisions politiques locales, ainsi que l'attention portée par les médias à la criminalité et à la violence suscitent beaucoup de haine.

La ville de Malmö soutient les partis politiques dans leur tentative d'identifier la haine, de s'en distancier activement et de créer ainsi une démocratie locale sûre avec un climat de débat non polarisé et inclusif. Cela comprend des discussions au niveau politique sur la façon dont tous les responsables politiques de Malmö peuvent assumer la responsabilité des conversations en ligne et sur leurs propres plateformes, y compris en aidant à prendre la tête de la défense d'une démocratie locale sûre à Malmö, à laquelle chacun·e peut participer. Ces discussions doivent soutenir et former les responsables politiques à un comportement en ligne sûr et à la manière de réagir lorsqu'elles et ils sont exposé·e·s à des menaces et à la haine.

4.5.3.2 **Observatorio de las discriminaciones (Barcelone, Espagne)**

L'Oficina por la No Discriminación (Office pour la non-discrimination, OND) de Barcelone existe depuis plus de vingt ans et regroupe une multitude d'organisations sociales qui s'efforcent de venir en aide aux groupes les plus vulnérables. Depuis 2017, le conseil municipal et de nombreuses organisations sociales se sont associés au Conseil du Servicio de Atención a las Víctimas de Discriminación (Service d'aide aux victimes de discrimination (SAVD en catalan), qui n'a cessé de se développer depuis et regroupe aujourd'hui 22 organisations sociales de la ville et l'OND. Il s'agit d'un espace de travail où les méthodologies et les connaissances sont partagées et où la collaboration est encouragée, avec pour objectif ultime d'offrir la meilleure assistance possible aux personnes touchées par la discrimination.

Un autre objectif essentiel est de sensibiliser aux types de discrimination observées dans la ville et d'améliorer la collecte de données, afin de pouvoir concevoir des stratégies qui s'attaquent à la racine du problème. C'est à cette fin qu'a été créé l'Observatorio de las discriminaciones Barcelona (Observatoire des discriminations de Barcelone)^{xx}. Il publie depuis 2018 un rapport annuel sur les travaux, les données et les réflexions de l'OND ainsi que du Conseil d'administration.

Le rapport associe analyse qualitative et quantitative, articulée autour de sept questions :

- ① Qui est victime de discrimination ?
- ② Qui discrimine ?
- ③ Où cette discrimination se produit-elle ?
- ④ Pour quelle raison ?
- ⑤ Quels sont les droits violés ?
- ⑥ Comment cette discrimination s'exprime-t-elle ?
- ⑦ Quelle est la réponse de l'OND et des organisations spécialisées à cette discrimination, et quels en sont les résultats ?

Les réponses que nous obtenons nous permettent de présenter et d'analyser les causes qui se cachent derrière les cas de discrimination dans la ville, qui ne sont que la partie visible de l'iceberg. Dans la plupart des cas, la discrimination est liée à des problèmes structurels profonds, tels que le racisme et la xénophobie, l'hostilité envers la communauté LGBTQI+ et la discrimination fondée sur le genre.

**La discrimination
dans les chiffres**

16 % des habitant-e-s de Barcelone ont été confronté-e-s à une situation discriminatoire dans leur quartier. Telle est la conclusion de l'Encuesta sobre Relaciones Vecinales y Convivencia en los Barrios (ECAMB, Enquête 2020 sur la coexistence et les relations de voisinage dans l'aire métropolitaine de Barcelone), qui montre les expériences de discrimination dans les quartiers de la ville, sur la base d'entretiens avec 5 437 personnes dans l'aire métropolitaine de Barcelone, dont 4 043 dans la ville de Barcelone, réalisés entre le 29 octobre et le 23 décembre 2020.

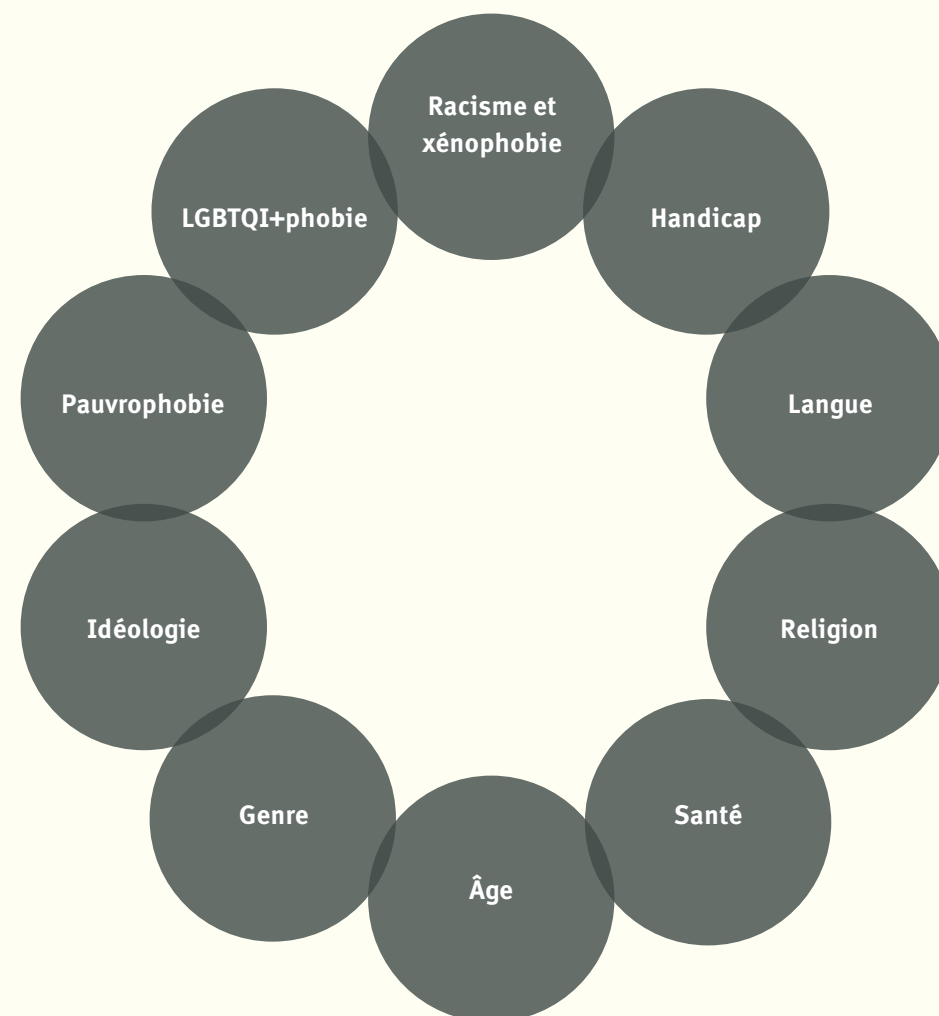
Toutefois, si l'on considère les cas de discrimination signalés à l'OND ou à une organisation membre du Conseil de la SAVD, les chiffres sont beaucoup plus faibles : dans le rapport 2020^{XXI}, 436 situations discriminatoires ont été signalées. La discrimination pour des motifs religieux a représenté 32 cas en 2020, soit 7,3 % du total et plus du double du chiffre de 2019 (14 cas). On peut constater également une nette prédominance de l'islamophobie dans les cas de discrimination avec 28 cas, contre deux cas d'antisémitisme et un cas lié à la christianophobie. Si nous nous concentrons sur la discrimination fondée sur la religion, le racisme et la xénophobie, nous constatons que dans 84 % des cas, ces motifs sont liés ; ce lien est particulièrement important dans les cas d'islamophobie, qui constituent la plupart des cas fondés des motifs religieux enregistrés par l'OND et le Conseil des organisations de la SAVD.

Dans 78 % des cas, les auteurs de la discrimination étaient des particuliers (53 %) ou des organisations et entreprises privées (25 %), tandis que la discrimination avait lieu principalement dans des lieux privés, la majorité dans des maisons, appartements et autres types de logements (7).

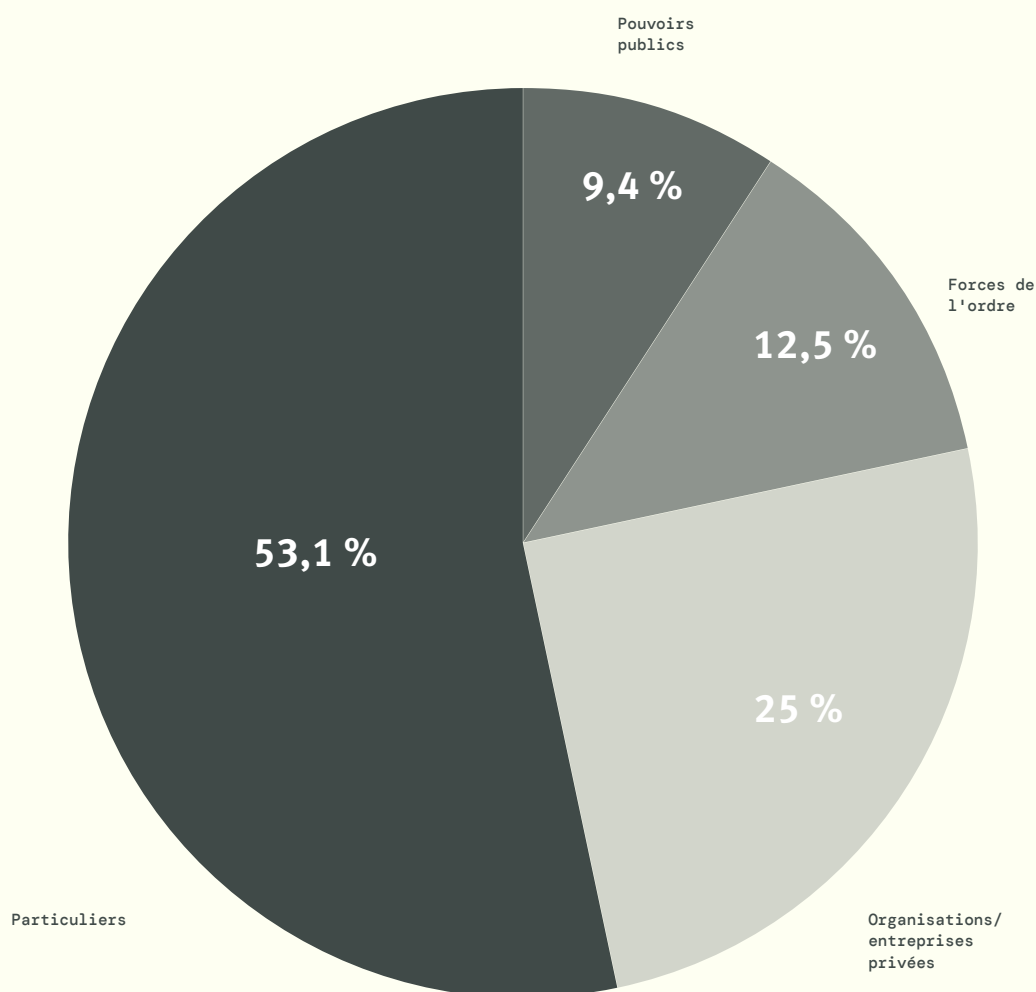
**La lutte contre
l'islamophobie
à Barcelone**

Avec son Plan municipal de lucha contra la Islamofobia (Plan municipal contre l'islamophobie), qui constitue un instrument très puissant et complet de lutte contre l'islamophobie, la ville de Barcelone fait figure de pionnière.^{XXII} En 2020, l'Observatori de la Islamofòbia a Catalunya (Observatoire de l'islamophobie en Catalogne, ODIC) a été créé avec un double objectif : centraliser tous les signalements des cas d'islamophobie sur le territoire catalan et soutenir leur dénonciation sociale et/ou judiciaire, tout en donnant de la visibilité au phénomène de l'islamophobie en Catalogne.

Types de discrimination



Qui discrimine ?



La stratégie de lancement a pris en compte plusieurs aspects. Tout d'abord, en direction des citoyen-ne-s, avec la mise en place du site web et de différentes ressources audiovisuelles qui expliquent le travail de l'Observatoire en sept langues (espagnol, catalan, arabe standard, ourdou, wolof, amazigh, anglais, français et darija). La création d'un réseau était également essentielle : l'ODIC a contacté de nombreuses structures sur le territoire catalan, y compris des entités islamiques (principalement des mosquées), des organisations de défense des droits de l'homme et des droits civiques, et des organisations concernées par la lutte contre la discrimination et le racisme, ainsi que les organes de l'administration publique concernés. Il a également renforcé sa collaboration avec les partenaires existants, tels que le conseil du Service d'assistance aux victimes de discrimination (SAVD), dirigé par le Bureau de la non-discrimination de Barcelone.

Cependant, la mise en œuvre n'a pas été facile. Tout d'abord, la création de l'ODIC a coïncidé avec la pandémie, qui a fortement entravé le travail de l'Observatoire. Un autre défi fondamental est celui des ressources économiques et humaines limitées, étant donné qu'il ne dispose que d'un seul employé (aucun poste à temps plein). La portée de l'Observatoire, censé couvrir l'ensemble du territoire catalan, est donc limitée. Un autre défi – qui s'applique également à d'autres types de discrimination documentés dans le rapport de l'Observatoire des discriminations de Barcelone – est la normalisation des attitudes islamophobes au quotidien, y compris en ce qui concerne les personnes qui en sont victimes.

Malgré ces difficultés, l'ODIC a publié l'année dernière son premier rapport annuel qui rassemble les plaintes reçues tout au long de l'année 2020.

Après une analyse rigoureuse des cas clairement liés à des motivations islamophobes (19 en Catalogne, onze à Barcelone), certaines conclusions précieuses ont pu être tirées du rapport :

➔ **L'islamophobie est toujours, d'une manière ou d'une autre, institutionnelle.** Le rapport distingue trois grandes catégories, basées sur les différents types de cas : les cas personnels, qui arrivent en tête avec 44 %, suivis des cas institutionnels avec 34 %, et des cas symboliques qui représentent 22 % des cas

analysés. Cependant, l'ODIC conclut que, bien que motivées par la volonté de nuire dans la mesure où l'expression de ces actes islamophobes implique l'existence d'une relation asymétrique entre l'agresseur et la personne affectée, la plupart des actions restent impunies. Par conséquent, une composante structurelle et institutionnelle claire peut être observée dans les schémas d'actes islamophobes.

→ **La dimension du genre est un vecteur d'explication clé.** La présence disproportionnée de cas impliquant des femmes musulmanes – ou perçues comme telles – dans les cas rapportés en 2020, en particulier lorsqu'ils se sont déroulés dans des espaces publics, indique clairement à quel point les femmes musulmanes sont, à tous les niveaux, l'objet de l'islamophobie.

Résultats positifs de l'ODIC

- Le projet a confirmé qu'il existe des personnes (musulmanes et non musulmanes) très engagées dans la défense des droits de l'homme dans la ville et dans la lutte contre l'islamophobie en particulier.
- Il est nécessaire de continuer à étendre et à renforcer le réseau pour améliorer sa portée. Au niveau de la communication, la création de contenus en différentes langues, en particulier celles des populations minoritaires, s'est avérée essentielle (les textes de lancement de l'Observatoire ont été publiés en espagnol, catalan, arabe standard, ourdou, wolof, amazigh, anglais, français et darija).
- Cette stratégie a permis d'atteindre de nombreuses communautés qui semblaient difficiles d'accès et qui ont montré une très bonne prédisposition à s'impliquer et à contribuer à la défense de ces droits.

Malgré tous les obstacles, l'ODIC est un organe fondamental pour la lutte contre l'islamophobie dans la ville (et dans le reste de la Catalogne), et a réussi jusqu'à présent à établir les bases pour le recensement des cas liés à l'islamophobie. Il est devenu une référence pour toutes les personnes touchées par l'islamophobie dans toutes ses manifestations, ainsi que pour les communautés et les entités qui s'occupent de ce problème structurel.

4.5.3.3

« BanHate » : la première application de signalement des discours de haine en Europe (Graz, Autriche)



L'Antidiskriminierungsstelle Steiermark (Bureau antidiscrimination de Styrie, ADS), situé à Graz, capitale de la région de Styrie, est une institution qui propose des conseils aux personnes qui se sentent discriminées, indépendamment de la protection légale. Face au nombre croissant de cas de discours de haine signalés, l'ADS a développé en 2017 sa première application mobile permettant de signaler les messages de haine de manière non bureaucratique et indépendante des plateformes (« BanHate »). L'application est disponible gratuitement (iOS-store, Google Play store). Les signalements sont examinés pour tout message provenant d'Autriche, tandis que les discours de haine sur les médias sociaux peuvent être signalés dans toutes les régions germanophones. Conseil par des spécialistes, promotion du courage civique, anonymat, réduction des obstacles bureaucratiques ainsi que signalement et enregistrement des discours et des crimes de haine constituent les fondements de l'application BanHate.

L'application permet de signaler les discours de haine en quelques clics seulement. Les signalements sont ensuite examinés par des juristes afin de déterminer si le contenu est passible de poursuites pénales, et, le cas échéant, ils sont transmis aux agences et autorités compétentes.

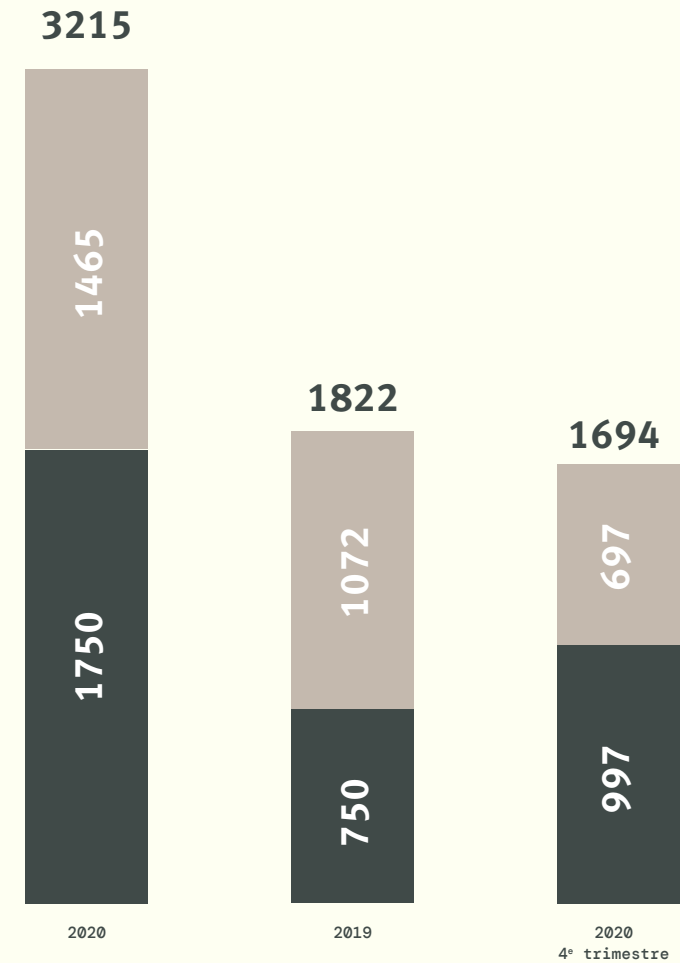
L'ADS se consacre également à la lutte contre les crimes de haine et coopère depuis 2014 avec la police de Graz, avec laquelle il a réalisé la première et seule étude autrichienne sur les crimes de haine. L'Autriche était critiquée au niveau international pour l'absence de collecte de données pertinentes.

Par conséquent, l'application BanHate a été étendue en mai 2020 pour permettre de signaler les crimes de haine. Il s'agit d'aider les personnes concernées et les témoins à surmonter les obstacles bureaucratiques lorsqu'ils signalent ces crimes, de fournir des conseils juridiques approfondis et de manière anonyme et d'encourager le courage civique des témoins.

L'ADS présente chaque année son « Online-Hassreport Österreich » (Rapport sur la haine en ligne en Autriche), qui comprend toutes les statistiques sur les signalements effectués via l'application BanHate et les tendances actuelles. Plus de 10 900 signalements ont été enregistrés depuis le lancement de l'application.

Statistiques pour 2020 et 2019^{XXIII}

Pour plus d'informations, consultez le site www.banhate.com



La recherche au service des politiques : les musulman·e·s et la discrimination sur le marché du travail (Rotterdam, Pays-Bas)



L'IDEM (Stedelijk expertisecentrum voor inclusie, discriminatie en (LHBTIQ+-)emancipatie) est le centre d'expertise de la ville de Rotterdam pour l'inclusion, la discrimination et l'émancipation (LGBTQI+). Nous nous engageons en faveur d'une société urbaine où il y a de la place pour tout le monde. Une société où chacun·e peut participer de manière égale et complète ne va pas de soi. Toutefois, pour construire une telle société, des organisations, des professionnel·le·s et des bénévoles basés à Rotterdam travaillent quotidiennement à diverses initiatives. Nous souhaitons renforcer ces initiatives en mettant en relation les organisations et les personnes et en veillant à ce que l'expertise et les connaissances locales soient disponibles et partagées. Pour cela, nous nous appuyons sur une équipe passionnée de professionnel·le·s chercheur·se·s, réseuteur·se·s et spécialistes. L'IDEM travaille à titre consultatif pour la municipalité de Rotterdam. Elle a été commandée par RADAR : vóór gelijke behandeling, tegen discriminatie, l'agence de l'administration municipale pour l'égalité de traitement et contre la discrimination de la municipalité de Rotterdam, et Stichting art.1, un centre d'expertise néerlandais sur la discrimination.

Recherche sur la discrimination des femmes musulmanes sur le marché du travail

L'un des projets de recherche menés par l'IDEM ces dernières années portait sur les expériences discriminatoires des femmes musulmanes sur le marché du travail à Rotterdam. L'IDEM a interrogé à cet effet un groupe de vingt femmes musulmanes qui travaillent à Rotterdam. L'enquête a montré que le groupe de femmes avait subi une discrimination sur le marché du travail pour plusieurs raisons. Elles ont dû faire face à des discriminations fondées sur leur identité religieuse, mais ont également été victimes de racisme et de sexisme. L'enquête a par conséquent utilisé une approche intersectionnelle, ce qui signifie que nous avons examiné différentes composantes identitaires telles que l'origine ethnique, la couleur de peau, le genre, le niveau d'éducation et le statut socio-économique. Nous avons pris cette décision en raison de l'influence mutuelle entre les intersections de ces axes identitaires, qui conduit à des expériences différentes.

Résultats

Les entretiens montrent que les femmes sont plus conscientes des expériences discriminatoires. Elles affirment avoir mieux reconnu la discrimination rétrospectivement et avoir maintenant le courage de la dénoncer. L'analyse montre que cela est principalement dû au discours actuel et aux mouvements politiques ciblant les groupes stigmatisés et au fait qu'elles ont désormais elles-mêmes une meilleure compréhension de la position sociale qui leur est assignée.

Il apparaît également que toutes les femmes interrogées sont confrontées aux préjugés et aux stéréotypes sur le lieu de travail, dans une mesure plus ou moins grande. Au fil des ans, il semble que l'on soit passé de formes de discrimination explicites à des formes plus implicites. Cela peut également s'expliquer en partie par le climat social qui ne laisse plus de place aux discours de haine explicites. Les préjugés et les stéréotypes sont ancrés dans des formes plus subtiles de violence discriminatoire, comme les micro-agressions.

Pour faire face à la discrimination, les femmes interrogées utilisent diverses stratégies d'adaptation, à la fois de manière consciente et inconsciente. Ces stratégies sont parfois utilisées de manière interchangeable, ou bien différentes stratégies sont utilisées selon les moments. Les stratégies de résistance sont plus souvent utilisées par les jeunes femmes. Ces femmes ont résisté à la discrimination, par exemple en répondant à

un commentaire et en ouvrant le dialogue, en utilisant l'humour, en donnant des explications sur l'ethnicité, l'islam et les femmes musulmanes. Nous avons également constaté une résistance concernant les mesures politiques et de gouvernance.

Enfin, les femmes musulmanes interrogées ont souvent déclaré que plus leur équipe ou leur département est diversifié, plus elles sont reconnues et plus elles ont le sentiment de pouvoir être elles-mêmes sur leur lieu de travail. Dans ce cas, la « diversité sur le lieu de travail » ne signifie pas que leurs collègues doivent nécessairement être d'autres femmes musulmanes – il peut aussi s'agir de personnes de couleur, ou ayant des origines religieuses, des identités sexuelles, des identités ethniques, des statuts socio-économiques différents, etc.

RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE

Les femmes musulmanes interrogées considèrent que la discrimination à l'encontre des musulman·e·s peut être combattue de deux manières différentes sur le plan structurel.

- Au niveau de la législation et de la politique, les agences et organisations en particulier ont une grande responsabilité dans la lutte contre la discrimination à l'égard des femmes musulmanes.
- La discrimination doit être combattue par des interventions. Cela inclut l'éducation et (la facilitation) des rencontres et du dialogue, en mettant l'accent sur la sensibilisation et l'élimination des préjugés et des stéréotypes.
- Les femmes que nous avons interrogées voulaient que leur voix soit (davantage) entendue. Des études comme celle-ci peuvent contribuer à mettre la discrimination à l'égard des femmes musulmanes à l'ordre du jour des responsables politiques.
- Le besoin de créer de nouvelles alliances est réel. Les non-musulmans doivent s'élever contre la discrimination antimusulmane et apporter leur soutien.

lieu de travail.

Enfin, les femmes musulmanes interrogées ont souvent déclaré que plus leur équipe ou leur département est diversifié, plus elles sont reconnues et plus elles ont le sentiment de pouvoir être elles-mêmes sur leur lieu de travail.

Compétence interculti- relle dans l'éducation

150

4.6.1

Voix de la jeunesse (Forum of European Muslim Youth and Student Organisa- tions - FEMYSO)

Le FEMYSO (Forum des organisations européennes de jeunes et d'étudiants musulmans) est un réseau paneuropéen de 33 organisations membres réparties dans 20 pays européens. Il est le porte-parole de la jeunesse musulmane en Europe et est régulièrement consulté sur les questions relatives aux jeunes musulman·e·s. La vision du FEMYSO est d'être le principal porte-parole des jeunes musulman·e·s européen·ne·s, d'en faire les acteur·rice·s de leur propre autonomisation et d'œuvrer à la construction d'une Europe diverse, unie et dynamique. La haine envers les musulman·e·s est profondément enracinée en Europe et a encore été exacerbée par le colonialisme, ce qui la rend d'autant plus complexe et difficile à repérer et à combattre. De ce point de vue, ce type de discrimination est l'un des plus complexes car il associe des éléments communs à d'autres formes de discrimination, telles que l'afrophobie, l'antisémitisme et l'antitsiganisme, avec des éléments de racisation étiquetant les musulman·e·s (de naissance ou convertis) comme des immigrant·e·s ou des étranger·ère·s. En outre, les données de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne sont essentielles pour comprendre une partie de la haine antimusulmane en Europe, non seulement en tant que problème ascendant mais aussi en tant que problème systémique descendant. Depuis 2012, l'agence a dénoncé « diverses jurisprudences et décisions internationales, européennes et nationales importantes, des décisions des organes de protection des

droits de l'homme de l'ONU, des rapports, des conclusions d'organismes et d'organisations de défense des droits de l'homme et de l'égalité concernant les crimes de haine, les discours de haine et la discrimination à l'encontre des musulman·e·s, ainsi que des enquêtes, rapports, études, données et statistiques pertinents sur ces questions ». Selon les Principes directeurs de l'OSCE à l'attention des éducateurs pour combattre l'intolérance et la discrimination à l'encontre des musulmans auxquels le FEMYSO a contribué, les élèves ressentent différents effets négatifs lorsqu'ils sont victimes de discrimination ou d'intolérance :

sentiment de dévalorisation

oppression intériorisée

désaffection pour les activités scolaires

incapacité de réaliser son potentiel

attirance pour les idées extrémistes qui prônent la violence

troubles de santé/dépression, et pensées suicidaires

abandon ou rejet de l'école

auto-ségrégation

RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE

- L'éducation doit viser à promouvoir la tolérance et la non-discrimination, ainsi qu'à élaborer des supports et outils pédagogiques pour lutter contre l'islamophobie, tels que des lignes directrices pour les enseignant·e·s et les éducateur·rice·s. Un exemple est l'initiative mise en œuvre par l'organisation italienne « Un ponte per », qui a développé le projet « Combatting the Structural Drivers of Anti-Muslim Hatred and Intolerance » en collaboration avec l'UE. L'un des objectifs était d'accroître la sensibilisation générale et la résilience de la population aux facteurs structurels par la diffusion d'informations et de plateformes en ligne. Une formation intitulée « L'islamophobie à l'école. Comprendre les déclencheurs, surmonter les stéréotypes, éviter les conflits et promouvoir les pratiques de cohésion sociale » a été dispensée par des expert·e·s en islamophobie et en discrimination aux enseignant·e·s du primaire et du secondaire. L'objectif premier était de mettre à leur disposition un outil d'auto-évaluation mais aussi de leur fournir un sujet à débattre avec leurs élèves. Cette formation de huit heures a été suivie par 150 enseignant·e·s.
- Programmes éducatifs destinés aux élèves dans le cadre des cours de sciences sociales ou d'instruction civique, traitant de l'islamophobie et de ses effets. Ils peuvent également faire partie des cours d'été ou être mis en place pour une première évaluation par les écoles. Il pourrait être utile d'offrir aux élèves des espaces où ils pourraient s'informer activement sur l'islamophobie.
- Formation sur les préjugés inconscients et les stéréotypes pour les conseiller·ère·s et psychologues scolaires afin de leur permettre d'aborder de manière adéquate les problèmes auxquels sont confronté·e·s les élèves musulman·e·s. S'assurer que le conseil et le soutien psychologique aux jeunes ne sont pas liés aux programmes gouvernementaux de prévention de l'extrémisme. La prise en charge des jeunes musulman·e·s victimes d'abus islamophobes est une question

locales

gue :
(Espagne)

arabe marocain
primaire et secondaire
vées. Le darija est la
marocaine de Terrassa,
é issue de l'immigra-
la population totale.

as la classe permet
gine marocaine, et
les élèves, la valeur
eur que même mon
rise une relation
e l'autre personne est
sa langue, sa culture,

sa religion, etc.), ce qui signifie en retour que cette personne vous accepte. Les enseignant·e·s nous ont raconté que leurs élèves étaient surpris et heureux de voir qu'elles ou ils savaient dire quelques mots dans leur langue et ont même proposé de

droits de l'homme de l'...
tions de défense des dr...
les discours de haine et...
enquêtes, rapports, étu...
Selon les Principes dire...
l'intolérance et la discr...
contribué, les élèves re...
crimination ou d'intolé

sentime

désaffection pour l

attiranc

trou

aba

sensible. Le fait que ces services soumettent les jeunes à un examen minutieux dans un cadre sécuritaire peut nuire à la santé mentale de la victime d'un abus islamophobe.

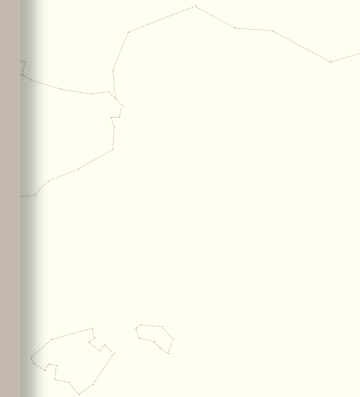
- Les politiques scolaires doivent protéger les victimes de harcèlement et de discours de haine. Les mesures préconisées doivent être pratiques, faciles à mettre en œuvre et leur succès doit être mesurable. Les établissements scolaires doivent nommer des responsables pour la lutte contre le racisme capables de surveiller et de traiter correctement les incidents islamophobes. Il est recommandé aux établissements scolaires de collaborer avec des organisations de jeunes musulman·e·s pour sensibiliser à l'islamophobie et à ses conséquences ou pour élaborer conjointement les politiques.
- Décolonisation des programmes scolaires : revoir les programmes de manière fonctionnelle pour démanteler la perspective orientaliste des manuels scolaires. Exemple : Une école en Italie a utilisé un récit inexact et islamophobe dans un livre d'histoire publié par le grand éditeur Mondadori, et a été dénoncée par l'universitaire musulmane Francesca Bocca, qui a ensuite été chargée de modifier et de mettre à jour le contenu. Les écoles doivent élaborer les programmes de manière adéquate, et les rédacteur·rice·s doivent collaborer avec des expert·e·s de l'islamophobie et de la haine à l'encontre des musulman·e·s afin de garantir que le contenu est exact et complet, et que les faits sont vérifiés. La représentation des universitaires musulman·e·s dans l'enseignement doit refléter l'inclusion dans les écoles.
- Respecter les engagements et les pratiques religieuses tels que la prière, les codes vestimentaires et les exigences alimentaires. Les écoles peuvent mettre en place des salles de silence où tou·te·s les élèves peuvent se rendre pour réfléchir et prier. De plus, il est important de promouvoir la tolérance envers les codes vestimentaires issus de la diversité religieuse (hijab, turban, kippa...) dans les espaces éducatifs. Les établissements scolaires doivent répondre aux besoins alimentaires de l'ensemble des élèves, en proposant des options halal, végétarienne, végétalienne et

cashier.

- Mise en œuvre de programmes nationaux d'études religieuses en collaboration avec la communauté religieuse concernée. L'exemple de la Finlande^{xxiv} montre comment, dans les contextes nationaux où les cours de religion sont obligatoires jusqu'à l'âge de 16 ans et où toutes les religions ont leur propre programme national élaboré par le ministère de l'éducation, l'inclusion est favorisée et les élèves peuvent préserver leur identité religieuse.

ocales

gue :
(Espagne)



arabe marocain
primaire et secondaire
vées. Le darija est la
narocaine de Terrassa,
é issue de l'immigra-
la population totale.

as la classe permet
gine marocaine, et
les élèves, la valeur
eur que même mon
rise une relation
e l'autre personne est
sa langue, sa culture,

sa religion, etc.), ce qui signifie en retour que cette personne vous accepte. Les enseignant·e·s nous ont raconté que leurs élèves étaient surpris et heureux de voir qu'elles ou ils savaient dire quelques mots dans leur langue et ont même proposé de

droits de l'homme de l'...
tions de défense des dr...
les discours de haine et...
enquêtes, rapports, étu...
Selon les Principes dire...
l'intolérance et la discr...
contribué, les élèves re...
crimination ou d'intolé

sentime

désaffection pour l

attiranc

trou

aba

4.6.2 Bonnes pratiques locales

4.6.2.1 Reconnaissance mutuelle grâce à la langue : cours d'arabe pour enseignant·e·s (Terrassa, Espagne)



Cours de langue dans une perspective antiraciste et interculturelle

La ville de Terrassa propose des cours d'arabe marocain (darija) aux enseignant·e·s des niveaux primaire et secondaire des écoles publiques, semi-privées et privées. Le darija est la langue la plus parlée par la population marocaine de Terrassa, qui constitue la plus grande communauté issue de l'immigration de la ville. Il est parlé par 6,01 % de la population totale.

Justification

Pouvoir dire quelques mots en darija dans la classe permet de reconnaître d'une part les élèves d'origine marocaine, et d'autre part, devant la classe et le reste des élèves, la valeur de cette langue (« elle a tellement de valeur que même mon professeur veut l'apprendre »). Cela favorise une relation d'empathie et crée des liens, de sorte que l'autre personne est acceptée dans sa globalité (sa personne, sa langue, sa culture, sa religion, etc.), ce qui signifie en retour que cette personne vous accepte. Les enseignant·e·s nous ont raconté que leurs élèves étaient surpris et heureux de voir qu'elles ou ils savaient dire quelques mots dans leur langue et ont même proposé de

pratiquer avec eux et de leur apprendre de nouveaux mots pour enrichir leur vocabulaire. De même, les enseignant·e·s ont reconnu que le cours leur avait également permis de se rapprocher des familles d'origine marocaine du centre éducatif.

Par ailleurs, les séances consacrées à l'antiracisme, à la perspective interculturelle et à la diversité religieuse permettent aux participant·e·s d'élargir leurs connaissances, de prendre conscience des oppressions et des privilèges, d'apprendre à identifier le racisme dans la classe (souvent invisible), de connaître les services offerts par l'association SOS Racisme (en accord avec le Conseil de Terrassa) aux victimes de racisme et d'adapter les pratiques éducatives pour les rendre plus inclusives, en tenant compte de la diversité (origine, religion, culture, etc.) des élèves de la classe. Comme il s'agissait d'un cours de darija, une attention particulière a été accordée aux études de cas relatives à la religion musulmane (par exemple, l'organisation d'activités ou d'examens pendant le ramadan) et à la lutte contre les idées préconçues et les stéréotypes concernant la population musulmane.

En outre, le cours fournit des informations sur le cadre juridique (la liberté religieuse en tant que droit fondamental, également reconnu dans la constitution espagnole ; Acuerdo de Cooperación del Estado con la Comisión Islámica de España, l'accord de 1992 portant sur la coopération de l'État espagnol avec la Commission islamique d'Espagne) et ses implications en milieu scolaire (liberté, droits et obligations), ainsi que divers supports et ressources pour aborder la diversité d'origine et/ou de croyance en classe.

Les retours des enseignant·e·s sur cette activité ont été très positifs, tant en ce qui concerne l'approche de la langue que les sujets socioculturels et religieux. Entre 2019 et 2021, nous avons proposé six sessions du cours d'initiation au darija et un cours de perfectionnement (106 participants au total), qui ont rencontré un grand succès auprès des enseignant·e·s de la ville. Pour le dernier trimestre 2022, deux cours d'initiation et un cours de perfectionnement sont prévus.

Contenu du cours

Le cours de langue comprend 16 heures réparties sur huit séances. Il est basé sur une approche essentiellement pratique, axée sur les compétences orales ainsi que l'apprentissage de l'alphabet arabe et des combinaisons de lettres pour permettre

Leçons tirées

- ☑ Allez au-delà de l'apprentissage strict de la langue. Pour nous, le succès du cours réside dans la combinaison de cours de langue avec une perspective interculturelle et les thèmes de l'antiracisme et de la diversité religieuse (avec différent·e·s intervenant·e·s professionnel·le·s) afin de sensibiliser les enseignant·e·s à ces questions. En outre, il est important de laisser de la place pour les doutes et les préoccupations (concernant les normes, la culture, la religion, les questions linguistiques, etc.) qui peuvent être discutés pendant le cours.
- ☑ Proposez des formations avec un nombre d'heures suffisant (nous avons accordé des crédits pour les cours de 15 heures et plus), accréditées par une institution (dans notre cas le Centre de ressources pédagogiques) et qui correspondent au curriculum de votre pays (en ce qui concerne les processus de sélection, les concours, etc.).
- ☑ Fixez un taux de présence minimum de 80 % pour l'obtention du certificat de formation.
- ☑ Renseignez-vous sur les meilleures dates et horaires pour organiser le cours (dans notre cas, nous avons demandé au Centre de ressources pédagogiques des conseils sur la période de l'année scolaire, le jour de la semaine et l'heure qui conviendraient le mieux).
- ☑ Si le nombre de participant·e·s le permet, il peut être intéressant d'organiser des groupes en fonction du niveau auquel ils ou elles enseignent (école maternelle, primaire ou secondaire), car leurs besoins (linguistiques) seront différents. Toutefois, si cela n'est pas possible, ce n'est pas non plus un problème (dans notre cas, les groupes étaient toujours mélangés) !

ement les noms et
s compétences pra-
formules de salutation,
possessifs, les parties
lié au centre éducatif, à
apté les contenus aux
·e·s, c'est-à-dire les
isant des modèles de
s d'interagir dans un
e théorie et d'exercices
ants professionnels,
nt consacrées à l'appli-
et antiraciste dans des
e présenter en classe

veau « initiation »
fectionnement » qui
rija, deux sur une
rsité religieuse, faisant
professionnel·le·s) et
r et de consolider les
ation ». Les partici-
cipation à condition
s. Le certificat est
gicos (Centre de Res-

aux enseignant·e·s de prononcer correctement les noms et prénoms de leurs élèves. Parmi les autres compétences pratiques enseignées, citons les différentes formules de salutation, les chiffres, les pronoms personnels et possessifs, les parties du corps, les couleurs et le vocabulaire lié au centre éducatif, à la famille, etc. Nous avons également adapté les contenus aux demandes exprimées par les participant·e·s, c'est-à-dire les enseignant·e·s, pendant le cours, en utilisant des modèles de communication qui permettent à tou·te·s d'interagir dans un contexte éducatif. Grâce à un mélange de théorie et d'exercices pratiques dirigés par différents intervenants professionnels, trois séances par session sont entièrement consacrées à l'application d'une perspective interculturelle et antiraciste dans des situations ou des activités qui peuvent se présenter en classe ou dans le centre éducatif.

Certification

Les enseignant·e·s qui ont terminé le niveau « initiation » peuvent continuer avec le cours de « perfectionnement » qui suit le même format (cinq séances de darija, deux sur une perspective antiraciste et une sur la diversité religieuse, faisant intervenir différent·e·s intervenant·e·s professionnel·le·s) et permet aux participant·e·s d'approfondir et de consolider les connaissances acquises au niveau « initiation ». Les participant·e·s obtiennent un certificat de participation à condition d'avoir assisté à au moins 80 % des cours. Le certificat est délivré par le Centro de Recursos Pedagógicos (Centre de Ressources Pédagogiques).

Contenu du cours

Le cours de langue comprend 16 heures réparties sur huit séances. Il est basé sur une approche essentiellement pratique, axée sur les compétences orales ainsi que l'apprentissage de l'alphabet arabe et des combinaisons de lettres pour permettre

4.6.2.2 Cours d'initiation au fait religieux pour collégien-ne-s (Göteborg, Suède)

Nombre d'habitant-e-s :
Membre de l'ECCAR depuis :

604 829
2019

Le projet « Under samma himmel » se base sur la Déclaration des droits de l'homme des Nations unies et vise à lutter contre toutes les formes d'oppression, à favoriser une meilleure compréhension de la diversité humaine à long terme, ainsi qu'à développer les relations interpersonnelles entre les élèves âgé-e-s de 13 à 16 ans.

Pendant les cours proposés dans le cadre du projet, les élèves rencontreront de jeunes adultes issu-e-s de différents milieux religieux. Ces rencontres leur donneront l'occasion de réfléchir à ce qui les sépare ou les unit aux autres, et à la manière dont elles et ils peuvent créer des relations positives et devenir des adultes matures qui assument la responsabilité les un-e-s des autres.

Un cours comprend 15 séances de 60 à 80 minutes, qui peuvent être intégrées dans l'emploi du temps régulier. Le cours est conçu pour toutes les écoles, que la majorité des élèves y soit religieuse ou laïque.

Objectifs du cours

- Soutenir les élèves dans leur processus individuel de construction identitaire
- Aider les classes à développer une communauté plus inclusive et amicale

Leçons tirées

- ☑ Il n'y a pas de solution miracle, il s'agit de tenir bon sur la durée pour faire la différence. Soyez patient-e !
- ☑ Il est important d'avoir une structure claire pour les cours, mais aussi d'être suffisamment flexible pour pouvoir répondre aux besoins individuels de l'établissement ou de la classe. Vous devez être capable de réagir à ce qui se passe en classe.
- ☑ Les modèles de rôle des pairs sont importants. Il est important que les conteurs et les conteuses soient jeunes afin de toucher leurs pairs.

« Je n'ai peut-être pas appris beaucoup de faits sur la religion, mais j'ai en tout cas appris à mieux comprendre les gens. Je pense que tout le monde a besoin de rencontrer les autres pour voir qu'eux aussi sont des gens bien. »

ces compétences so-
eux collaborer avec
ents
ne plus grande curiosi-
n et une plus grande
tives et des modes de

connaissances, à
ux comprendre les
e
es liens entre le cours
droits de l'homme
n relative aux droits de
e l'école, l'actualité, et
aux

és au total dans six
ur-riche, il faut prati-
s structures établies
religieuse liée à cette
ec les communautés
ce-s/jeunes leaders.
e formation pour de-
ur-se-s ». Il existe éga-
pour continuer après
indre un équilibre
qui sont représentées
à l'issue de la forma-
immédiat ; elle dépend
ons représentées.

positives.
rticipé au cours :

pour pouvoir rencontrer
pourquoi les gens sont
... »

Objectifs du cours

- Soutenir les élèves dans leur processus individuel de construction identitaire
- Aider les classes à développer une communauté plus inclusive et amicale

- Aider les élèves à développer des compétences sociales qui leur permettent de mieux collaborer avec des personnes de groupes différents
- Aider les élèves à développer une plus grande curiosité, une meilleure compréhension et une plus grande tolérance à l'égard des perspectives et des modes de vie différents des autres
- Aider les élèves à étendre leurs connaissances, à approfondir leurs idées et à mieux comprendre les concepts de religion et de culture
- Aider les élèves à comprendre les liens entre le cours et la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations unies, la Convention relative aux droits de l'enfant, ainsi que les valeurs de l'école, l'actualité, et les événements locaux et mondiaux

À l'été 2022, 25 cours avaient été organisés au total dans six écoles différentes. Pour devenir formateur·rice, il faut pratiquer une religion et être actif·ve dans des structures établies telles qu'une ONG ou une communauté religieuse liée à cette religion. Le projet a souvent collaboré avec les communautés religieuses pour trouver des formateur·rice·s/jeunes leaders. Tou·te·s les instructeur·rice·s suivent une formation pour devenir ce que le projet appelle des « conteur·se·s ». Il existe également des formations complémentaires pour continuer après la formation initiale. Le projet vise à atteindre un équilibre concernant, entre autres, les religions qui sont représentées parmi les formateur·rice·s. L'affectation à l'issue de la formation n'est en aucun cas garantie dans l'immédiat ; elle dépend de la demande et de l'équilibre des religions représentées.

Au fil des ans, les réactions ont été très positives. Voici deux citations d'élèves qui ont participé au cours :

« Je pense que tous les élèves devraient pouvoir rencontrer des conteurs. Maintenant je comprends pourquoi les gens sont religieux. Je ne l'avais pas compris avant. »

« Je n'ai peut-être pas appris beaucoup de faits sur la religion, mais j'ai en tout cas appris à mieux comprendre les gens. Je pense que tout le monde a besoin de rencontrer les autres pour voir qu'eux aussi sont des gens bien. »

Je pense que tous les élèves devraient pouvoir rencontrer des conteurs. Maintenant je comprends pourquoi les gens sont religieux. Je ne l'avais pas compris avant.

(Participant au cours anonyme)

4.6.2.3

Coopération entre juifs et musulmans pour le dialogue interreligieux (Malmö, Suède)

Amanah a reçu le prix de la ville de Malmö pour les droits de l'homme en 2019 pour sa contribution à une meilleure connaissance et à la compréhension entre les personnes. Le travail de l'association repose sur une collaboration interconfessionnelle dans laquelle l'imam Salahuddin Barakat et le rabbin Moshe-David HaCohen jouent un rôle central.

Avec son prix pour les droits de l'homme 2019, la ville de Malmö veut soutenir la lutte contre la discrimination et promouvoir la démocratie et les droits humains. Cette récompense vise à attirer l'attention sur une personne qui a fait la différence dans le domaine des droits humains à Malmö. Il peut s'agir, par exemple, de la promotion de la lutte contre la discrimination, de l'égalité entre les genres, des droits de l'enfant, de la lutte contre l'exclusion et de l'approfondissement des connaissances sur la manière dont les droits humains peuvent être mis en pratique.

Amanah est un projet de coopération entre juifs et musulmans dont l'objectif est d'instaurer la confiance entre ces deux communautés en Suède, ainsi que d'améliorer la compréhension de la religion, des traditions et de la culture juives et musulmanes au sein de la population majoritaire.

Financement municipal

Le conseil municipal finance l'initiative depuis 2016. En juin 2019, l'association Amanah a reçu des subventions pour 2019, 2020, 2021 et 2022 à hauteur de 35 800 EUR par an. Le conseil municipal a également décidé qu'Amanah soumettrait au bureau de la ville un rapport annuel concernant l'appel à des fonds supplémentaires.

Spécial ramadan

Recommandations de politique générale de l'ECCAR

Au début du mois d'avril, de nombreux·ses citoyen·ne·s musulman·e·s d'Europe ont entamé leur jeûne de 30 jours à l'occasion du mois islamique du ramadan. Le ramadan et le jeûne durant cette période sont considérés comme très importants dans l'islam, car ils constituent l'un des cinq piliers de la foi. La règle générale est qu'une personne qui jeûne s'abstient de manger et de boire entre l'aube et le coucher du soleil. Cependant, la période de jeûne de 30 jours ne se limite pas à l'abstinence de plaisirs corporels, c'est aussi un temps important d'introspection, de travail d'amélioration de soi et de discipline spirituelle. Le mois s'achève par les trois jours de festivités de l'Aïd el-Fitr.

Les connaissances sur le ramadan et sur la façon dont les personnes musulmanes gèrent leur quotidien pendant le jeûne sont limitées chez les non-musulmans. De nombreux·ses musulman·e·s font l'objet de jugements sur leur décision de jeûner, car il est considéré trop « extrême » de « ne même pas boire d'eau », ou bien elles et ils sont victimes de micro-agressions sous la forme d'incitations telles que « prends juste une gorgée, Dieu ne peut pas te voir ici ». En 2022, le groupe de citoyens PEGIDA Pays-Bas, qui défend des opinions politiques racistes et hostiles aux musulmans, a annoncé qu'il organiserait par provocation des barbecues avec « rôtissage de porc » devant des mosquées néerlandaises pendant le ramadan. Comme toute désinformation, cela peut entraîner des tensions et, dans le pire des cas, des restrictions de la liberté de religion. Par exemple, dans les écoles, les enseignant·e· craignent que le fait de jeûner empêche les élèves musulman·e·s de se concentrer sur leurs études et en viennent à interdire aux élèves de jeûner. Le pire est que ces règles sont établies sans vraiment écouter les personnes concernées. Chaque personne réagit différemment au jeûne et prend son temps pour s'adapter à ce nouveau rythme. Dans la foi islamique, il n'y a aucune

obligation pour une personne de jeûner si cela entraîne des problèmes de santé. Pour celles et ceux qui veulent exercer leur liberté religieuse en adhérant à cette pratique spirituelle, les interdictions imposées peuvent causer plus de tort moral que la « sauvegarde » leur bien-être.

Il est important de rappeler que le jeûne en tant que pratique religieuse n'est pas seulement observé par les musulman·e·s. De nombreuses Églises chrétiennes prescrivent des jeûnes d'une manière ou d'une autre. Les orthodoxes, par exemple, observent un jeûne de 40 jours lors du Grand Carême et s'abstiennent de consommer certains aliments. La religion juive a pour Yom Kippour des règles similaires au jeûne islamique. En outre, de nombreuses personnes pratiquent le jeûne selon différentes méthodes pour en retirer des bénéfices pour la santé, sans être motivées par une vision religieuse du monde. Le jeûne étant une pratique qui relie des personnes d'horizons différents, le ramadan offre une excellente occasion de favoriser les échanges interconfessionnels, de renforcer la culture religieuse et d'établir de meilleures relations civiques.

En qualité d'employeuses, d'entrepreneuses, de prestataires de services et de créatrices d'espaces urbains démocratiques, les villes qui s'engagent à faire de la lutte contre le racisme et de l'inclusion les piliers de leur administration locale peuvent utiliser le ramadan pour lutter contre le racisme antimusulman et renforcer la cohésion sociale. Certaines villes membres de l'ECCAR, telles que Malmö et Göteborg, mettent déjà en œuvre de bonnes pratiques en matière de dialogue interconfessionnel et d'éducation civique en organisant chaque année, en collaboration avec la communauté musulmane locale, une fête de l'Aïd ouverte à tous, quelle que soit leur origine. Courtrai, en Belgique, a organisé un dîner de rupture du jeûne avec la communauté musulmane locale.

Bien qu'il existe de nombreux moyens d'action possibles, le groupe de travail contre le racisme antimusulman de l'ECCAR recommande les mesures suivantes en signe de soutien aux communautés musulmanes durant ce mois :

RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE

- Organiser des tables rondes ou d'autres programmes d'éducation civique avec des acteurs religieux et non religieux de la société civile sur le thème du jeûne.
- Organiser un dîner de rupture du jeûne pour toute la population, en coopération avec la communauté musulmane locale.
- Soutenir la communauté musulmane locale pour l'organisation des festivités de l'Aïd el-Fitr et contribuer à un programme culturel dans le cadre de cet événement.
- Veiller à ce que les services administratifs des institutions de la ville possèdent suffisamment de connaissances religieuses pour avoir conscience des sensibilités des collègues, pairs et étudiant·e·s musulman·e·s qui observent le jeûne du ramadan.
- Faire publier des salutations officielles par le ou la maire de la ville et d'autres représentant·e·s.
- Veiller à ce que les autorités policières locales soient sensibilisées au ramadan et puissent reconnaître les éventuels crimes de haine qui visent la communauté musulmane pour l'intimider et l'empêcher de pratiquer sa religion.
- Communiquer avec les mosquées locales sur leurs éventuels problèmes de sécurité pendant le ramadan et, si nécessaire, renforcer le lien entre elles et la police locale.

est la ation repas ne

(pour tous) est une fête
ées consécutives et qui
yen·ne·s de Göteborg.
apprécié qui attire un
e avec des activités
t les adultes, où l'on
s proches et d'autres
joie. C'est enfin un
les quartiers de la ville

programme culturel
orme et de lieu de
ction de religion, de
o citoyens y participent
e se sentir en sécurité
r y célébrer l'une des

fêtes les plus importantes dans le cadre d'une structure culturelle bien établie présente des aspects positifs inestimables au niveau individuel ainsi que pour les familles, le groupe et, par extension, pour la société.

obligation pour une pe
celles et ceux qui veule
rituelle, les interdiction
» leur bien-être.

Il est important de r
seulement observé par
des jeûnes d'une maniè
jeûne de 40 jours lors d
ments. La religion juive
En outre, de nombreux
pour en retirer des béné
du monde. Le jeûne éta
ramadan offre une exce
renforcer la culture reli

En qualité d'employ
trices d'espaces urbains
le racisme et de l'inclus
ramadan pour lutter co
Certaines villes membr
œuvre de bonnes pratic
civique en organisant c
locale, une fête de l'Aïd
a organisé un dîner de :

Bien qu'il existe de r
le racisme antimusulm
soutien aux communit

4.7.2 Le jeûne de l'un est la fête de tous : célébration publique de l'Aïd et repas de rupture du jeûne

4.7.2.1

Göteborg, Suède

« Eid-firande för alla » (La fête de l'Aïd pour tous) est une fête culturelle qui a lieu depuis quatorze années consécutives et qui est désormais une tradition pour les citoyen·ne·s de Göteborg.

C'est aujourd'hui un évènement très apprécié qui attire un public nombreux. C'est une fête familiale avec des activités culturelles pour les enfants, les jeunes et les adultes, où l'on se crée des souvenirs pour la vie avec ses proches et d'autres participant·e·s dans une atmosphère de joie. C'est enfin un lieu de rencontre où les familles de tous les quartiers de la ville peuvent se retrouver et faire la fête.

« Eid-firande för alla » fait partie du programme culturel multiforme de la ville. Elle sert de plateforme et de lieu de rencontre pour les personnes sans distinction de religion, de culture, d'ethnie ou d'âge. Plus de 20 000 citoyens y participent et partagent le plaisir de la fête. Le fait de se sentir en sécurité et bien accueilli à Göteborg et de pouvoir y célébrer l'une des fêtes les plus importantes dans le cadre d'une structure culturelle bien établie présente des aspects positifs inestimables au niveau individuel ainsi que pour les familles, le groupe et, par extension, pour la société.

Le bonheur que nos jeunes participant-e-s ont éprouvé lors de cette fête au fil des ans est inestimable et a façonné leur relation avec la ville. Elles et ils se sentent mieux inclus-e-s et plus visibles, notamment dans le programme culturel offert par la ville. L'organisateur souhaite rendre les minorités actrices de leur propre autonomisation et offrir un évènement de qualité. Pouvoir célébrer ce festival dans l'un des plus beaux espaces de la ville a une signification très forte pour les participant-e-s. Au cours des trois dernières années, l'organisateur a travaillé activement avec des partenaires tels que la Croix-Rouge et Save the Children pour associer à la fête les nouveaux·lles arrivant-e-s, les demandeur-se-s d'asile et les mineur-e-s non accompagné-e-s. Pour ces personnes, les célébrations de l'Aïd revêtent une grande importance et nos équipes ont reçu de nombreux remerciements chaleureux de la part des personnes nouvellement arrivées. Au cours de ces quatre années, 3 000 nouveaux·lles arrivant-e-s, demandeur-se-s d'asile et mineur-e-s non accompagné-e-s ont assisté à la fête.

Malmö, Suède (Ibn Rushd Studieförbund)

Ibn Rushd Studieförbund (Association Ibn Rushd pour l'éducation) se veut une ressource d'éducation des adultes à l'avant-garde du développement social qui se concentre sur la foi, les droits fondamentaux et la diversité. Il s'agit d'une organisation bénévole, indépendante des partis politiques. Ibn Rushd organise des cours et des activités culturelles dans le cadre d'une éducation gratuite pour adultes gérée par des bénévoles. L'association s'appuie sur les valeurs musulmanes pour promouvoir la justice, exprimer la solidarité, sauvegarder la liberté humaine, affirmer la diversité, proposer des conseils et favoriser les rencontres.

Nous estimons qu'il est utile de créer des réseaux au sein de la société civile avec les autorités et d'autres parties intéressées afin de pouvoir contribuer à l'amélioration de la société. Ibn Rushd est ouvert à tous et propose des activités dans toute la Suède. Nous voulons œuvrer en faveur de la sauvegarde de la démocratie et des droits de l'homme. Nous travaillons acti-

vement à renforcer l'identité suédo-musulmane. En collaboration avec nos organisations membres, nous proposons des cours pour adultes et participons à des débats de société, nous produisons des supports d'apprentissage et offrons un large éventail de séminaires, de cercles d'étude et d'évènements culturels.

L'Association Ibn Rushd pour l'éducation soutient activement les gens et leur permet de créer eux-mêmes des organisations et des associations. Les groupes particulièrement marginalisés se trouvent renforcés par les possibilités qui leur sont offertes par l'organisation. Dans le cadre de notre mission démocratique, nous soutenons nos associations et nos participant-e-s par le biais de l'éducation, du financement et de l'accompagnement afin de faciliter la participation active à la société et l'organisation des groupes particulièrement marginalisés.

Ibn Rushd est l'une des dix associations d'études en Suède qui reçoit un financement de l'État pour les organisations d'éducation des adultes. Nous existons depuis 2008 et, en tant qu'association d'études indépendante, sommes habilités à recevoir des aides publiques. Depuis, nous avons développé nos activités d'éducation à destination des adultes avec nos organisations membres.

La fête de l'Aïd est organisée régulièrement par l'Association Ibn Rushd pour l'éducation depuis 2011 et le nombre de visiteurs a augmenté au fil des ans. Après avoir dû annuler l'édition 2020, nous avons opté en 2021 pour l'organisation d'une fête en ligne. Pour 2022, l'organisateur prévoit une fête dans le parc Folkets. En 2019, 13 000 personnes ont assisté à la fête, et l'organisateur espère des chiffres au moins équivalents pour l'édition 2022.

L'organisateur souligne l'importance de rendre visible les différentes identités minoritaires dans un environnement officiel et dans un contexte positif afin de renforcer l'intégration et le sentiment d'appartenance par le biais de célébrations publiques ouvertes à tous.

Ces dernières années, la ville de Malmö a co-financé la fête en partie. Sur le plan organisationnel, toutes ces festivités sont directement financées et soutenues par le bureau du maire de la ville et sont gérées en collaboration avec un comité d'organisation. Ce dernier est composé d'un large éventail de groupes concernés. Leur concept est basé sur l'égalité de foi

pour souligner que tou-te-s les citoyen-ne-s ont le droit de développer leur identité spirituelle et religieuse et de faire partie intégrante de la société. Le développement du festival depuis sa première année (2011) montre comment de tels programmes attirent de plus en plus de personnes et augmentent la visibilité de la diversité de la communauté musulmane de Malmö.

2021

Repères chronologiques

Organisation de la fête sous forme numérique très réduite via les médias sociaux/Facebook. Collaboration avec la ville de Göteborg, qui organise chaque année un programme similaire pour l'Aïd. Le jour de l'Aïd, notre programme « La fête de l'Aïd pour tous » a été visionné plus de 10 000 fois.

2019

La fête dans le parc Folkets accueille environ 13 000 personnes. 20 associations/exposants représentent environ 30 ethnies. La fête a fait l'objet d'une promotion nationale via un site web, sur les écrans géants de la ville de Malmö et dans plusieurs journaux en ligne en langue arabe.

2011

La première fête de l'Aïd est organisée au Rosengårdscentrum avec entre 750 et 1 000 visiteurs. Cinq associations/exposants représentent un petit nombre d'ethnies.

4.7.2.3

Rompre le jeûne, bâtir des ponts (Louvain, Belgique)



De nombreuses collectivités locales sont à la recherche d'idées pour s'engager auprès de la communauté musulmane de leur ville. Par conséquent, elles soutiennent les activités et les événements qui améliorent la visibilité de la communauté musulmane et de son patrimoine culturel et religieux. Cette démarche a des mérites évidents, car elle facilite les contacts et le dialogue interculturels, et elle s'attaque à l'ignorance (qui est un terrain propice à toutes sortes de suppositions négatives et fausses) à propos de l'islam et de la communauté musulmane.

Elle témoigne également des valeurs fondamentales de l'islam et de la communauté musulmane : solidarité, sentiment d'appartenance, ouverture.

Si l'on examine ces initiatives (dont la plupart s'articulent autour du mois sacré du ramadan) d'un œil critique, on peut toutefois dire qu'elles n'atteignent pas entièrement leur but. Ces événements mettent en effet l'accent sur les rituels religieux musulmans en les exotisant. Ils soulignent les différences entre personnes musulmanes et non musulmanes de manière stéréotypée et contribuent à l'altérisation en se concentrant sur la question de savoir ce qui les différencie les uns des autres. Or de tels événements renforcent l'idée stéréotypée selon laquelle la vie quotidienne des musulman·e·s ne concerne que les rites religieux et spirituels et se concentre ainsi uniquement sur des « comportements irrationnels » inspirés par l'islam. S'il est vrai que les rites religieux occupent une place importante dans la religion musulmane, l'islam et les mondes de la vie des musulman·e·s ne se limitent pas à

cela. Ne pas élargir le champ de ces activités de manière à y inclure de nombreux autres aspects de l'islam, dont certains sont même inconnus de nombreuses personnes musulmanes elles-mêmes, revient à passer à côté d'une occasion importante.

La ville de Louvain a soutenu l'organisation d'un repas de rupture collective du jeûne pendant le mois de ramadan par les mosquées de la ville. Cet événement a été organisé par les mosquées, en collaboration avec des organisations de santé, des organisations interculturelles et le conseil municipal. Avant la rupture du jeûne, des tables rondes ont permis de discuter plusieurs aspects de l'islam. Une table a traité de l'islam en lui-même (Que signifie l'islam pour les musulman·e·s ? Quelles sont les fondements de la foi ? Quelle est la pratique quotidienne ? Comment est gérée une mosquée ?). Une deuxième et une troisième table ont traité de la santé au regard de l'islam. La première était consacrée à cette thématique d'un point de vue général (Quels sont les enseignements de l'islam sur la santé ? Comment cela se traduit-il dans la médecine moderne ? Quels sont les apports mutuels ?). La dernière table ronde était animée par une femme musulmane ayant survécu à un cancer, qui a parlé de sa maladie, de la force qu'elle a trouvée dans ses convictions religieuses et du soutien qu'elle a ressenti au sein de la communauté musulmane. Le thème de la santé était extrêmement pertinent puisque cet événement était l'un des premiers rassemblements publics après la difficile période du confinement et des restrictions liées au coronavirus.

En abordant ce sujet dans le cadre d'un événement inter-religieux et interculturel, les discussions ont surtout évité les approches stéréotypées de l'islam. Elles ont montré que les musulman·e·s ont les mêmes préoccupations que le reste de la société et ne vivent pas en vase clos, à l'écart sur une planète lointaine. Elles ont également montré que l'islam possède un côté intellectuel qui a beaucoup à dire sur de nombreuses questions, au-delà des rites religieux et de la spiritualité. Cette approche a permis de garantir une véritable égalité entre tous les participant·e·s, quelles que soient leurs origines. Elle a donné aux personnes musulmanes la possibilité de présenter leur religion dans toute sa diversité. À l'avenir, notre ambition est de continuer à montrer la multidimensionnalité de l'islam et de faire en sorte que ses idées enrichissent le débat public sur de nombreux sujets d'actualité.

S'il est vrai que les rites religieux occupent une place importante dans la religion musulmane, l'islam et les mondes de la vie des musulman·e·s ne se limitent pas à cela.



5

Coordonnées
des contributeur·rice·s

Contributions des villes de l'ECCAR

Ville membre de l'ECCAR	Adresse	Auteur-e de la contribution
Barcelone (Espagne)	Direcció de Serveis de Drets de Ciutadania Passeig de Sant Joan, 75, 7a planta exterior 08009 Barcelona Espagne	dretsciutadania@bcn.cat
Berlin (Allemagne) Stanislawa Paulus	Senatsverwaltung für Justiz, Vielfalt und Antidiskriminierung Salzburger Straße 21-25 10825 Berlin Allemagne	poststelle@senjustva.berlin.de Stanislawa.Paulus@senjustva.berlin.de
Bologna (Italie)	U.I. Diritti, cooperazione e nuove cittadinanze Piazza Maggiore, 6 40124 Bologna Italie	cooperazionediritti@comune.bologna.it
Chemnitz (Allemagne) Ines Vorsatz	Stadtverwaltung Chemnitz Dezernat 3 Geschäftsstelle Kommunale Prävention Düsseldorfer Platz 1 09111 Chemnitz Allemagne	kriminalpraevention@stadt-chemnitz.de Ines.Vorsatz@stadt-chemnitz.de

Courtrai (Belgique)	Dienst Welzijn Grote Markt 54 8500 Kortrijk Belgique	welzijnsdienst@kortrijk.be
Göteborg (Suède) Anna Thomasson	Göteborgs stad Stadledningskontoret Gustav Adolfs Torg 4 404 82 Göteborg Suède	stadsledningskontoret@stadshuset.goteborg.se anna.thomasson@stadshuset.goteborg.se
Graz (Autriche) Daniela Grabovac	Antidiskriminierungsstelle Steiermark Andritzer Reichsstraße 38 8045 Graz Autriche	buero@antidiskriminierungsstelle.steiermark.at grabovac@adss.at
Heidelberg (Allemagne)	Stadt Heidelberg Amt für Chancengleichheit Bergheimer Straße 69 69115 Heidelberg Allemagne	chancengleichheit@heidelberg.de
Karlsruhe (Allemagne) Christoph Rapp	Stadt Karlsruhe Kulturamt Kulturbüro Fachbereich 2 Karl-Friedrich-Straße 14 – 18 76133 Karlsruhe Allemagne	christoph.Rapp@kultur.karlsruhe.de
Leipzig (Allemagne)	Stadt Leipzig Referat für Migration und Integration 04092 Leipzig Allemagne	migration.integration@leipzig.de
Louvain (Belgique) Yassin Elattar	Afdeling diversiteit en gelijke kansen Stad Leuven Diestsesteenweg 104F 3000 Leuven Belgique	diversiteit@leuven.be yassin.elattar@leuven.be

Malmö (Suède)	Malmö Stad August Palms plats 1 SE-20580 Malmö Suède	malmostad@malmo.se
Malin Martelius		malin.martelius@malmo.se
Jeppe Albers		jeppe@nordicsafecities.org
Andreas Hasslert		andreas.hasslert@ibnrushd.se
Malin Noven		malin.noven@ibnrushd.se
Rotterdam (Pays-Bas)	Team Inclusief Samenleven Afdeling Publieke Gezondheid, Welzijn & Zorg Gemeente Rotterdam Halvemaanpassage 90 3000LP Rotterdam Pays-Bas	
Terrassa (Espagne)	Servei de Ciutadania (Ajuntament de Terrassa) Crt. de Montcada, 596 08223 Terrassa Espagne	ciutadania@terrassa.cat
Sandra Astudillo		sandra.astudillo@terrassa.cat
Toulouse (France)	Mission égalité diversité de la Mairie de Toulouse 38, rue d'Aubuisson 31000 Toulouse France	mission.egalite@mairie-toulouse.fr
Serge Dolcemascolo		serge.dolcemascolo@mairie-toulouse.fr
Vienna (Autriche)	Stadt Wien Integration und Diversität Friedrich-Schmidt-Pl. 3 1080 Wien Autriche	post@ma17.wien.gv.at
Almir Ibric		almir.ibric@wien.gv.at
Karin König		karin.koenig@wien.gv.at
Zurich (Suisse)	Stadt Zürich Stadtentwicklung Integrationsförderung Stadthausquai 17 8001 Zürich Suisse	integrationsfoerderung@zuerich.ch

Contributions d'expert.e.s

Nom	Contact	Courriel
Anlaufstelle für Diskriminierungsschutz an Schulen (ADAS) Aliyeh Yegane	LIFE Bildung Umwelt Chancengleichheit Rheinstr. 45, 1. Hof, Aufgang C, 3. Etage 12161 Berlin Allemagne	info@adas-berlin.de yegane@life-online.de
Alliance against Islamophobia and anti-Muslim Hate	CLAIM Friedrichstraße 206 10969 Berlin Allemagne	info@claim-allianz.de
Deutschsprachiger Muslimkreis Karlsruhe (DMK)	Kaiserallee 111 A 76185 Karlsruhe Allemagne	info@dmk-karlsruhe.de
Dr. Klaus Starl	Geschäftsstelle des Menschenrechtsbeirates der Stadt Graz Europäisches Trainings- und Forschungszentrum für Menschenrechte und De- mokratie (ETC Graz) Elisabethstraße 50B 8010 Graz Autriche	menschenrechtsbeirat@etc-graz.at
Dr. Amina Easat-Daas	De Montfort University The Gateway, Leicester LE1 9BH UK	amina.easat-daas@dmu.ac.uk
European Forum of Muslim Women (EFOMW) Dr. Sanja Bilic		info@efomw.eu sanja.bilic@efomw.eu

European Network against Racism (ENAR)

Julie Pascoët

info@enar-eu.orgjulie@enar-eu.org**Fair Mieten Fair Wohnen (FMFW)**

Dr. Christiane Droste

Remzi Uyguner

UP19 Stadtforschung + Beratung GmbHGeusenstraße 2
10317 Berlin
Allemagnechristiane.droste@fairmieten-fairwohnen.deremzi.uyguner@fairmieten-fairwohnen.de**Forum of European Muslim Youth and Student Organisations (FEMYSO)**Rue Archimede 50
BE-1000 Bruxelles
Belgiquehead.campaigns@femyso.org**IDEM Rotterdam**

Bauke Fiere

Grotekerkplein 5
3011 GC Rotterdam
010 – 411 39 11
Postbus 1812
3000 BV
Rotterdam
Pays-Basb.fiere@radar.nl**Mosquée de Herne-Röhlinghausen**

Tuncay Nazik

Rheinische Straße 25
44651 Herne
Allemagneinfo@ig-ev.de**Muslimische Akademie Heidelberg i.G.**

Leyla Jagiella

Muslimische Akademie Heidelberg i.G.Willy-Brandt-Platz 5
69115 Heidelberg
Allemagneleyla.jagiella@teilseiend.de**Nicole Erkan**nicoleerkan1979@gmail.com**Prof. Peter Hopkins**Daysh Building, Room 3.35
Newcastle University,
Newcastle Upon Tyne
UK NE17RUpeter.hopkins@ncl.ac.uk

Pour toute question relative aux projets de bonnes pratiques présentés dans ce guide, vous pouvez également contacter le Bureau de l'ECCAR.

ECCAR-Geschäftsstelle
c/o Stadt Heidelberg
Bergheimer Straße 69
69115 Heidelberg
Allemagne
office@eccar.info



Notes de fin

- I. **ECRI Conseil de l'Europe, Avis de l'ECRI sur le concept de « racism »** (adopté lors de la 87^e réunion plénière de l'ECRI le 8 décembre 2021), <https://rm.coe.int/avis-d-ecri-sur-le-concept-de-racisation/1680a4dcc1>
- II. **Farah Elahi et Omar Khan (eds.), Islamophobia: Still A Challenge for Us All**, (Londres: Runnymede, 2017), <https://www.runnymedetrust.org/publications/islamophobia-still-a-challenge-for-us-all>
- III. **ENAR, Femmes oubliées : L'impact de l'islamophobie sur les femmes musulmanes**, (Brussels: ENAR, 2016), www.enar-eu.org/wp-content/uploads/forgottenwomenpublication_lr_final_with_latest_corrections.pdf
- IV. **Irene Zempi et Neil Chakraborty, Islamophobia, Victimisation, and the Veil** (Hampshire: Palgrave Macmillan, 2014).
- V. « **Tell MAMA** », consulté le 14 novembre 2022, <https://tellmamauk.org/about-us/>
- VI. « **Wien - Stadt der Menschenrechte** », Stadt Wien, consulté le 10 novembre 2022, <https://www.menschenrechtsstadt.wien.at>
- VII. **Tell MAMA, The Impact of the Christchurch Terror Attack. Tell MAMA Interim Report 2019** (Londres: Faith Matters, 2020), <https://www.tellmamauk.org/wp-content/uploads/2020/03/The-Impact-of-the-ChristChurch-Attack-Tell-MAMA-Interim-Report-2019-PP.pdf>
- VIII. **Derya, Iner (ed), Islamophobia in Australia Report III (2018-2019)**, (Sydney: Charles Sturt University and ISRA, 2019), <https://www.isra.org.au/wp-content/uploads/2022/03/Islamophobia-Report-3-2022-LR-Spreads-RA.pdf>
- IX. **ECRI Conseil de l'Europe, Recommandation de politique générale n°5 (révisée) de l'ECRI sur la prévention et la lutte contre le racisme et la discrimination antimusulmans**, (Strasbourg : ECRI Conseil de l'Europe, 2022), <https://rm.coe.int/recommandation-de-politique-generale-n-5-de-l-ecri-revisee-sur-la-prev/1680a59e54>
- X. **Ian Law, Amina Easat-Daas, et Salman Sayyid, Counter-Islamophobia Toolkit: Briefing Paper and Toolkit of Counter-Narratives to Islamophobia** (Leeds: CERS, University of Leeds, 2018).
- XI. **Nadya, Ali et Ben, Whitham, « Racial Capitalism, Islamophobia and Austerity, » International Journal of Political Sociology 15, (2021): 190 – 211, DOI: 10.1093/ips/olaa023**
- XII. **Amina, Easat-Daas, Muslim Women's Political Participation in France and Belgium** (Cham: Springer Nature, 2020).
- XIII. **Ian Law, Amina Easat-Daas, et Salman Sayyid, Counter-Islamophobia Toolkit: Briefing Paper and Toolkit of Counter-Narratives to Islamophobia** (Leeds: CERS, University of Leeds, 2018), <https://dora.dmu.ac.uk/bitstream/handle/2086/19144/2018.09.03%20CIK%20Final.pdf?sequence=1>

- XIV. Daniel G. Solórzano and Tara J. Yosso, « **Critical race methodology: Counter-storytelling as an analytical framework for education research**, » *Qualitative inquiry* 8 no. 1 (2002): 23-44, DOI: 10.1177/107780040200800103.
- XV. Gert Pickel, **Weltanschauliche Vielfalt und Demokratie. Wie sich religiöse Pluralität auf die politische Kultur auswirkt, Religionsmonitor, verstehen was verbindet**, (Gütersloh: Bertelsmann Stiftung, 2019), https://www.bertelsmann-stiftung.de/fileadmin/files/BSt/Publikationen/GrauePublikationen/Religionsmonitor_Vielfalt_und_Demokratie_7_2019.pdf
- XVI. **Migrantenbeirat Stadt Leipzig, Verurteilung von und Engagement gegen jede Form von antimuslimischen Rassismus und Islamfeindlichkeit**, VII-A-00689, <https://www.leipzig.de/news/news/beschl%C3%BCsse%20der%20stadtratssitzung%20vom%208.%20und%209.%20juli%202020>
- XVII. « **Discours prononcé à l'occasion du vingtième anniversaire de l'unité allemande**, **Der Bundespräsident**, 3 October 2010, https://www.bundespraesident.de/SharedDocs/Reden/DE/Christian-Wulff/Reden/2010/10/20101003_Rede.html
- XVIII. Detlef Pollack, « **Wahrnehmung und Akzeptanz religiöser Vielfalt in ausgewählten Ländern Europas: Erste Beobachtungen** », in **Grenzen der Toleranz: Wahrnehmung und Akzeptanz religiöser Vielfalt in Europa**, ed. Detlef Pollack, Olaf Müller, Gergely Rosta, Nils Friedrichs et Alexander Yendell, (Wiesbaden: Springer, 2014), 13-34.
- XIX. Tous les extraits du Coran cités dans cet article sont tirés de la traduction française de Muhammad Hamidullah.
- XX. « **Observatorio de las discriminaciones en Barcelona** », Ville de Barcelone - Oficina por la No Discriminación, consulté le 10 novembre 2022, <https://ajuntament.barcelona.cat/oficina-no-discriminacio/en/discriminacion-observatory>
- XXI. **Ajuntament de Barcelona, Informe del Observatorio de las Discriminaciones en Barcelona 2020**, (Barcelona: Ajuntament de Barcelona, 2021), <https://ajuntament.barcelona.cat/oficina-no-discriminacio/sites/default/files/Informe%20OND%202020%20ES.pdf>
- XXII. Voir également la section 4.2.2.2
- XXIII. « **Online-Hassreport Österreich: Explosion von Hass und Radikalisierung im Netz durch Corona** », Antidiskriminierungsstelle Steiermark, consulté le 10 novembre 2022, <https://www.antidiskriminierungsstelle.steiermark.at/cms/beitrag/12816497/162294838>
- XXIV. « **Religious Education in Finland** », Suomen uskonnonopettajain liitto ry, consulté le 10 novembre 2022, <https://www.suol.fi/index.php/uskonnonopetus-suomessa/religious-education-in-finland>

Comité de rédaction :



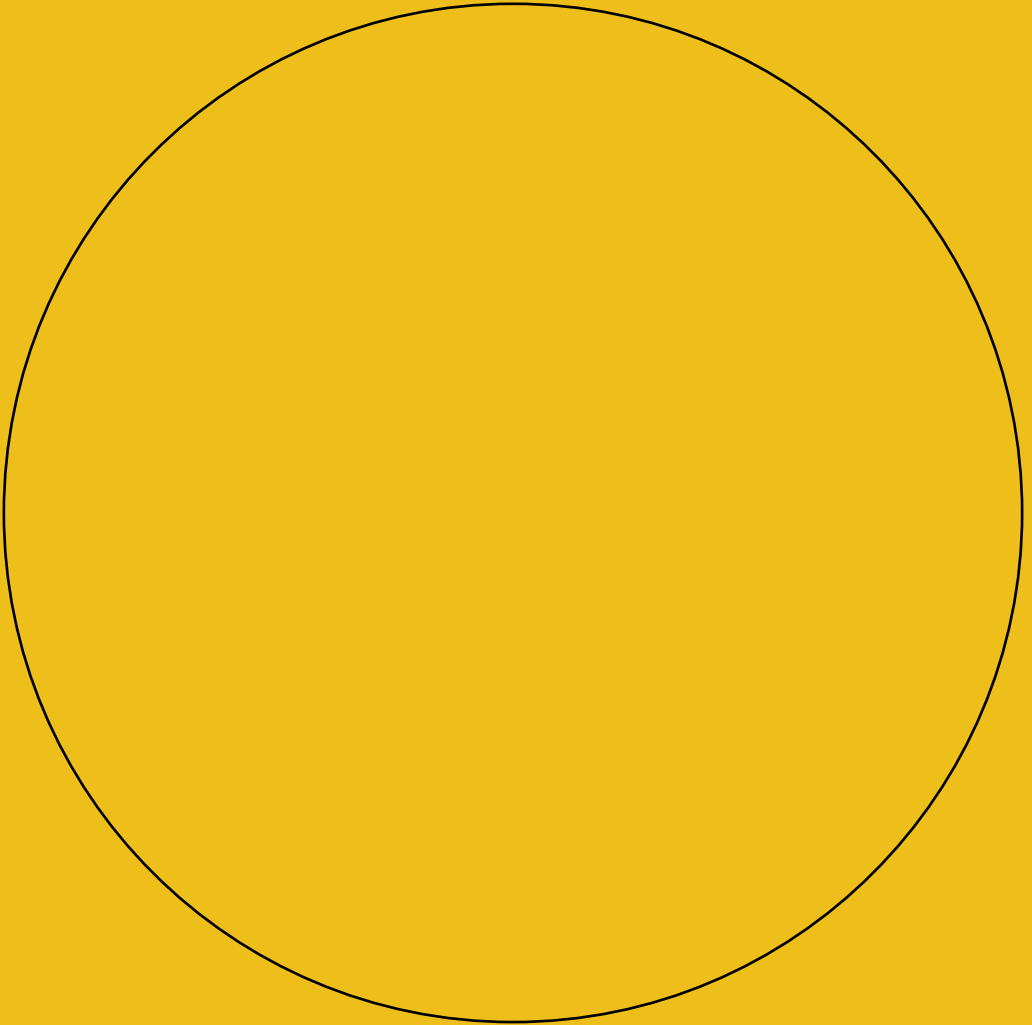
Dr. Linda Hyökki

Dr. Linda Hyökki est coordinatrice du groupe de travail de l'ECCAR sur le racisme anti-musulman depuis juin 2021. Elle vient de terminer son doctorat en études des civilisations à l'université Ibn Haldun d'Istanbul et sa thèse porte sur les expériences de racisme antimusulman vécues par les musulman·e·s converti·e·s en Finlande, son pays d'origine. Elle travaille également comme chercheuse, formatrice et consultante indépendante pour divers projets sur le thème du racisme antimusulman et des minorités musulmanes européennes. Auparavant, elle a travaillé pour le Forum de coopération islamique pour la jeunesse en tant que responsable de projet international et a été associée de recherche principale au İslam ve Küresel İlişkiler Merkezi (Centre pour l'Islam et les affaires mondiales) de l'Université Sabahattin Zaim d'Istanbul.



Danijel Cubelic

Danijel Cubelic occupe le poste de vice-président de la Coalition européenne des villes contre le racisme depuis 2020. Il dirige le Bureau de l'égalité des chances de la ville de Heidelberg et enseigne la diversité et les études de genre à l'université de Heidelberg et à l'Université de formation en alternance du Bade-Wurtemberg (DHBW). Après des études en sciences religieuses, islamologie et anthropologie culturelle à Heidelberg, Bochum, Damas et Alep, Danijel Cubelic a été chercheur au Centre d'études religieuses de l'université de la Ruhr à Bochum et au département d'études des religions de l'université de Heidelberg. De 2011 à 2021, il a coordonné le groupe de travail sur l'islam de la Deutsche Vereinigung für Religionswissenschaft (Association allemande d'études religieuses).



E C C

A R

European Coalition
of Cities
Against Racism